

**FRIEDRICH ENGELS**

**LE ROLE  
DE LA VIOLENCE  
DANS L'HISTOIRE**



**1947**

**ÉDITIONS SOCIALES**



J. Hassan

FRIEDRICH ENGELS

**LE RÔLE  
DE LA VIOLENCE  
DANS L'HISTOIRE**

1947

**EDITIONS SOCIALES**

**64, Boulevard Auguste-Blanqui — Paris-13<sup>e</sup>**



## NOTE DE L'ÉDITEUR

*Voici, sous le titre le Rôle de la violence dans l'histoire, trois chapitres de l'Anti-Dühring (les chapitres II, III et IV de la seconde partie de l'ouvrage) dans une traduction nouvelle, et une importante étude de Friedrich Engels sur la genèse de l'Empire allemand et sur sa constitution après la guerre franco-allemande. Quelques indications sur ce dernier texte. Il a été composé par Engels vraisemblablement au cours de l'hiver 1887-88, mais il n'a pas été achevé et il a été publié pour la première fois, après la mort d'Engels, par E. Bernstein, en février-mars 1896, dans le premier volume de la XIV<sup>e</sup> année de la Neue Zeit ; il a été réédité en 1920 par A. Conrady dans le volume intitulé Reichsgründung und Kommune, avec une introduction « critique » dans laquelle l'éditeur attaque l'exposé d'Engels ; puis, en 1930, par Rudolf Haus, dans le remarquable volume Der Deutsch-Französische Krieg. Ce volume contient encore l'un des chapitres de l'Anti-Dühring que nous donnons ici, le chapitre III de la II<sup>e</sup> partie et les articles écrits par Engels au cours de la guerre de 1870-71 dans la Pall-Mall Gazette.*

*Avec les chapitres de l'Anti-Dühring et l'étude sur la genèse de l'Empire allemand, nous avons à la fois, à propos de la question du rôle de la violence dans l'histoire, l'exposé de la théorie et l'étude du cas concret. C'est pourquoi leur réunion en une même brochure n'est pas arbitraire.*

*Nous ne saurions faire mieux, pour préparer le lecteur à l'étude de cette brochure, que de reproduire le chapitre « Pacifisme et violence », contenu dans le discours prononcé le 21 novembre*

1938 par Maurice Thorez à Noisy-le-Sec, devant le Comité central du Parti communiste français<sup>1</sup>.

« Déjà, avant la guerre, au congrès de Limoges, en 1906, Jules Guesde refusait de considérer comme des révolutionnaires, et traitait avec mépris de « francs fileurs » ceux qui étaient avant tout préoccupés « de mettre leur peau à l'abri le jour de l'ouverture des hostilités ».

» Dans cette apostrophe sévère, mais juste de Guesde s'affirmait la conscience d'un vrai lutteur révolutionnaire qui savait bien, d'abord que la classe ouvrière ne peut pas condamner toutes les guerres, ensuite que l'histoire fait à chaque classe qui s'élève au rôle dirigeant dans la société, l'obligation de recourir un jour aux armes pour balayer le vieil ordre social condamné à disparaître et pour ouvrir la voie à de nouveaux progrès de l'humanité.

» Certains qui se réclament de la classe ouvrière proclament avec une emphase solennelle et ridicule : « Nous n'admettons pas la guerre ! » Bien messieurs. Ma's la guerre vient sans votre permission, ou plutôt elle vient plus facilement à cause de votre attitude pseudo-pacifiste qui laisse le champ libre aux fauteurs de guerre. La guerre fait rage en Espagne, en Chine, sans votre permission, messieurs les « pacifistes » ; je dirais presque avec votre complicité, vous dont le pacifisme ne vibre pas d'émotion et d'indignation aux massacres d'innocents, de femmes, de vieillards et d'enfants, pourvu que vous puissiez prendre votre café au lait le matin, après un sommeil que le remords et la honte n'ont pas du tout troublé.

» La guerre est là. Elle peut demain frapper notre pays que les dictateurs de Rome et de Berlin, par leur guerre d'Espagne, veulent isoler, afin de l'anéantir. Et vos pleurnicheries, messieurs les « pacifistes », permettent surtout au fascisme et à la réaction la spéculation la plus abominable sur l'amour sincère, profond, de la paix qui est au cœur de tous les hommes, de toutes les femmes. Vos pleurnicheries hypocrites affaiblissent les combattants qui meurent pour votre liberté, pour votre quiétude satisfaite.

» Où en serait l'Espagne républicaine si les ouvriers, si les paysans de l'autre côté des Pyrénées, si les volontaires des brigades internationales avaient éprouvé de tels sentiments de lâcheté répugnante ? Où en serait le monde, si nos ancêtres de

1. L'Heure de l'action, p. 31-39, Editions sociales internationales, Paris, 1938.

1789 avaient eu pour devise la formule déshonorante : « Plutôt la servitude que la mort » ? Il n'y aurait pas eu le 14 juillet 1789, cette explosion révolutionnaire du peuple de Paris s'emparant de la Bastille, ce 14 juillet dont la date est demeurée fête nationale pour notre pays. Il n'y aurait pas eu le 4 août 1789, et l'abolition des privilèges. Il n'y aurait pas eu le 10 août 1792, et la prise des Tuileries. Il n'y aurait pas eu Valmy, et la proclamation de la République. Il n'y aurait pas non plus, il est vrai, un Gæbbels pour prétendre que l'an 1789 sera rayé de l'histoire. Il n'y aurait pas non plus un fils de boulanger, devenu ministre par la volonté du peuple qu'il accable aujourd'hui, pour déclarer que le passé de la France est digne simplement du musée. Si nos ancêtres avaient été des « pacifistes avant tout », des égoïstes, ils n'auraient pas fait les « Trois Glorieuses », ils ne se seraient pas soulevés en février 1848; ils n'auraient pas répondu par la proclamation de la République à la reddition de Sedan et par la Commune à la trahison de Trochu. »

.....  
 « Est-ce que le mot d'ordre « transformer la guerre impérialiste actuelle en guerre civile » était empreint de pacifisme bêtant ?

» Lénine a écrit : « Une classe opprimée qui ne s'efforcera pas d'apprendre à se servir des armes, mériterait simplement d'être traitée en esclave. »

» Et encore : « Les femmes prolétaires se borneront-elles à maudire la guerre et les armes, à réclamer le désarmement. Jamais les femmes d'une classe opprimée qui est véritablement révolutionnaire ne se résigneront à un rôle si pitoyable. Elles diront à leurs fils : « Bientôt tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends-le et exerce-toi de ton mieux au métier des armes ».

» Relisez les considérants au programme du P.O.F., rédigés par Guesde et Lafargue, en 1883 : « Pour cela [pour que la nation soit forte] il suffirait que l'instruction militaire complétât l'instruction scientifique et professionnelle assurée socialement à la totalité des enfants; que le fusil, mis dans l'école même entre les mains de tous restât au sortir de l'école entre les mains de chacun, et qu'après un très court passage sous les drapeaux, de grandes manœuvres annuelles maintinssent entre ces éléments individuellement supérieurs la cohésion indispensable et l'habitude des opérations d'ensemble ».

» Est-ce que Marx lui-même ne nous a pas enseigné que « l'arme de la critique ne saurait remplacer la critique des armes » ?

» Non, je l'affirme, il n'y a pas un grain d'esprit marxiste et

révolutionnaire dans la position de ceux qui recommandent à la classe ouvrière la résignation et la lâcheté, la crainte du combat les armes à la main.

» Il n'y en a pas davantage chez ceux qui se livrent à un verbiage pseudo-radical renouvelé de l'hervéisme : « Plutôt l'insurrection que la guerre ! » Ou encore : « La classe ouvrière répondra par la grève générale à l'ordre de mobilisation ». Dans les conditions présentes de la menace hitlérienne, ces phrases seraient un crime contre la classe ouvrière si elles n'étaient pur bavardage. La plupart de ceux qui tenaient de tels propos, avant 1914, se sont transformés en laquais de la bourgeoisie au premier jour de la guerre.

» Quelle impudence, enfin, chez ces trotskistes et autres espions qui prétendent reprendre le mot d'ordre de Liebknecht en le dénaturant, afin de servir les buts du fascisme hitlérien.

Liebknecht a dit en 1915 : « L'ennemi est dans notre propre pays ». Est-ce qu'il n'est pas vrai pour nous encore, aussi longtemps que les agents de Hitler, les mercenaires de la réaction et du fascisme international, les cagouleurs et toute la tourbe des hommes de main du renégat Doriot, ne seront pas en prison ?

» On doit dénoncer comme un appui direct au fascisme les calomnies contre l'Union soviétique, placée par les trotskistes et les « pacifistes » sur le même plan que les dictatures fascistes, ou encore les affirmations mensongères que « tous les impérialismes se valent ». Cette dernière phrase voudrait dissimuler les différences essentielles entre les pays où sévit la dictature fasciste qui conduit à la guerre et les pays de démocratie intéressés au maintien de la paix.

» Quelques réflexions complémentaires sur la violence. Un prolétaire révolutionnaire, un communiste n'a rien d'un tolstoïen, d'un partisan de la non-résistance à l'agression. Nous ne disons pas : « Si on te frappe sur une joue, tends l'autre joue. » Mais nous ne sommes pas comme le prétendent les calomniateurs du mouvement ouvrier, les partisans de la violence pour la violence. Nous constatons simplement que la violence est un fait social, qu'elle est la conséquence de l'exploitation de l'homme par l'homme, qu'elle est devenue pour les privilégiés d'un ordre social déterminé le moyen de maintenir et d'étendre leur domination. Nous enregistrons aussi que chaque classe parvenue successivement à la conscience de son rôle d'émancipation générale de la société a eu inévitablement recours à la violence organisée et collective pour se libérer et assurer ainsi la marche progressive de l'humanité.



» Cependant, reconnaissant le rôle de la violence à travers l'histoire, nous répudions formellement la violence individuelle. Les communistes n'ont jamais approuvé les attentats individuels des terroristes. Jules Guesde a combattu autrefois les anarchistes partisans de la reprise individuelle, de la propagande par le fait et de la terreur. Il s'est séparé de ceux qui prétendaient les défendre au nom du socialisme. Les bolchéviks russes ont détourné la classe ouvrière de leur pays des méthodes terroristes employées par les nihilistes et les socialistes révolutionnaires.

*Le mouvement  
de P.L.V.  
Indochine*

» Il convient, au contraire, de souligner que le crime, que l'attentat est par excellence la méthode du fascisme. Les nazis feignent de s'indigner contre le meurtre d'un fonctionnaire de l'ambassade d'Allemagne à Paris, mais ils glorifient comme des martyrs de leur triste cause les assassins du chancelier Dollfuss. Tels les potentats de l'antiquité, tels les chefs barbares des premières hordes germaniques, Hitler a procédé lui-même aux exécutions sanglantes du 30 juin 1934.

» En France, nombre de crimes et d'attentats restés impunis n'ont-ils pas été commis par les bandes fascistes ? Le crime, c'est l'arme des tyrans et des oppresseurs. La classe ouvrière consciente de ses buts, confiante en son avenir, organisée pour l'action collective de masse, n'a que faire de méthodes terroristes qui sont au fond le signe de la décadence d'un régime, le signe de sa faiblesse plus que de sa force ».

P.-S. — Les notes non signées sont d'Engels.



# LE ROLE DE LA VIOLENCE DANS L'HISTOIRE<sup>1</sup>

---

## CHAPITRE PREMIER

Dans mon système, le rapport de la politique générale aux formes prises par le droit économique est déterminé d'une manière à la fois si décisive et si *originale*, que, pour faciliter l'étude, il ne serait pas superflu d'y insister spécialement. La constitution des rapports *politiques* est l'*élément historique fondamental*, et les dépendances *économiques* n'en sont qu'un *effet* ou un cas particulier, et sont toujours, par conséquent, *des faits de second ordre*. Quelques-uns des systèmes socialistes récents font un principe directeur de la notion superficielle d'une relation tout-à-fait inverse, en faisant subordonner les faits politiques aux conditions économiques, et, pour ainsi dire, en faisant provenir ceux-ci de ceux-là. Assurément, ces effets de second ordre existent comme tels, et sont le plus aisément perceptibles à l'heure actuelle ; mais *il faut chercher le fait primitif* dans la violence politique directe, et non dans une force économique quelconque.

Cette conception est aussi exprimée dans un autre passage, dans lequel M. Dühring

part du principe que les conditions politiques sont les causes déterminantes de la situation économique, et que la relation inverse ne représente qu'une réaction d'ordre secondaire ;... tant qu'on ne prend pas le gouvernement politique pour lui-même, pour le point de départ, mais simplement comme un *moyen de s'assurer de la subsistance*, on laisse agir quand même en soi, si radicalement socialiste et si révolutionnaire que l'on puisse paraître, une part cachée de réaction.

Cela, c'est la théorie de M. Dühring. Là, et en beaucoup d'autres passages, elle est simplement posée, ou, pour ainsi dire, *décrétée*. Nulle part dans ces trois épais volumes, il n'y a la moindre

---

1. Traduction de René Hilsum.

tentative de preuve ou de réfutation du point de vue contraire. Et même si les arguments étaient aussi bon marché que les mûres, M. Dühring ne nous en donnerait pas. Car toute l'affaire a déjà été démontrée par la célèbre chute originelle, où Robinson réduisit Vendredi en esclavage. Cela a été un acte de violence, donc un acte politique. Et puisque cet asservissement constitue le point de départ et le fait fondamental de toute l'histoire révolue, et lui inocule le péché originel d'injustice, à tel point que celui-ci s'est seulement adouci au cours des époques ultérieures et « transformé en formes plus indirectes de dépendance économique » ; et puisque « la propriété fondée sur la violence », qui s'est maintenue jusqu'à nos jours, repose de même sur cet asservissement primitif, il est clair, pour ces raisons, que tous les phénomènes économiques doivent être expliqués par des causes politiques, c'est-à-dire par la violence. Et qui n'est pas satisfait avec cela, n'est qu'un réactionnaire dissimulé.

Remarquons d'abord qu'il faut être aussi épris de soi-même que M. Dühring, pour tenir cette opinion pour si « originale », alors qu'elle ne l'est aucunement. L'idée que les actes politiques et ceux de l'Etat sont les éléments décisifs de l'histoire est aussi vieille que l'histoire écrite elle-même, et c'est la raison principale pour laquelle si peu de choses ont été conservées de l'évolution du progrès réel des peuples qui s'accomplit tranquillement à l'arrière-plan de ces scènes bruyantes. Cette idée a dominé autrefois toutes les conceptions de l'histoire, et ce sont les historiens bourgeois français de la Restauration qui lui ont porté le premier coup : ce qu'il y a là d'« original », c'est seulement qu'encore une fois, M. Dühring n'en sache rien.

En outre, même si nous admettions pour un instant que M. Dühring a raison de penser que toute l'histoire révolue peut être ramenée à l'asservissement de l'homme par l'homme, nous sommes encore bien loin d'être parvenus au fond de la chose. Car on se demande alors comment Robinson en est venu à asservir Vendredi. Simplement pour le plaisir ? Absolument pas. Nous voyons au contraire que Vendredi

est contraint au service économique, comme esclave ou comme simple instrument et n'est entretenu que comme un instrument.

Robinson n'a asservi Vendredi que pour que Vendredi travaillât au profit de Robinson. Et comment Robinson peut-il tirer un profit pour son propre compte du travail de Vendredi ? Uniquement parce que Vendredi fournit, par son travail, plus de

moyens de subsistance que Robinson n'est obligé de lui en donner pour qu'il demeure en état de travailler. Par conséquent, contrairement à la formule expresse de M. Dühring, Robinson prend le groupement politique issu de l'asservissement de Vendredi

non pour lui-même, c'est-à-dire non pour le point de départ, mais simplement comme un moyen de s'assurer sa nourriture ;

et voyons maintenant comment il s'arrangera avec son seigneur et maître Dühring.

L'exemple puéril que M. Dühring a choisi pour montrer que la violence est l'« élément historique fondamental » démontre, par conséquent, qu'en réalité la violence n'est que le moyen et que le but, c'est l'avantage économique. Puisque le but est « plus fondamental » que le moyen employé pour l'obtenir, de même l'aspect économique du rapport est plus fondamental dans l'histoire que son aspect politique. L'exemple démontre donc exactement le contraire de ce qu'il était censé démontrer. Et il en est de même de tous les cas de domination et d'esclavage qui se sont produits jusqu'à nos jours, comme du cas de Robinson et de Vendredi. L'asservissement a toujours été, pour employer l'élégante expression de M. Dühring « un moyen de s'assurer de la nourriture » (cette nourriture étant entendue au sens le plus large), mais jamais elle n'a été une forme politique établie « pour elle-même ». Il faut être M. Dühring pour pouvoir s'imaginer que les impôts ne sont dans l'Etat que des « effets d'ordre secondaire », ou que la forme politique actuelle de la bourgeoisie au pouvoir et du prolétariat asservi n'est apparue que « pour elle-même » et qu'elle n'est pas, pour les bourgeois au pouvoir, « un moyen de s'assurer de la nourriture », c'est-à-dire qu'elle n'a pas pour but de réaliser des profits et d'accumuler du capital.

Revenons cependant à nos deux hommes : Robinson, l'« épée à la main », fait de Vendredi son esclave. Mais pour y parvenir, Robinson a besoin d'autre chose encore qu'une épée. Tout le monde ne peut pas utiliser un esclave. Pour utiliser un esclave, on doit disposer de deux choses ; d'abord, des outils et des matériaux nécessaires au travail de l'esclave, et ensuite, du minimum indispensable des moyens de sa subsistance. Avant donc que l'esclavage soit possible, il faut donc que la production ait déjà atteint un certain niveau et qu'ait apparu un certain degré d'inégalité dans la distribution. Et pour que le travail de l'esclave devienne le moyen de production dominant dans une société tout

entière, il faut un accroissement bien plus considérable encore de la production, du commerce et de l'accumulation des richesses. Dans les anciennes communautés primitives, où régnait la propriété en commun de la terre, l'esclavage n'existait pas du tout ou ne jouait qu'un rôle très secondaire. De même, dans la Rome paysanne primitive ; mais lorsque Rome devint une « cité universelle », la propriété foncière en Italie tomba de plus en plus entre les mains d'une classe peu nombreuse de propriétaires extrêmement riches, la population paysanne fut supplantée par une population d'esclaves. Si, à l'époque des guerres médiques, le nombre des esclaves s'élevait à Corinthe à 460.000, à Egine à 470.000, et s'il y avait dix esclaves pour un homme libre, il y avait là quelque chose de plus que de la « violence » ; il y avait une industrie d'art et une industrie artisanale très développée, et un commerce étendu. Aux Etats-Unis d'Amérique, l'esclavage reposait bien moins sur la violence que sur l'industrie anglaise du coton ; dans les régions où le coton ne poussait pas, ou dans celles qui n'entretenaient pas — les Etats frontière, par exemple — des esclaves pour les Etats à coton, l'esclavage mourut de lui-même, sans que l'on ait eu pour cela à user de violence, simplement parce qu'il ne payait pas.

Si donc, M. Dühring appelle la propriété actuelle une propriété fondée sur la violence et qu'il la qualifie de

forme de domination à l'origine de laquelle se trouve non simplement l'exclusion du prochain de l'usage des moyens naturels d'existence, mais aussi ce qui est encore beaucoup plus important, l'asservissement de l'homme pour l'accomplissement des travaux vils,

il fait se tenir tête en bas toute la relation. L'asservissement de l'homme pour l'accomplissement des travaux vils, sous toutes ses formes suppose *a priori* que celui qui asservit dispose des instruments de travail, seul moyen grâce auquel il peut employer l'individu opprimé, et, dans le cas de l'esclavage, il suppose en outre que le maître dispose des moyens de subsistance grâce auxquels seuls il peut conserver en vie l'esclave. Dans tous les cas, par conséquent, il suppose préalablement une certaine possession de biens dépassant la moyenne. D'où provient-elle ? En tout cas, il est clair qu'elle peut avoir été acquise par le vol, et qu'elle peut donc reposer sur la *violence*, mais cela n'est en aucune façon nécessaire. Elle peut être acquise par le travail, par le vol, par le commerce, par l'escroquerie. Il faut même qu'elle ait été acquise par le travail, avant d'avoir pu l'être par le vol.

La propriété privée ne se présente, en général, en aucune façon dans l'histoire comme le résultat du rapt ou de la violence. Au contraire. Elle existait déjà, limitée toutefois à certains objets, dans les anciennes communautés primitives de tous les peuples civilisés. Elle s'est développée déjà à l'intérieur de ces communautés par le troc avec des étrangers d'abord et jusqu'à ce qu'elle ait atteint la forme de marchandise. Plus les produits de la communauté prirent la forme de marchandises, c'est-à-dire moins il en fut produit pour l'usage personnel du producteur et plus il en fut produit en vue de l'échange, plus à l'intérieur de la communauté l'échange remplaça aussi la division du travail primitive et originelle ; plus inégale aussi devint la propriété des particuliers ; plus fut minée profondément l'ancienne propriété en commun de la terre et plus vite la communauté tendit à se dissoudre et à se transformer en un village de petits paysans. Ni le despotisme oriental, ni la domination changeante de peuples nomades conquérants n'ont pu, durant des milliers d'années, avoir de prise sur cette ancienne forme de communauté, qui vit son industrie locale originelle progressivement détruite par la concurrence des produits de la grande industrie et fut amenée de plus en plus près de la dissolution. Il n'est pas plus question de violence dans ce processus que dans le démembrement, qui se produit aujourd'hui encore, des terres cultivables possédées en commun dans les *Gehöferschaften* des bords de la Moselle ou du Hochwald ; les paysans trouvent maintenant avantage à la substitution de la propriété commune du sol par la propriété individuelle. Même la formation d'une aristocratie primitive, chez les Celtes, chez les Germains et dans le Pendjab de l'Inde s'est fondée sur la propriété commune du sol et ne repose pas du tout à l'origine sur la violence, mais sur le consentement volontaire et sur la coutume. Partout où la propriété individuelle se constitue, c'est la conséquence de modifications des rapports de production et d'échange, effectuées dans l'intérêt de l'accroissement de la production et du progrès du commerce, c'est-à-dire comme résultat de causes économiques. La violence ne joue là aucun rôle. Il est bien évident que l'institution de la propriété individuelle doit déjà exister avant que le pillard puisse s'approprier le bien d'autrui et que, par conséquent, la violence peut faire changer de possesseur, mais non créer la propriété individuelle en soi.

Mais même pour expliquer « l'asservissement de l'homme pour l'accomplissement des travaux les plus vils » sous sa forme la plus moderne, le travail salarié, nous ne pouvons faire intervenir ni la

violence ni la propriété fondée sur la violence. Nous avons déjà mentionné le rôle qu'a joué la transformation des produits du travail en marchandises, la production effectuée non pour les besoins de la consommation, mais pour l'échange, dans la dissolution des communautés primitives, c'est-à-dire dans la généralisation directe ou indirecte de la propriété privée. Or, Marx a lumineusement prouvé dans le *Capital* — et M. Dühring évite d'en faire la plus légère référence — qu'à un certain stade d'évolution, la production des marchandises se transforme en production capitaliste, et qu'à ce stade,

les lois d'appropriation ou de propriété privée, lois qui reposent sur la production ou la circulation des marchandises se transforment en leur contraire, de par leur propre dialectique interne, inéluctable. L'échange des équivalents, qui constituait l'opération primitive, s'est renversé de telle manière que l'on n'échange plus qu'en apparence. Cela est dû au fait qu'en premier lieu, le capital qui est échangé contre de la force de travail, n'est lui-même qu'une partie du travail d'autrui approprié sans équivalent ; et qu'en second lieu, ce capital doit non seulement être remplacé par celui qui l'a produit, mais remplacé avec un surplus... A l'origine, les droits de la propriété nous sont apparus comme fondés sur le travail propre des hommes. Toutefois, la propriété apparaît maintenant [à la fin de l'évolution tracée par Marx], du côté capitaliste, comme étant le droit de s'approprier le travail non payé d'autrui, ou son produit ; et du côté du travailleur, comme étant l'impossibilité d'entrer en possession du produit de son travail. La séparation entre propriété et travail est devenue la conséquence nécessaire d'une loi qui provenait en apparence de leur identité.

En d'autres termes, même si nous excluons toute possibilité de pillage, de violence et d'exaction ; si nous admettons même que toute propriété individuelle reposait à l'origine sur le travail propre du possesseur et que, dans tout le processus ultérieur, on n'a échangé que des valeurs égales contre des valeurs égales, nous arrivons cependant nécessairement avec le progrès de la production et de l'échange au mode de production capitaliste actuel, à la monopolisation des moyens de production et des moyens de subsistance entre les mains d'une classe peu nombreuse ; à l'abaissement de l'autre classe, qui constitue l'immense majorité, à l'état de prolétariat privé de possession, à l'alternance de périodes de production prospère et de crises commerciales ; à toute l'anarchie actuelle dans la production. Tout ce processus est expliqué par des causes purement économiques, sans que l'on soit une seule fois obligé de faire appel au pillage, à la violence, à l'Etat, ou à toute autre ingérence politique. La « propriété fondée sur la violence », ici encore, se révèle comme une simple phrase grandi-



loquente, qui a pour objet de masquer le manque de compréhension du cours réel des choses.

Ce cours des choses, dans son expression historique, est l'histoire de l'évolution de la bourgeoisie. Si « les conditions politiques sont la cause décisive de l'ordre économique », la bourgeoisie moderne ne doit pas s'être développée en luttant contre la féodalité, mais elle doit en être l'enfant choyé, librement procréé. Chacun sait que c'est le contraire qui s'est passé. A l'origine, « état » opprimé, devant payer redevance à la noblesse féodale dirigeante, se recrutant parmi les manants et les serfs de toute sorte, la bourgeoisie, a conquis dans une lutte constante avec la noblesse, une position après l'autre, et, finalement, dans les pays les plus évolués, a pris le pouvoir à sa place; en France, en renversant directement la noblesse, en Angleterre, en l'embourgeoisant de plus en plus et en se l'incorporant, en en faisant son état-major décoratif. Et comment y est-elle parvenue? Uniquement par une transformation de l'« ordre économique », que suivit tôt ou tard, une transformation, volontairement acceptée ou arrachée par la lutte, de la situation politique. La lutte de la bourgeoisie contre la noblesse féodale est la lutte de la ville contre la campagne, de l'industrie contre la propriété foncière, de l'économie monétaire contre l'économie naturelle; et l'arme décisive des bourgeois dans cette lutte fut leur *puissance économique* sans cesse accrue par le développement de l'industrie, d'abord artisanale, puis manufacturière, et par l'extension du commerce. Tout au cours de cette lutte, la puissance politique était du côté de la noblesse, sauf une période où le pouvoir royal se servit de la bourgeoisie contre la noblesse, pour mettre les deux états en échec, l'un par l'autre; mais dès que la bourgeoisie, encore sans pouvoir politique, commença à devenir dangereuse en raison de l'accroissement de sa puissance économique, la royauté fit à nouveau alliance avec la noblesse, et provoqua ainsi, en Angleterre d'abord, en France ensuite, la révolution bourgeoise. En France, les « conditions politiques » n'avaient pas changé, tandis que l'« ordre économique » les avait dépassées. Du point de vue de la situation politique, la noblesse était tout et la bourgeoisie rien; mais du point de vue de la situation sociale, la bourgeoisie était alors la classe la plus importante dans l'Etat, tandis que la noblesse avait perdu toutes ses fonctions sociales et ne faisait plus qu'encaïsser, avec ses revenus, la rémunération de ces fonctions disparues. Ce n'est pas tout : la bourgeoisie, dans toute sa production, était demeurée sous la con-

trainte des formes politiques féodales du moyen âge, formes que cette production — non seulement la manufacture, mais même l'artisanat — avait dépassées depuis longtemps; elle était demeurée sous la contrainte des mille privilèges des corporations et des barrières douanières locales et provinciales qui n'étaient plus que de simples chicanes et des entraves à la production. La révolution bourgeoise y mit fin. Non toutefois en adaptant, selon le principe de M. Dühring, les conditions politiques à la situation économique, ce que la noblesse et la royauté avaient précisément tenté en vain de faire pendant des années; mais en faisant le contraire, en rejetant le vieux fatras politique et en créant des conditions politiques grâce auxquelles l'« ordre économique » nouveau pût exister et se développer. Et la bourgeoisie s'est développée avec éclat, avec tant d'éclat dans cette atmosphère politique et juridique qui convenait à ses besoins, qu'elle est presque déjà dans la situation qu'occupait la noblesse en 1789; de plus en plus elle devient non seulement inutile dans la société, mais un empêchement social; elle se sépare de plus en plus de l'activité productrice, elle devient de plus en plus, comme la noblesse d'autrefois, une classe qui ne fait qu'encaisser des revenus; et elle a réalisé ce bouleversement de sa propre situation et créé une classe nouvelle, le prolétariat, sans aucun tour de passe-passe violent, mais par des voies purement économiques. Plus encore : elle n'a, en aucune façon, voulu obtenir ce résultat par sa propre action; il s'est au contraire réalisé de lui-même, avec une force irrésistible, contre la volonté et les intentions de la bourgeoisie; ses propres forces productives échappent à son contrôle et elles poussent, comme par la force d'une loi de la nature, la société bourgeoise tout entière à la ruine ou à la révolution. Et lorsque, aujourd'hui, les bourgeois en appellent à la violence pour préserver de l'effondrement final l'« ordre économique » croulant, ils ne font que prouver par là qu'ils sont prisonniers de la même illusion que M. Dühring, l'illusion que « les conditions politiques sont la cause décisive de l'ordre économique »; ils montrent qu'ils s'imaginent comme M. Dühring, pouvoir transformer à l'aide du phénomène « primitif », à l'aide de la « violence primitive directe », ces « faits d'ordre secondaire » qui constituent l'ordre économique et son inéluctable évolution; et qu'ainsi les conséquences économiques de la machine à vapeur et du machinisme moderne qu'elle a entraînées, du commerce mondial et du développement actuel de la banque et du crédit, peuvent être chassées du monde avec des canons Krupp et des fusils Mauser.

## CHAPITRE II

Mais considérons d'un peu plus près cette toute-puissante « violence » de M. Dühring. Robinson asservit Vendredi l' « épée à la main ». L'épée, d'où la tient-il ? Même dans les îles imaginaires des récits robinsonnesques, les épées ne poussent pas, jusqu'à présent, sur les arbres, et M. Dühring demeure sans réponse à cette question. De la même manière que Robinson a pu se procurer une épée, nous pouvons admettre que Vendredi puisse apparaître un beau matin, un revolver chargé à la main, et alors, tout le rapport de « violence » se renverse complètement : Vendredi commande et c'est Robinson qui doit trimer. Nous nous excusons auprès de nos lecteurs de revenir avec tant d'insistance sur l'histoire de Robinson et de Vendredi qui appartient au jardin d'enfants et non à la science, mais qu'y pouvons-nous ? Nous sommes obligés de suivre consciencieusement la méthode axiomatique de M. Dühring, et ce n'est pas notre faute si nous nous maintenons ainsi constamment dans le domaine de la puérilité pure. Le revolver l'emporte donc sur l'épée et ainsi l'axiomaticien le plus puéril comprendra sûrement que la violence n'est pas uniquement un acte de volonté, mais qu'elle exige pour être exercée des conditions préalables très concrètes, c'est-à-dire des *instruments*, dont le plus parfait l'emporte sur le moins parfait ; qu'en outre ces instruments doivent être produits, ce qui implique en même temps que le producteur des instruments de violence les plus parfaits, *vulgo* les armes, triomphe du producteur des moins parfaits, et qu'en un mot, la victoire de la violence repose sur la production des armes, et celle-ci à son tour, sur la production en général, par conséquent sur la « puissance économique », sur

l' « ordre économique », sur les moyens matériels qui sont à la disposition de la violence.

La violence, c'est de nos jours, l'armée et la marine de guerre, et toutes deux, comme nous le savons tous à nos dépens, coûtent « diablement cher ». Mais la violence ne peut pas faire de l'argent, elle peut tout au plus prendre de l'argent déjà fait — et même cela n'est pas très utile — comme nous l'avons malheureusement également vu à nos dépens dans les cas des milliards de la France. C'est donc en dernière analyse, la production économique qui doit fournir l'argent ; par conséquent la violence est à nouveau conditionnée par l'ordre économique qui lui procure les moyens de s'équiper en instruments et de les entretenir. Mais cela n'est pas tout. Il n'y a rien qui dépende plus des conditions économiques préalables que précisément l'armée et la flotte. Leur armement, leur composition, leur organisation, leur tactique et leur stratégie dépendent avant tout du niveau atteint à l'époque par la production et les communications. Ce ne sont pas les « libres créations de l'esprit » des généraux de génie qui ont bouleversé l'art de la guerre, mais la découverte d'armes de meilleure qualité et la transformation du matériel humain, les soldats ; le rôle des généraux de génie se limite dans le meilleur des cas à adapter le mode de combat aux nouvelles armes et aux combattants nouveaux.

Au début du *xiv<sup>e</sup>* siècle, la poudre vint des Arabes aux Européens de l'Occident et bouleversa, comme le sait chaque écolier, toutes les méthodes de guerre. L'introduction de la poudre et des armes à feu ne fut toutefois nullement un acte de violence, mais un progrès industriel, par conséquent un progrès économique. L'industrie demeure l'industrie, qu'elle ait pour but la création ou la destruction des choses. L'introduction des armes à feu a produit des bouleversements non seulement dans la conduite de la guerre elle-même, mais aussi dans les rapports politiques de domination et de sujétion. Pour obtenir de la poudre et des armes à feu, il fallait industrie et argent, et les bourgeois des villes possédaient l'une et l'autre. Les armes à feu furent donc, dès le début, les armes des villes et de la monarchie grandissante appuyée sur les villes, contre la noblesse féodale. Les murs de pierre des châteaux des seigneurs jusque là inabornables furent renversés par les canons des bourgeois, les balles des arquebuses bourgeoises trouèrent les cuirasses des chevaliers. La suprématie de la noblesse féodale s'écroula avec sa cavalerie cuirassée ; avec le développement de la bourgeoisie, l'infanterie et l'artillerie devin-

rent de plus en plus les armes décisives; sous la contrainte de l'artillerie, le métier de la guerre dut s'adjoindre un département nouveau, tout industriel : le corps des ingénieurs.

Le perfectionnement des armes à feu se réalisa très lentement. L'artillerie restait pesante; le mousquet, malgré de nombreuses découvertes de détail, demeurait une arme grossière. Il fallut attendre plus de trois siècles pour qu'il existât un fusil capable de servir à l'équipement de toute l'infanterie. Ce n'est qu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle que le fusil à pierre avec baïonnette fit rejeter finalement la pique de l'équipement de l'infanterie. L'infanterie d'alors était formée de mercenaires au service des princes, très disciplinés, mais auxquels on ne pouvait se fier et dont le fouet était l'unique élément de cohésion; elle était recrutée parmi les éléments les plus corrompus de la société et souvent enrôlés parmi les prisonniers de guerre étrangers. La seule forme de combat dans laquelle ces soldats pussent employer l'arme nouvelle était la tactique en ligne, qui parvint sous Frédéric II à sa plus grande perfection. Toute l'infanterie était disposée sur trois rangs en un carré très grand et vide et ne marchait en ordre de bataille que par mouvements d'ensemble : l'une ou l'autre des deux ailes pouvait tout au plus avancer ou reculer de quelque peu. Cette lourde masse ne pouvait se mouvoir en ordre que sur un terrain tout-à-fait uni, et là même, elle ne le pouvait que très lentement (75 pas à la minute); il était impossible de changer l'ordre de bataille au cours du combat et dès que l'infanterie était engagée, en peu de temps et d'un seul coup, la victoire ou la défaite se trouvait décidée.

A ces lignes peu maniables, s'opposèrent dans la guerre de l'Indépendance américaine, des groupes d'insurgés qui, sans doute, ne savaient pas faire l'exercice, mais n'en savaient que mieux tirer avec leurs carabines rayées; ces rebelles combattaient pour leurs intérêts propres, ne désertaient par conséquent pas comme les mercenaires et n'avaient pas l'obligeance de rencontrer les Anglais comme eux en ligne et en rase campagne, mais les attaquaient en bandes de tirailleurs dispersées et très rapides, sous le couvert des forêts. Dans ces circonstances, la ligne fut impuissante et succomba devant des adversaires invisibles et inaccessibles. On avait retrouvé la disposition en tirailleurs, nouveau mode de combat dû à une transformation du matériel humain.

Ce qu'avait commencé la révolution américaine, la Révolution française l'acheva également dans le domaine militaire. Comme les Américains, les Français ne pouvaient opposer que des masses

mal exercées, mais nombreuses, la levée en masse de toute la nation, aux armées de mercenaires exercés de la coalition. C'est cependant avec ces masses qu'il fallait défendre Paris : il fallait donc tenir une région déterminée, et cela ne pouvait se faire qu'en obtenant la victoire par une bataille de masse en terrain découvert. De simples escarmouches ne suffisaient pas; il fallait trouver une formation pour utiliser d'importantes troupes en masse, et ce fut la *colonne*. La formation en colonne permit à des troupes peu exercées d'avancer en un ordre suffisant, et même de le faire avec une plus grande rapidité de mouvement (100 pas et plus à la minute); elle permit d'enfoncer les formations rigides de l'ancien ordre de ligne, de combattre sur tous les terrains, par conséquent même sur les terrains qui étaient les plus défavorables à la formation en ligne; de grouper les troupes de n'importe quelle façon suivant le besoin et, en liaison avec des attaques par des groupes de tirailleurs dispersés, de retenir, d'occuper, de fatiguer les lignes ennemies jusqu'au moment où on les enfonçait à l'aide de masses tenues en réserve au point décisif de la position. Ce nouveau mode de combat reposant sur l'action combinée de tirailleurs et de colonnes, et sur le fractionnement de l'armée en divisions ou corps d'armée indépendants et composés de toutes les armes (une méthode qui a été portée à sa perfection par Napoléon aussi bien sous son aspect technique que sous son aspect stratégique) était devenu nécessaire avant tout du fait de la transformation du matériel humain, les soldats, de la Révolution française. Mais il y avait eu encore deux conditions techniques préalables d'une extrême importance; en premier lieu, l'affût plus léger pour pièces de campagne construit par Gribeauval qui permettait le mouvement plus rapide que l'on exigeait maintenant de ces pièces, et, en second lieu, l'inclinaison de la crosse du fusil qui jusque là continuait exactement la direction du canon : cet emprunt au fusil de chasse fut introduit en France en 1777 et c'est ce qui permit de tirer sur un homme isolé sans nécessairement le manquer. Sans ce progrès, il eût été impossible d'adopter la tactique en tirailleur pour laquelle les anciennes armes étaient inefficaces.

Le système révolutionnaire de l'armement du peuple tout entier fut bientôt ramené à une conscription obligatoire (avec remplacement par rachat pour les riches) et il fut adopté sous cette forme par la plupart des grands Etats du continent. Seule, la Prusse essaya avec son système de *landwehr* d'incorporer à l'armée, dans une plus large mesure encore, la force militaire du peuple. Après

un rôle assez court joué entre 1830 et 1860 par le fusil à baguette, à canon rayé, perfectionné et approprié à la guerre, apparaît une arme nouvelle : le fusil rayé se chargeant par la culasse, dont la Prusse fut aussi le premier Etat à en pourvoir toute son infanterie. Elle dut ses succès de 1866 à ces deux facteurs.

La guerre franco-allemande fut la première guerre où deux armées également munies du fusil rayé se chargeant par la culasse, et toutes deux présentant essentiellement les mêmes formations tactiques qu'au temps de l'ancien fusil à pierre et à canon lisse, se rencontrèrent pour la première fois. La seule différence était que les Prussiens avaient tenté de découvrir, en introduisant la colonne de compagnie, une formation de combat qui fût mieux adaptée à l'armement nouveau. Mais lorsque, à Saint Privat, le 18 août, la garde prussienne voulut faire un essai sérieux de la colonne de compagnie, les cinq régiments qui étaient les plus engagés perdirent en moins de deux heures plus d'un tiers de leurs effectifs (176 officiers et 5.114 hommes). Dès lors, la colonne de compagnie fut aussi condamnée comme celle de bataillon et la ligne; on abandonna l'idée d'exposer au feu de l'ennemi toute espèce de formation serrée, et du côté des Allemands, on ne combattit plus par la suite qu'avec ces groupes épais de tirailleurs, en lesquels s'était jusque-là constamment résolue d'elle-même la colonne sous la grêle des balles, bien que les officiers supérieurs eussent combattu cette méthode comme étant contraire à la bonne discipline. De la même manière, le pas accéléré devint le seul mode de mouvement dans le champ du feu ennemi. Encore une fois, le soldat avait eu plus de sagacité que l'officier : ce fut lui qui avait trouvé d'instinct la seule forme de combat qui eût jusqu'ici résisté à l'épreuve du feu du fusil moderne et, malgré l'opposition du commandement, il l'appliqua avec succès.

La guerre franco-allemande a marqué un tournant d'une signification tout-à-fait nouvelle. Premièrement, les armes employées ont atteint un tel niveau de perfection qu'un nouveau progrès capable d'avoir quelque influence transformatrice, n'est plus possible. Du moment que les armées disposent de canons avec lesquels on peut atteindre une troupe à quelque distance qu'on puisse la distinguer et de fusils qui donnent le même résultat contre un homme isolé, de fusils qu'on charge en moins de temps qu'il n'en faut pour viser, tous progrès ultérieurs dans la guerre de mouvement sont plus ou moins indifférents. De ce côté, l'ère de développement est donc achevée pour l'essentiel. Et, en second lieu, cette guerre a contraint tous les grands Etats continentaux à

introduire chez eux sous une forme plus sévère le système prussien de landwehr et avec lui une charge militaire qui doit les mener à la ruine en peu d'années. L'armée est devenue l'objectif principal de l'Etat et une fin en soi; les peuples n'existent que pour fournir des soldats et les nourrir. Le militarisme domine et dévore l'Europe. Mais ce militarisme porte aussi en lui le germe de sa propre destruction. La concurrence des Etats entre eux les contraint d'une part à dépenser chaque année plus d'argent pour l'armée, la flotte, l'artillerie, donc à accélérer de plus en plus la venue de la catastrophe financière, et, d'autre part, à prendre de plus en plus au sérieux le service militaire obligatoire pour toute la nation, et ainsi à familiariser peu à peu toute la nation avec le maniement des armes et à le rendre donc de plus en plus capable de faire prévaloir, à un moment donné, sa volonté contre celle du commandement militaire. Et ce moment arrive dès que la masse du peuple, les ouvriers des villes et des campagnes et les paysans, a une volonté. Dès lors, les armées des princes se transforment en armées du peuple; la machine refuse le service, le militarisme se détruit par la dialectique de son propre développement. Ce que la démocratie bourgeoise de 1848 n'a pu réaliser, justement parce qu'elle fut *bourgeoise* et non prolétarienne c'est-à-dire donner aux masses travailleuses une volonté dont le contenu correspondît à leur situation de classe, le socialisme l'obtiendra infailliblement. Et cela signifiera l'explosion du militarisme de l'*intérieur*, et avec lui celle de toutes les armées permanentes.

C'est la première morale de notre histoire de l'infanterie moderne. La seconde qui nous ramène à M. Dühring, c'est que toute l'organisation et la méthode de combat des armées, et, par suite, la victoire ou la défaite, montrent qu'elles dépendent de conditions matérielles, c'est-à-dire de conditions économiques; du matériel humain et du matériel d'armement, donc de la qualité et du nombre de la population et du développement de la technique. Seul, un peuple de chasseurs comme les Américains pouvaient redécouvrir la tactique de la formation en tirailleurs; et les Américains étaient chasseurs pour des raisons purement économiques, exactement comme c'est maintenant pour des raisons purement économiques que les mêmes Yankees des anciens Etats se sont transformés en fermiers, industriels, marins et marchands qui ne tiraillent plus dans les forêts vierges, mais n'en tiraillent que mieux sur le terrain de la spéculation, où ils ont aussi poussé très loin l'utilisation des masses. Seule, une révolution comme la Révolution française qui émancipait économiquement le bourgeois et



surtout le paysan, pouvait découvrir les armées de masse et, en même temps, les formes libres de mouvement qui mirent en pièces les anciennes lignes rigides, expression militaire de l'absolutisme contre lequel elles se battaient. Et nous avons vu, cas après cas, comment les progrès de la technique, aussitôt qu'ils étaient susceptibles d'application dans le domaine militaire et aussitôt utilisés, ont imposé de suite et presque de force des transformations, de véritables révolutions dans les méthodes de combat, et, souvent encore, contre la volonté du commandement. N'importe quel bon sous-officier serait aujourd'hui en mesure d'expliquer à M. Dühring à quel point, en outre, la conduite de la guerre dépend de la capacité de production et des moyens de communication de l'arrière proprement dit aussi bien que de ceux de la zone de combat. En bref, toujours et partout, ce sont les conditions économiques et les instruments de la violence qui aident la « violence » à vaincre et sans eux la violence cesse d'être la violence. Et quiconque voudrait réformer les méthodes de guerre en partant d'un point de vue opposé, en suivant les principes de M. Dühring, à coup sûr, ne récolterait que des défaites<sup>1</sup>.

Si nous passons maintenant de la terre à la mer, une révolution totale d'un tout autre ordre s'offre à nous, même au cours de ces vingt dernières années. Le navire de guerre de la guerre de Crimée était le deux-ponts ou le trois-ponts en bois, armé de 60 à 100 canons, marchant encore surtout à la voile et ne possédant qu'une machine à vapeur de secours de faible puissance. Il portait surtout des pièces de 32 dont le tube pesait environ 2<sup>t</sup>.500 et quelques pièces seulement de 68 de 4<sup>t</sup>.750. Vers la fin de la guerre, apparurent des batteries blindées flottantes, lourdes, presque immobiles, mais pour l'artillerie d'alors, c'étaient des monstres invulnérables. Le blindage fut bientôt adapté aussi aux navires de guerre; au début les plaques étaient encore très minces, un bateau avec des plaques de quatre pouces d'épaisseur passait alors pour avoir une cuirasse extrêmement lourde. Mais le progrès de l'artillerie dépassa vite le blindage; pour toutes les résistances de blindage qui furent successivement employées se trouvèrent des pièces nouvelles, plus lourdes, qui les perçaient facilement. Ainsi, nous en sommes arrivés déjà à des plaques de blindage de 10, 12, 14, 24

1. On le sait d'ailleurs très bien à l'état-major prussien : « la base de la guerre est, en tout premier lieu, la forme de *vie économique* en général des peuples », ait M. Max Jahns, capitaine d'état-major, dans une conférence scientifique. (*Kölnische Zeitung*, 20 avril 1876, page 3).

pouces (l'Italie se propose de construire un navire dont l'épaisseur du blindage s'élèvera à trois pieds), d'autre part à des canons rayés dont le tube pèse 25, 35, 80 voire 100 tonnes et qui lancent, à des distances auxquelles on n'avait jamais rêvé jusqu'ici, des projectiles de 300, 400, 1700 et jusqu'à 2.000 livres. Le navire de guerre actuel est un gigantesque vapeur cuirassé propulsé au moyen d'hélices, jaugeant de 8.000 à 9.000 tonnes, d'une puissance de 6.000 à 8.000 CV, muni de tourelles tournantes, de quatre et au maximum de six pièces lourdes et d'une proue terminée en éperon en dessous de la ligne de flottaison, pour couler les navires ennemis de moindre puissance; c'est une machine colossale unique dans laquelle la vapeur ne sert pas seulement à opérer une propulsion rapide, mais à manœuvrer le gouvernail, à lever l'ancre, à faire tourner les tourelles, qui sert au pointage et au chargement des pièces, au pompage de l'eau, au hissage et à la mise à flot des canots dont certains marchent aussi à la vapeur, etc. Et la rivalité entre le blindage et l'efficacité des canons est si peu terminée que, de nos jours, un navire ne suffit presque jamais plus aux exigences, est déjà périmé avant que d'être lancé. Le navire de guerre moderne n'est pas seulement un produit, il est en même temps un spécimen de la grande industrie moderne, une usine flottante, constituant surtout, il est vrai, un considérable gaspillage d'argent. Le pays où la grande industrie est le plus développée a presque le monopole de la construction de ces navires. Tous les cuirassés turcs, presque tous les cuirassés russes, la plupart des cuirassés allemands sont construits en Angleterre; les plaques de blindage destinées à n'importe quel usage se fabriquent presque exclusivement à Sheffield; des trois usines métallurgiques d'Europe qui, seules, sont en mesure de fournir les pièces d'artillerie les plus lourdes, deux sont anglaises (Woolwich et Elswick), la troisième est allemande (Krupp). Dans ce domaine, il est évident, de la manière la plus palpable, que la « violence politique directe » qui est, selon M. Dühring, la « cause déterminante de l'ordre économique », est, au contraire, complètement soumise à cet ordre économique; que non seulement la fabrication, mais même la manœuvre de l'instrument de la violence sur mer, le navire de guerre, est devenue une branche de la grande industrie moderne. Et la situation est devenue telle que cela n'afflige personne autant que la violence, c'est-à-dire l'Etat, auquel un navire coûte aujourd'hui aussi cher qu'autrefois toute une flotte, qui doit se résigner à voir ces navires coûteux déjà périmés, dévalorisés par conséquent, avant

d'avoir été mis à l'eau, et qui doit sûrement être aussi dégoûté que M. Dühring de voir que l'homme de l'« ordre économique », l'ingénieur, est aujourd'hui beaucoup plus important à bord que l'homme de la « violence directe », le capitaine. Nous, au contraire, n'avons aucune raison de nous fâcher lorsque nous voyons que, dans cette compétition entre la cuirasse et l'artillerie, le navire de guerre est poussé jusqu'au comble de la perfection qui le rend aussi exorbitant de prix qu'impropre à la guerre<sup>1</sup>; et que cette lutte rend aussi manifestes dans le domaine de la guerre navale ces immanentes lois dialectiques du mouvement selon lesquelles le militarisme, comme tout autre phénomène historique, court à sa destruction par un résultat logique de son développement.

Ici encore, nous voyons donc en toute clarté qu'il n'est vrai en aucune façon qu'il faille

chercher le phénomène primitif dans la violence politique directe et non dans une puissance économique indirecte quelconque.

Au contraire. Qu'est-ce qui se révèle précisément comme étant le « primitif » de la violence elle-même ? La puissance économique, le contrôle sur les instruments de la violence par la grande industrie. La puissance politique sur mer, qui repose sur les navires de guerre modernes, montre qu'elle n'est aucunement « directe », mais qu'elle est, au contraire, *conditionnée* par la puissance économique, par le haut niveau du développement de la métallurgie, par le travail de direction de techniciens qualifiés et par des mines de charbon de grand rendement.

Et cependant à quoi bon tout cela ? Si l'on donne le commandement suprême à M. Dühring au cours de la prochaine guerre navale il anéantira toutes les flottes cuirassées qui sont esclaves de l'ordre économique, sans torpilles ou tout autre artifice, par la simple vertu de sa « violence directe ».

---

1. Le summum de la perfection du dernier produit de la grande industrie, dans la guerre navale : la torpille à mouvement propre, semble bien indiquer que c'est cela qui se produit : cela voudrait dire que le plus petit torpilleur triompherait du cuirassé le plus puissant. (On doit garder à l'esprit que ce qui précède a été écrit en 1878.)

### CHAPITRE III

C'est une circonstance de grande importance qu'en fait la domination de la nature ne s'est, en général [!] produite [une domination s'est produite] que par l'intermédiaire de celle de l'homme. La mise en exploitation de la propriété foncière sur de vastes étendues n'a, jamais et nulle part, été réalisée sans l'asservissement préalable de l'homme, sous une forme quelconque, d'esclavage ou de servage. L'établissement d'une domination économique sur les choses a eu pour condition préalable la domination politique, économique et sociale de l'homme sur l'homme. Comment aurait-on pu seulement concevoir un grand propriétaire foncier, sans comprendre dans cette idée sa domination sur des esclaves, des serfs ou des gens indirectement asservis ? Qu'aurait bien pu, que pourrait bien signifier, pour une exploitation de grande étendue, les seuls efforts de l'individu, auxquels s'ajouteraient tout au plus ceux des membres de sa famille ? L'exploitation du sol ou l'extension du contrôle économique sur le sol à une échelle qui dépasse les possibilités naturelles de l'individu, n'a été possible jusqu'aujourd'hui dans l'histoire que par l'introduction avant ou avec l'établissement de la domination du sol, de l'asservissement correspondant de l'homme. Dans les périodes ultérieures de l'évolution, cette servitude s'est adoucie... Sa forme actuelle est, dans les Etats les plus civilisés, un salariat plus ou moins maintenu par les forces de police. Ainsi, le salariat assure en pratique la possibilité de ce mode de richesse actuelle qui se manifeste par l'extension de la domination du sol et [!] par l'accroissement de la propriété foncière. Il est évident que du point de vue historique il faut expliquer semblablement toutes les autres sortes de répartition de la richesse ; et les rapports de dépendance indirecte entre les hommes qui constituent de nos jours la caractéristique des situations économiquement les plus évoluées, ne peuvent être compris et expliqués par eux-mêmes, mais seulement comme un héritage quelque peu modifié d'un assujettissement et d'une expropriation autrefois directs.

Ainsi parle M. Dühring.

Thèse : La domination de la nature (par l'homme) présuppose la domination de l'homme (par l'homme).

Preuve : La mise en exploitation de la *propriété foncière* sur de vastes étendues ne s'est, jamais et nulle part, produite autrement qu'au moyen d'esclaves.

Preuve de la preuve : Comment pourrait-il y avoir de grands propriétaires fonciers sans esclaves, puisque le grand propriétaire foncier ne pourrait même avec la famille et sans l'aide de serfs, cultiver qu'une petite partie de son domaine.

Par conséquent, pour démontrer que l'homme pour assujettir la nature a d'abord dû asservir l'homme, M. Dühring transforme sans plus la « nature » en « grande propriété foncière », et, ensuite, cette grande propriété foncière — on ne sait à qui elle appartient — est transformée sans plus tarder en propriété d'un grand propriétaire foncier, qui, naturellement, ne peut pas cultiver sa terre sans esclaves.

En premier lieu, la « domination de la nature » et la « mise en exploitation de la propriété foncière » ne sont pas du tout la même chose. La domination de la nature est exercée par l'industrie dans une mesure bien plus colossale que par l'agriculture qui, jusqu'à nos jours, demeure soumise aux conditions atmosphériques au lieu de les dominer.

En second lieu, si nous nous bornons à l'exploitation de la propriété foncière de grande étendue, il s'agit de savoir à qui cette propriété appartient. Et alors nous trouvons au commencement de l'histoire de tous les peuples civilisés, non pas le « grand propriétaire foncier » que M. Dühring introduit ici par un de ses tours de passe-passe habituels qu'il appelle « dialectique naturelle », mais des communautés de tribus ou de villages, où la terre était propriété commune. Des Indes à l'Irlande, l'exploitation de la grande propriété foncière a été réalisée par l'intermédiaire de communautés de tribus ou de villages de ce genre; tantôt il y avait culture en commun des champs pour le compte de la collectivité, tantôt culture de parcelles attribuées pour un temps aux familles par la collectivité, avec jouissance en commun des bois et des pâturages. Le fait que M. Dühring ne sait rien de toutes ces choses dénote bien, une fois de plus, le caractère de « ses recherches de détail les plus pénétrantes » « dans le domaine de la politique et du droit »; le fait encore que son œuvre tout entière respire une méconnaissance totale des travaux, qui font époque, de Maurer sur la Marche germanique, le fondement de tout le droit allemand, et de la littérature s'enrichissant chaque jour que Maurer surtout a inspirée et qui se consacre à démontrer que, primitivement, la propriété foncière était commune

chez tous les peuples civilisés d'Europe et d'Asie, et à en exposer les diverses formes d'existence et de dissolution. De même que dans le domaine du droit français et anglais, M. Dühring « s'était acquis lui-même toute l'étendue de son ignorance », si grande qu'elle fût, de même en est-il de son ignorance encore plus grande dans le domaine du droit germanique. L'homme qui s'irrite si fort de l'horizon limité des professeurs d'université en est lui-même encore aujourd'hui dans le domaine du droit germanique, tout au plus là où en étaient les professeurs d'il y a vingt ans.

Lorsque M. Dühring affirme que l'exploitation de la grande propriété foncière a nécessairement exigé des propriétaires fonciers et des esclaves, c'est là « création libre et pure imagination ». Dans tout l'Orient, où la communauté ou l'Etat est propriétaire du sol, le terme même de propriétaire foncier n'existe pas dans les langues. M. Dühring pourrait là-dessus consulter les juristes anglais dont les efforts pour résoudre cette question de savoir à qui, aux Indes, appartient la terre, ont été aussi vains que ceux de feu le prince Henri LXXII de Reuss-Greiz-Schleitz-Lobenstein-Eberswalde pour savoir qui était le veilleur de nuit. Les Turcs ont les premiers introduit en Orient dans les pays dont ils avaient fait la conquête une sorte de propriété foncière féodale. La Grèce fait son entrée dans l'histoire aux temps héroïques avec une organisation de classes qui était elle-même le produit évident d'une longue préhistoire inconnue; mais, même là, la terre était principalement exploitée par des paysans indépendants; les grandes propriétés de nobles et de chefs de clans constituent l'exception et disparaissent d'ailleurs peu après. L'Italie a surtout été défrichée par des paysans; lorsque dans les derniers temps de la République romaine, les grandes propriétés, les *latifundia*, chassèrent les petits paysans et les remplacèrent par des esclaves, elles remplacèrent en même temps la culture par l'élevage du bétail et menèrent, comme Pline s'en rendait déjà compte (*latifundia Italiam perdidere*<sup>1)</sup>, l'Italie à sa ruine. Au moyen-âge, la culture paysanne a régné dans toute l'Europe (particulièrement pour ce qui est du défrichement de la terre inculte) et, dans le cas présent, il importe peu de savoir si ces paysans devaient payer des redevances, ni quelles redevances ils devaient payer, à un seigneur quelconque. Les colons de Frise, de Basse-Saxe, des Flandres, du Bas-Rhin qui entreprirent la culture des

---

1. Les *latifundia* ont perdu l'Italie. (N. R.)

terres arrachées aux Slaves à l'est de l'Elbe, le firent comme paysans libres, à des conditions de redevances très favorables et nullement « sous une forme quelconque de servage ». En Amérique du Nord, de beaucoup la majeure partie du pays a été ouverte à la culture par le travail de paysans libres alors que les grands propriétaires fonciers du Sud, avec leurs esclaves et leur exploitation imprévoyante de la terre, ne firent qu'épuiser le sol, à tel point qu'il ne produisit plus que des sapins et que la culture du coton dut émigrer de plus en plus loin vers l'Ouest. En Australie et en Nouvelle-Zélande, toutes les tentatives du gouvernement anglais pour constituer artificiellement une aristocratie foncière ont échoué. En bref, si nous exceptons les colonies tropicales et subtropicales, dans lesquelles le climat interdit le travail des champs aux Européens, c'est une pure fiction que le grand propriétaire foncier dominant la nature et défrichant le sol avec ses esclaves ou ses serfs. C'est même le contraire qui est la réalité. Là où dans l'antiquité apparaît le grand propriétaire foncier, comme en Italie, il ne défriche pas les déserts, mais transforme en pâturages la terre arable défrichée par les paysans, dépeuple et ruine des contrées entières. C'est seulement dans une période plus récente, depuis que la densité croissante de la population a élevé la valeur du sol, et surtout depuis que le développement de l'agronomie a permis de mieux utiliser même de mauvais terrains, c'est seulement alors que la grande propriété foncière a commencé à participer sur une grande échelle à la mise en culture de terres incultes et de prairies; et elle le fit surtout en volant des biens communaux aux paysans, en Angleterre comme en Allemagne. Mais même à cela il y avait un revers. Pour chaque acre de pâturage défriché en Angleterre par les grands propriétaires fonciers, ils ont transformé en Ecosse au moins trois acres de terres cultivables en pacages à moutons et même en de simples étendues pour la chasse au daim.

Nous n'avons ici affaire qu'à la conception de M. Dühring selon laquelle la mise en culture de vastes étendues, le défrichement par conséquent de presque toute la terre cultivée, n'aurait « jamais et nulle part » été réalisé autrement que par de grands propriétaires fonciers et des serfs — conception qui, comme nous l'avons vu — « suppose préalablement » une ignorance de l'histoire sans précédent. Nous n'avons donc pas à examiner ici dans quelle mesure, à diverses époques, des terrains déjà tout entiers cultivables ou presque, ont été cultivés par des esclaves (comme au temps de la splendeur de la Grèce) ou par des serfs (comme

dans les seigneureries du moyen âge) ni quelle fut aux différentes époques la fonction sociale des grands propriétaires fonciers. Mais après que M. Dühring nous a présenté ce chef-d'œuvre de l'imagination dont on ne sait ce qu'on doit le plus admirer, l'art de faire violence aux faits par déduction ou la falsification de l'histoire, il s'écrie triomphalement :

Naturellement, on doit expliquer historiquement de la même manière tous les autres genres de répartition de la richesse [!]

Ce qui, bien entendu, lui épargne la peine de perdre un mot de plus sur l'origine du capital, par exemple.

Si M. Dühring, avec sa domination de l'homme par l'homme comme condition préalable de la domination de la nature par l'homme, veut seulement dire d'une manière générale que tout notre ordre économique actuel dans son ensemble, le degré d'évolution atteint de nos jours par l'agriculture et l'industrie, sont le résultat d'une histoire sociale qui est un déroulement d'oppositions de classes, de rapports de domination et d'esclavage, il dit là quelque chose qui est devenu un lieu commun depuis longtemps, depuis le *Manifeste communiste*. Il s'agit précisément d'expliquer l'origine des classes et des rapports basés sur la domination, et si M. Dühring n'a jamais d'autre réponse que le seul mot de « violence », nous ne sommes pas plus avancés après qu'avant. Le simple fait que de tous les temps les asservis et les exploités sont beaucoup plus nombreux que les maîtres et les exploités, et que, par conséquent, la force réelle se trouve dans les mains des premiers, suffit seul à montrer la stupidité de toute la théorie de la violence. Les rapports basés sur la domination et l'esclavage restent donc toujours à expliquer.

Ils sont nés par deux voies différentes.

Les hommes sont entrés dans l'histoire tels qu'ils se sont dégagés originellement du règne animal, au sens étroit du mot, encore à demi-animaux, frustes, impuissants encore en face des forces de la nature, ignorants encore des leurs propres; et, par conséquent, aussi pauvres que les animaux et à peine plus capables qu'eux de production. Il régna alors une certaine égalité dans les conditions d'existence, et aussi entre les chefs de famille une certaine égalité dans la situation sociale; du moins une absence de classes sociales qui persista encore dans les communautés primitives agraires qui devinrent plus tard les peuples civilisés. Dans ces communautés, il y avait dès le début, certains intérêts col-



lectifs dont la sauvegarde devait être confiée à des individus en particulier, bien qu'ils demeuraient cependant sous le contrôle de tous, par exemple, le jugement des litiges, la répression des empiètements commis par les individus sur les droits des autres, le contrôle de l'approvisionnement en eau, surtout dans les pays chauds, enfin, les fonctions religieuses correspondant à un état encore primitif. A toutes les époques on rencontre des charges de cet ordre dans les communautés primitives, dans les Marches germaniques les plus anciennes comme encore aujourd'hui aux Indes. Il va sans dire que ces charges sont dotées d'un certain degré d'autorité et qu'elles représentent les débuts du pouvoir de l'Etat. Les forces de production s'accroissent progressivement; la densité croissante de la population donne naissance ici, à des intérêts communs, là, à des intérêts antagonistes, entre les communautés particulières dont le groupement en ensembles plus vastes appelle à son tour une nouvelle division du travail, la création d'organismes destinés à sauvegarder les intérêts communs, à surveiller les intérêts antagonistes. Ces organismes qui, pour la raison qu'ils représentent les intérêts communs à tout le groupe, ont en face de chaque communauté particulière une position déterminée, parfois même opposée, deviennent bientôt plus indépendants encore, en partie, par suite de l'hérédité des fonctions qui devient presque naturelle dans un monde où tout procède selon la nature et, en partie, parce qu'ils se font de plus en plus indispensables, devant la multiplication des conflits avec les autres groupes. Comment cette autonomie de la fonction sociale par rapport à la société a-t-elle pu s'élever avec le temps jusqu'à devenir une souveraineté sur la société; comment celui qui à l'origine était le serviteur a-t-il pu, dans des conditions favorables, se transformer progressivement en maître; comment ce maître devint-il, suivant les circonstances, despote ou satrape oriental, dynaste grec, chef de clan celtique, etc. et dans quelle mesure finit-il par user de violence dans cette transformation; et comment enfin les maîtres isolés se rassemblèrent en une classe dominante, ce sont là des questions qu'il n'est pas nécessaire d'examiner ici. Il s'agit seulement pour nous d'établir que la suprématie politique a eu partout pour fondement l'exercice d'une fonction sociale et, en outre, qu'elle ne s'est maintenue pendant un certain laps de temps qu'à condition d'exercer ces fonctions sociales. Quel que soit le nombre des régimes despotiques qui ont apparu et disparu aux Indes et en Perse, tous savaient qu'ils avaient avant tout pour tâche l'entretien général de l'irrigation des vallées, sans laquelle

aucune culture n'est possible en ces régions. Il était réservé aux Anglais éclairés de perdre cela de vue aux Indes; ils laissèrent les canaux et les écluses tomber en ruines et c'est maintenant que le retour périodique des famines leur fait découvrir la seule action qui pouvait rendre leur domination du moins aussi légitime que celle de leurs prédécesseurs.

Cependant, à côté de ce mode de formation des classes, il y en eut aussi un autre. La division du travail à l'intérieur de la famille agricole permit, un certain degré de bien être étant atteint, d'introduire une ou plusieurs forces de travail étrangères. Ce fut, en particulier, le cas dans les pays où l'ancienne propriété en commun du sol avait déjà disparu, ou bien dans ceux où du moins l'ancienne exploitation en commun avait fait place à l'exploitation individuelle de parcelles de terrain par leur famille respective. La production s'était assez développée pour que la force de travail de l'homme pût produire plus qu'il n'était nécessaire pour son simple entretien; les moyens d'entretenir des forces de travail supplémentaires existaient dès lors; de même, les moyens d'occuper ces forces; la force de travail acquit une *valeur*. Mais au sein de la communauté proprement dite et dans l'association de communautés à laquelle elle appartenait, il n'y avait pas de forces de travail superflues, en excédent. La guerre, par contre, pouvait en fournir, et la guerre était aussi vieille que l'existence simultanée d'associations de communautés voisines les unes des autres. Jusque là, on n'avait su que faire des prisonniers de guerre; on s'était donc borné à les tuer; à des époques antérieures, on les avait mangés. Mais au point où en était maintenant l'« ordre économique », ils acquéraient une valeur : les vainqueurs les laissèrent donc vivre et on utilisa leur travail. Ainsi, au lieu de dominer l'ordre économique, la violence fut au contraire à le servir. L'esclavage était découvert. Il fut bientôt la forme dominante de la production chez tous les peuples qui avaient dépassé le stade de la communauté primitive; mais, finalement, il fut aussi l'une des causes principales du déclin de ce système. C'est l'esclavage qui permit pour la première fois la division du travail sur une vaste échelle entre l'agriculture et l'industrie, et, en même temps, l'épanouissement du monde antique, l'hellénisme. Sans esclavage, pas d'Etat grec, pas d'art grec, pas de science grecque; sans esclavage, pas d'Empire romain. Mais aussi, sans hellénisme et sans Empire romain, pas d'Europe moderne non plus. Nous ne devrions jamais oublier que tout notre développement économique, politique et intellectuel

présuppose un état de choses dans lequel l'esclavage était aussi nécessaire que généralement reconnu. En ce sens, nous sommes fondés à dire : sans esclavage antique, pas de socialisme moderne.

Il est vraiment très facile de se déchaîner en formules générales contre l'esclavage et autres choses du même genre et de livrer cours à une haute indignation morale sur de telles infamies. Malheureusement on n'exprime rien d'autre avec ces formules que ce que tout le monde sait, c'est-à-dire que ces institutions antiques ne correspondent plus à notre condition présente et aux sentiments que cette condition détermine en nous. Mais cela ne nous dit pas un mot de la façon dont ces institutions sont nées, des causes de leur existence et du rôle qu'elles ont joué dans l'histoire. Et si nous étudions ces problèmes, nous devons dire, si contradictoire et si hérétique que cela puisse paraître, que l'introduction de l'esclavage dans les conditions de ces temps-là, a été un grand progrès. Car c'est un fait que l'humanité a commencé au règne animal et qu'elle a eu besoin par la suite, pour se sortir de la barbarie, de se servir de moyens barbares, presque animaux. Les anciennes communautés, là où elles se sont maintenues, constituent depuis des milliers d'années la base de la forme d'Etat la plus barbare, le despotisme oriental, des Indes à la Russie. C'est seulement là où elles se sont dissoutes que les peuples ont progressé sur eux-mêmes et que leur progrès économique le plus immédiat a consisté dans l'accroissement et dans le développement de la production au moyen du travail des esclaves. Il est clair que tant que le travail humain fut encore si peu productif qu'il ne fournit tout au plus qu'un léger excédent au delà des moyens de subsistance nécessaires, l'augmentation des forces de production, l'extension du commerce, le développement de l'Etat et du droit, les débuts des arts et des sciences ne furent possibles que par une augmentation de la division du travail. Et celle-ci devait avoir nécessairement pour base la grande division du travail entre les masses occupées au simple travail manuel et le petit nombre de privilégiés ayant la direction du travail, du commerce, des affaires de l'Etat et, plus tard, s'occupant d'art et de science. La forme la plus simple et la plus naturelle de cette division du travail fut en fait l'esclavage. Dans les conditions historiques du monde antique et spécialement du monde hellénique, le progrès conduisant à une société basée sur les oppositions de classes ne pouvait s'accomplir que sous la forme de l'esclavage. Ce qui fut un progrès, même pour les esclaves: les prisonniers

de guerre, parmi lesquels se recrutaient les esclaves. conservaient du moins la vie au lieu d'être tués comme ils l'étaient auparavant, ou rôtis, comme ils l'étaient plus anciennement encore.

Nous pouvons ajouter à cette occasion que, jusqu'aujourd'hui, toutes les oppositions historiques entre classes d'exploiteurs et classes d'exploités, entre classes au pouvoir et classes opprimées s'expliquent par ce développement relativement insuffisant de la productivité du travail humain. Tant que la population travaillant réellement est tellement occupée par son travail nécessaire qu'il ne lui reste pas de temps pour prendre soin des affaires communes de la société : la direction du travail, les affaires de l'Etat, les questions de droit, l'art, la science, etc., il doit y avoir une classe particulière, libérée du travail pour mener ces affaires; et cette classe n'a jamais manqué d'imposer aux masses travailleuses, pour son propre profit, une charge de travail de plus en plus lourde. Seul, l'accroissement énorme des forces productives dû à la grande industrie permet de répartir le travail sur tous les membres de la société sans exception et de réduire ainsi le temps de travail de chacun de telle manière qu'il reste à tous assez de temps libre pour prendre part aux affaires communes de la société, dans la théorie comme dans la pratique. C'est donc aujourd'hui seulement que toute classe dominante, toute classe d'exploiteurs est devenue superflue, que toute classe de cet ordre est devenue un obstacle à l'évolution sociale, et c'est aujourd'hui seulement que cette classe sera inexorablement supprimée, si maîtresse qu'elle soit encore de la « violence directe ».

Quand donc M. Dühring marque son dédain envers l'hellénisme parce qu'il était basé sur l'esclavage, il serait tout aussi fondé de reprocher aux Grecs de n'avoir pas eu de machines à vapeur et de télégraphe électrique. Et lorsqu'il affirme qu'on ne peut expliquer notre salariat moderne que comme un héritage quelque peu transformé et adouci de l'esclavage et nullement par sa nature propre (c'est-à-dire par les lois économiques de la société moderne), cela veut dire soit que le salariat comme l'esclavage ne sont que des formes d'asservissement et de domination de classes, ce que sait tout enfant, soit que cela est faux. Car nous pourrions dire d'une manière tout aussi légitime qu'on ne peut expliquer le salariat que comme une forme adoucie de l'anthropophagie, forme primitive universelle de l'utilisation des ennemis vaincus, comme cela est aujourd'hui établi.

Le rôle que joue la violence dans l'histoire en face de l'évolu-

tion économique apparaît donc clairement. Premièrement : tout pouvoir politique repose à l'origine sur une fonction économique sociale; et il s'accroît dans la mesure où, par suite de la dissolution des communautés primitives, les membres de la société se transforment en producteurs privés et s'éloignent, par conséquent, de plus en plus des administrateurs des fonctions sociales communes. Deuxièmement ; lorsque le pouvoir politique s'est rendu indépendant de la société, lorsqu'il s'est transformé de serviteur de la société en maître, il peut agir dans deux sens différents. Ou bien, il agit dans le sens et dans la direction de l'évolution économique normale; dans ce cas il n'y a pas de lutte entre l'un et l'autre, et l'évolution économique est accélérée. Ou bien il agit dans le sens opposé à celui de l'évolution économique, et, dans ce cas, en règle générale, à peu d'exceptions près, il est normalement vaincu par elle. Ces quelques exceptions sont des cas isolés de conquêtes dans lesquels les conquérants barbares ont exterminé ou chassé la population d'un pays, dévasté ou laissé perdre les forces productives dont ils ne savaient que faire. Ainsi en Espagne mauresque, les chrétiens ont laissé tomber en ruines la plus grande partie des travaux d'irrigation sur lesquels reposaient l'agriculture et l'horticulture très développées des Maures. Toute conquête par un peuple moins avancé dérègle naturellement l'évolution économique et anéantit de nombreuses forces productives. Mais, dans l'immense majorité des cas de conquête durable, le conquérant barbare doit s'adapter à l'« ordre économique » plus élevé, du moment que ce dernier résiste à la conquête : le conquérant est assimilé par le vaincu et doit même le plus souvent adopter son langage. Mais là où, à l'exception des cas de conquêtes, la puissance intérieure de l'Etat d'un pays va à l'encontre de son évolution économique, comme cela a presque toujours été le cas à un certain moment pour tous les pouvoirs politiques passés, le conflit s'est terminé par la chute du pouvoir politique. Sans exception et inexorablement, l'évolution économique s'est ouvert la route : nous en avons déjà mentionné le dernier et le plus frappant exemple, la grande Révolution française. Si d'après la théorie de M. Dühring, l'ordre économique et avec lui la constitution économique d'un pays donné, dépendait simplement de la violence politique, on ne peut absolument pas comprendre pourquoi le roi Frédéric-Guillaume IV n'a pas pu réussir après 1848 malgré sa « magnifique armée » à greffer le corporatisme médiéval et autres marottes romantiques sur les chemins de fer, les machines à vapeur et la grande industrie dans son pays qui était précisément en

voie de développement ; ou pourquoi le tsar de Russie qui est certainement plus puissant encore, ne peut non seulement payer ses dettes, mais même entretenir sa « violence » sans faire des emprunts continuels à l' « ordre économique » de l'Europe occidentale.

Pour M. Dühring, la violence est le mal absolu ; le premier acte de violence est pour lui la chute originelle ; tout ce que M. Dühring expose est une jérémiade sur la contamination qui a résulté de ce péché originel, dans l'histoire tout entière des origines à nos jours ; et sur la falsification honteuse de toutes les lois naturelles et sociales par cette puissance diabolique, la violence. Mais que la violence joue un autre rôle dans l'histoire, un rôle révolutionnaire ; qu'elle soit selon le mot de Marx, l'accoucheuse de toute vieille société, grosse d'une nouvelle ; qu'elle soit l'instrument à l'aide duquel le mouvement social s'impose et brise des formes politiques momifiées ; pas un mot de tout cela chez M. Dühring. C'est seulement avec des soupirs et des gémissements qu'il admet comme possible que la violence sera peut-être nécessaire pour détruire le système économique d'exploitation — malheureusement, dit-il, car tout emploi de la violence démoralise qui y a recours. Et cela malgré le grand essor moral et spirituel que toute révolution victorieuse a eu pour conséquence ! Et cela en Allemagne, où un choc violent qui peut être imposé au peuple, aurait du moins l'avantage de balayer la servilité que l'humiliation de la guerre de Trente ans a fait pénétrer dans la conscience nationale. Et cette mentalité de prédicateur sans vigueur, sans saveur et sans force émet la prétention de s'imposer au parti le plus révolutionnaire qu'ait connu l'histoire !

# VIOLENCE ET ECONOMIE DANS L'ETABLISSEMENT DU NOUVEL EMPIRE ALLEMAND<sup>1</sup>

---

Appliquons maintenant notre théorie à l'histoire contemporaine de l'Allemagne et à sa pratique de la violence par le sang et par le fer. Nous y verrons avec évidence pourquoi la politique du sang et du fer devait réussir provisoirement et pourquoi elle doit nécessairement finir par faire faillite.

1. Engels écrivit cet article rattaché au chap. III de la deuxième partie de l'*Anti-Dühring*, vraisemblablement pendant l'hiver 1887-88, mais il ne parvint pas à l'achever. Le titre, de même que la division de l'article en cinq chapitres et les titres de ceux-ci, sont dus à E. Bernstein, qui publia pour la première fois le manuscrit dans le premier tome de la XIV<sup>e</sup> année de la *Neue Zeit*. Nous donnons le texte d'après cette première publication. Egalement, en ce qui concerne quelques notes de rédaction qui accompagnent le manuscrit, nous nous en remettons aux indications de Bernstein dans la *Neue Zeit*. (N.R.)

La traduction de cette partie est de Paul Stéphane.

## ASPIRATIONS A L'UNITE ET CHANCES D'UNITE JUSQUE VERS 1860

En 1815, le congrès de Vienne avait, en trafiquant, partagé l'Europe d'une manière telle que l'incapacité totale des puissants et des hommes d'Etat apparaissait clairement devant le monde entier. La guerre générale des peuples contre Napoléon fut la réaction du sentiment national foulé aux pieds chez tous les peuples par Napoléon. En récompense, les princes et les diplomates du congrès de Vienne piétinèrent ce sentiment national avec encore plus de mépris. La plus petite dynastie eut plus de valeur que le plus grand peuple. L'Allemagne et l'Italie furent à nouveau éparpillées en petits Etats, la Pologne fut démembrée pour la quatrième fois, la Hongrie demeura sous le joug. Et on ne peut même pas dire que les peuples subissaient une injustice : pourquoi s'étaient-ils laissé faire, et pourquoi avaient-ils salué en le tsar de Russie leur libérateur ?

Mais cela ne pouvait durer. Depuis la fin du moyen âge, l'histoire travaille à constituer l'Europe sur la base de grands Etats nationaux. Seuls, des Etats de cet ordre sont l'organisation politique normale de la bourgeoisie européenne au pouvoir, et ils sont de même la condition indispensable pour l'établissement de la collaboration internationale harmonieuse entre les peuples, sans laquelle il ne peut y avoir de pouvoir du prolétariat. Pour assurer la paix internationale, il faut d'abord écarter toutes les frictions nationales évitables, il faut que chaque peuple soit indépendant et maître chez soi. Avec le développement du commerce, de l'agriculture, de l'industrie et, ainsi, de la puissance de la bourgeoisie, le sentiment national s'élevait donc partout, les nations éparpillées et opprimées exigeaient leur unité et leur indépendance.



Partout en dehors de la France, la révolution de 1848 eut donc pour but autant la satisfaction des revendications nationales que celle des exigences de liberté. Mais, derrière la bourgeoisie d'emblée victorieuse, s'élevait partout déjà la figure menaçante du prolétariat, qui avait en réalité remporté la victoire, et poussait la bourgeoisie dans les bras des adversaires qui venaient d'être vaincus : de la réaction monarchique, bureaucratique, semiféodale et militaire, à laquelle succomba la révolution de 1849. En Hongrie, où cela ne fut pas le cas, les Russes entrèrent et écrasèrent la révolution. Non content de cela, le tsar se rendit à Varsovie et s'y érigea en arbitre de l'Europe, et nomma Christian de Glücksburg, sa créature docile, à la succession du trône de Danemark. Il humilia la Prusse comme elle ne l'avait jamais été, en lui interdisant même les plus faibles désirs d'exploiter les tendances allemandes à l'unité, en la contraignant à restaurer la Diète fédérale et à se soumettre à l'Autriche. Tout le résultat de la révolution, au premier coup d'œil, sembla donc être que la Prusse et l'Autriche étaient gouvernées selon une forme constitutionnelle, mais dans l'esprit ancien, et que le tsar régnait en maître sur l'Europe plus encore qu'auparavant.

Mais, en réalité, la révolution avait tiré rudement la bourgeoisie, même dans les pays démembrés, et en particulier en Allemagne, de la vieille routine dont elle avait reçu l'héritage. La bourgeoisie avait obtenu une participation, modeste toutefois, au pouvoir politique; et tout succès politique de la bourgeoisie est mis à profit en un essor économique. La « folle année », que l'on avait heureusement derrière soi, montrait à la bourgeoisie d'une manière palpable qu'elle devait maintenant en finir une fois pour toutes avec la léthargie et l'indolence d'autrefois. Par suite de la pluie d'or californienne et australienne et d'autres circonstances, il y eut une extension des relations du marché mondial et un essor des affaires comme il n'y en avait jamais eu auparavant; il s'agissait d'y mettre la main et de s'y assurer une participation. Les débuts des grandes industries, qui prenaient naissance depuis 1830 et surtout depuis 1840 sur les bords du Rhin, en Saxe, en Silésie, à Berlin, et dans les villes isolées du Sud, furent désormais rapidement perfectionnées et élargies; l'industrie à domicile des cantons s'étendit de plus en plus; la construction des chemins de fer fut accélérée et, avec tout cela, l'accroissement énorme de l'émigration créa une ligne transatlantique allemande qui n'eut pas besoin de subventions. Plus que jamais auparavant, les commerçants allemands se fixèrent au delà des mers sur toutes les

places commerciales; ils furent les intermédiaires d'une partie de plus en plus importante du commerce mondial et commencèrent peu à peu à négocier le placement non seulement des produits anglais, mais aussi des produits allemands.

Cependant le provincialisme allemand, avec ses multiples législations différentes du commerce et des métiers, devait bientôt devenir une entrave insupportable à cette industrie, dont le niveau s'élevait énormément, et au commerce qui en dépendait. Tous les deux kilomètres un droit commercial différent, partout des conditions différentes dans l'exercice d'un même métier, et partout d'autres chicanes, des chausse-trapes bureaucratiques et fiscales, souvent encore des barrières de corporations contre lesquelles aucune concession ne prévalait! Et avec tout cela les nombreuses législations locales diverses, les limitations du droit de séjour qui empêchaient les capitalistes de lancer en nombre suffisant les forces de travail disponibles sur les points où la terre, le charbon, la force hydraulique et d'autres ressources naturelles permettaient d'établir des entreprises industrielles! La possibilité d'exploiter librement la force de travail massive du pays fut la première condition du développement industriel; partout cependant où l'industriel patriote rassemblait des ouvriers attirés de toute part, la police et l'assistance publique s'opposaient à l'établissement des immigrants. Un droit civil allemand, l'entière liberté de domicile pour tous les citoyens de l'Empire, une législation industrielle et commerciale unique, ce n'étaient plus là les rêveries patriotiques d'étudiants exaltés, c'étaient désormais les conditions d'existence nécessaires de l'industrie.

En outre, dans chaque Etat, dans chaque petit Etat, autre monnaie, autres poids et autres mesures souvent de deux ou trois espèces dans le même Etat. Et de ces innombrables monnaies, mesures ou poids, pas un seul n'était reconnu sur le marché mondial. Est-il étonnant dès lors que des commerçants et des industriels, qui échangeaient sur le marché mondial et avaient à faire concurrence à des articles d'importation, dussent faire usage encore des monnaies, poids et mesures de l'étranger; est-il étonnant que le fil de coton dût être dévidé en livres anglaises, les tissus de soie fabriqués au mètre, les comptes pour l'étranger établis en livres sterling, en dollars et en francs? Et comment pouvait-on réaliser de grands établissements de crédit dans ces régions monétaires restreintes, ici avec des billets de banque en gulden, là en thalers prussiens, à côté en thalers-or, en thalers à « deux tiers », en marks-banque, en marks courants, à vingt,

vingt-quatre gulden, avec les calculs, les fluctuations infinis du change ?

Et lorsque, enfin, l'on parvenait à surmonter tout cela, combien de forces n'étaient pas passées dans toutes ces frictions, combien de temps et d'argent n'avait-on pas perdu ! Et en Allemagne aussi, on commença enfin à se rendre compte qu'aujourd'hui, le temps, c'est de l'argent.

La jeune industrie allemande avait à faire ses preuves sur le marché mondial, elle ne pouvait grandir que par l'exportation. Il fallait pour cela qu'elle jouît à l'étranger de la protection du droit international. Le commerçant anglais, français, ou américain pouvait se permettre plus encore au dehors que chez lui. La légation de son pays intervenait pour lui, et, en cas de nécessité, quelques navires de guerre intervenaient aussi. Mais le commerçant allemand ! C'est tout au plus si dans le Levant, l'Autrichien pouvait compter sur sa légation, et encore ne l'aidait-elle pas beaucoup. Mais lorsqu'à l'étranger un commerçant prussien se plaignait à son ambassade d'une injustice dont il avait été victime, on lui répondait presque toujours. « C'est bien fait pour vous, qu'avez-vous à faire ici, pourquoi ne restez-vous pas gentiment chez vous ? » En outre, le ressortissant d'un petit Etat ne jouissait nulle part d'aucun droit. Où que l'on allât, les commerçants allemands se trouvaient sous une protection étrangère française, anglaise, américaine, ou ils s'étaient rapidement fait naturaliser dans leur patrie nouvelle<sup>1</sup>. Et même si leur légation avait voulu s'employer pour eux, à quoi cela aurait-il servi ? Les consuls et les ambassadeurs allemands étaient traités outre-mer comme les décroisseurs de chaussures.

On voit par là comment les aspirations à une « patrie » unique avaient un arrière-plan très matériel. Ce n'était plus le *Drang* nébuleux de corporations d'étudiants rassemblées à leurs fêtes de la Wartburg, « où le courage et la force flamboyaient dans les âmes allemandes », où, sur une mélodie française, on « entraînait le jeune homme au souffle de la tempête, à aller au combat et à la mort pour la patrie », afin de restaurer la romantique souverain-

---

1. Dans le manuscrit d'Engels, on trouve ici une note au crayon : « Weerth. » Georges Weerth, le poète révolutionnaire, ami de Marx et Engels, avait fait de longs voyages comme voyageur de commerce. Sans doute, Engels voulait-il utiliser plus tard à cet endroit des faits que Weerth lui avait rapportés. (N.R.)

neté impériale du moyen âge ; où le jeune homme soufflant comme la tempête devenait sur ses vieux jours le valet tout à fait commun, piétiste et absolutiste, d'un prince. Ce n'était pas non plus l'appel à l'unité, qui s'était déjà fort rapproché de la terre, des avocats et autres idéologues bourgeois de la fête des libéraux de Hambach ; qui pensaient aimer la liberté et l'unité pour elles-mêmes, et ne se rendaient pas du tout compte que l'helvétisation de l'Allemagne en une République de petits cantons, à laquelle aboutissait l'idéal des moins obscurs d'entre eux, était aussi impossible que l'Empire des étudiants. Non, c'était le désir du commerçant pratique et des industriels, émané de la nécessité immédiate des affaires, de balayer le fatras historique des petits Etats, qui contrariait le libre développement du commerce et de l'industrie, d'écarter tous les conflits superflus que l'homme d'affaires allemand devait d'abord vaincre chez lui s'il voulait pénétrer sur le marché mondial, et qui étaient épargnés à tous ses concurrents. L'unité allemande était devenue une nécessité économique. Et les gens qui l'exigeaient maintenant savaient ce qu'ils voulaient. Ils étaient formés dans le commerce et pour le commerce, ils s'y entendaient, et on pouvait traiter avec eux. Ils savaient que l'on doit exiger le prix fort, mais que l'on doit aussi le rabattre libéralement. Ils chantaient sur la patrie allemande, y compris la Styrie, le Tyrol et l'Autriche, « riche en honneur et en victoire » et aussi :

*Von der Maas bis an die Memel,  
Von der Elsch bis an den Belt,  
Deutschland, Deutschland über alles,  
Über alles in der Welt<sup>1</sup>,*

mais ils étaient prêts à consentir, sur cette patrie qui devait être toujours plus grande, un rabais considérable, vingt-cinq à trente pour cent, pour un paiement comptant. Leur plan d'unité était établi, il était aussitôt praticable.

Mais l'unité allemande n'était pas une question purement allemande. Depuis la guerre de Trente ans, aucune affaire publique allemande n'avait été décidée sans l'ingérence, très sensible, de l'étranger. En 1740, Frédéric II avait fait la conquête de la Silésie avec l'aide des Français. En 1803, la France et la Russie

1. De la Meuse jusqu'à Memel, — De l'Adige à la Baltique, — Allemagne, Allemagne par-dessus tout, — Par-dessus tout au monde (N.R.)

avaient dicté mot à mot la réorganisation du Saint-Empire romain par la *Reichsdeputationshauptschluss*<sup>1</sup>.

Napoléon avait ensuite organisé l'Allemagne à sa guise. Enfin, au congrès de Vienne, elle avait été démembrée, par la Russie principalement, et, en second lieu, par l'Angleterre et la France, divisée en trente-six Etats et plus de deux cents parcelles de territoire grandes et petites, et les dynastes allemands, tout à fait comme au Parlement de Ratisbonne de 1802 à 1803, y avaient loyalement aidé; ils avaient encore empiré le démembrement. En outre, des morceaux détachés de l'Allemagne étaient attribués à des princes étrangers. Ainsi, l'Allemagne était non seulement impuissante et sans secours, mais, se consumant dans une discorde intérieure, elle était, du point de vue politique, militaire et même industriel, condamnée à la nullité. Pire encore, la France et la Russie, par des précédents répétés, s'étaient acquis le droit de démembrer l'Allemagne, de même que la France et l'Autriche s'arrogeaient celui de veiller à ce que l'Italie demeurât divisée. C'était ce droit prétendu que le tsar Nicolas avait fait valoir en 1850 lorsque, s'interdisant de la manière la plus grossière tout changement de Constitution, il exigea et obtint le rétablissement de la Diète fédérale, cette expression de l'impuissance de l'Allemagne.

L'unité de l'Allemagne devait donc être remportée non seulement contre les princes et autres ennemis de l'intérieur, mais aussi contre l'étranger. Ou encore : avec l'aide de l'étranger. Mais qu'en était-il alors à l'étranger<sup>2</sup> ?

En France, Louis Bonaparte s'était servi de la lutte entre la bourgeoisie et la classe ouvrière pour parvenir à la présidence avec l'aide des paysans, et au trône impérial avec l'aide de l'armée. Mais un nouvel empereur Napoléon, fait par l'armée entre les frontières de la France de 1815, c'était un non-sens mort-né. L'Empire napoléonien renaissant, cela voulait dire l'extension de la France jusqu'au Rhin, la réalisation du rêve ancestral du chauvinisme français. Mais tout d'abord, il ne pouvait être question du Rhin pour Bonaparte; toute tentative en ce sens eut eu pour conséquence une coalition européenne contre la France. Au

1. Traité à la suite duquel l'empereur d'Autriche renonça à l'Empire romain-germanique (N.R.)

2. Un signe indique dans le manuscrit qu'une phrase devait être ajoutée ici. (N.R.)

contraire, une occasion s'offrait d'augmenter la puissance de la France et de procurer de nouveaux lauriers à l'armée par une guerre, menée en accord avec presque toute l'Europe, contre la Russie, qui avait profité de la période révolutionnaire de l'Europe occidentale pour s'attribuer en toute tranquillité les principautés du Danube et pour préparer une nouvelle guerre de conquête turque. L'Angleterre s'alliait à la France, l'Autriche leur était à toutes deux favorable, seule la Prusse héroïque baisait le knout russe, qui, hier encore, l'avait châtiée, et demeurait envers la Russie dans une bienveillante neutralité. Mais ni l'Angleterre ni la France ne voulaient remporter une victoire sérieuse sur l'adversaire, et ainsi la guerre se termina par une très douce humiliation de la Russie et par une alliance russo-française contre l'Autriche<sup>1</sup>.

La guerre de Crimée fit de la France la puissance dirigeante de l'Europe, elle fit de l'aventurier Louis-Napoléon le plus grand homme du jour, ce qui ne veut vraiment pas dire grand-chose. Mais la guerre de Crimée n'avait apporté à la France aucun accroissement de territoire; elle portait par conséquent dans son sein

1. La guerre de Crimée fut une comédie colossale unique de malentendus, où l'on se demande à chaque scène nouvelle : à qui est-ce maintenant le tour d'être berné. Mais la comédie coûta d'incalculables trésors et largement un million de vies humaines. A peine la lutte était-elle en train que l'Autriche entra dans les principautés danubiennes; les Russes se retirèrent devant elle. Ainsi, tant que l'Autriche demeura neutre, une guerre contre la Turquie aux frontières territoriales de la Russie était impossible. Mais on pouvait avoir l'Autriche pour alliée dans une guerre aux frontières russes, étant entendu que la guerre devait être conduite sérieusement en vue de restaurer la Pologne et de reculer d'une manière durable les frontières occidentales de la Russie. Alors, la Prusse, à travers laquelle la Russie a encore aujourd'hui toutes ses communications, aurait été obligée de marcher, la Russie aurait été bloquée sur terre comme sur mer, elle aurait dû rapidement succomber. Mais telle n'était pas l'intention des alliés. Au contraire, ils étaient heureux d'avoir écarté tout danger d'une guerre sérieuse. Palmerston conseilla de transporter le théâtre de la guerre en Crimée, ce que souhaitait la Russie, et Louis-Napoléon n'y consentit que trop volontiers. Là, la guerre ne pouvait que rester un semblant de guerre, et ainsi tous les participants principaux étaient satisfaits. Mais l'empereur Nicolas se mit dans la tête de mener sur ce théâtre une guerre sérieuse, et il oublia que ce qui était un terrain favorable pour un semblant de guerre ne l'était pas pour une guerre véritable. La force de la Russie dans la défensive — l'étendue énorme de son territoire peu peuplé, impraticable et pauvre en approvisionnements — se retourne contre elle dans une guerre offensive, et nul ne part plus que dans la direction de la Crimée. Les steppes

une nouvelle guerre dans laquelle Louis-Napoléon devait satisfaire à sa vraie vocation d' « agrandisseur de l'Empire ». Cette nouvelle guerre fut mise en train, déjà au cours de la première, dès lors que la Sardaigne reçut la permission de se joindre à l'alliance occidentale comme satellite de l'Empire français, et spécialement comme l'avant-poste de celui-ci contre... l'Autriche; la préparation de cette guerre fut poursuivie à la conclusion de la paix par l'entente de Louis-Napoléon avec la Russie, à qui rien n'était plus agréable qu'un châtement de l'Autriche.

Louis-Napoléon était maintenant l'idole de la bourgeoisie européenne. Non seulement, à cause de son « sauvetage de la société » au 2 décembre 1851, où il avait anéanti le pouvoir politique de la bourgeoisie, mais uniquement pour sauver le pouvoir social de celle-ci. Non seulement, parce qu'il avait montré comment, dans des conditions favorables, le suffrage universel peut être transformé en un instrument d'oppression des masses; non seulement parce que, sous son règne, l'industrie, le commerce, et notamment la spéculation et la Bourse avaient pris un essor jusqu'alors inconnu; mais avant tout parce que la bourgeoisie reconnaissait en lui le premier « grand homme d'Etat, » qui était la chair de sa chair, le sang de son sang. Il était un parvenu, comme l'était aussi tout véritable bourgeois. « Blanchi dans toutes les eaux », conspirateur carbonaro en Italie, officier d'artillerie en Suisse, vagabond distingué et endetté, et agent de la police spéciale en Angleterre, mais toujours et partout prétendant, il s'était préparé par un passé aventureux et par des compromissions morales dans tous les pays à devenir empereur des Français, directeur des destins de l'Europe. Ainsi, le bourgeois type, le bourgeois américain, se prépare à devenir millionnaire par une série de banqueroutes honorables et aussi frauduleuses. Comme empereur, il ne mit pas seulement la politique au service du profit

---

de la Russie du Sud, qui auraient dû être le tombeau des agresseurs, furent celui des armées russes que Nicolas lança les unes après les autres sur Sébastopol avec une stupide brutalité — les dernières au milieu de l'hiver. Et lorsque la dernière colonne, ramassée en hâte, à peine armée, misérablement entretenue, eut perdu en route les deux tiers de ses effectifs (des bataillons entiers succombèrent dans la tempête de neige), lorsque le reste de l'armée ne fut plus capable de chasser les ennemis du sol russe, la tête creuse de Nicolas s'affaissa pitoyablement et s'intoxiqua. De ce moment-là, la guerre redevint une guerre fictive et on marcha vers la conclusion de la paix.

capitaliste et de la spéculation boursière, mais il mena la politique elle-même d'après les principes de la Bourse des valeurs et il spécula sur le « principe des nationalités ». Le démembrement de l'Allemagne et de l'Italie avait été jusque-là un droit fondamental inaliénable de la politique française; Louis-Napoléon se mit aussitôt en devoir de vendre ce droit par morceaux contre de prétendues compensations. Il était prêt à aider l'Italie et l'Allemagne à mettre un terme à leur démembrement, étant entendu que l'Allemagne et l'Italie lui paieraient chaque pas vers l'unification nationale d'une cession de territoire. Ainsi, non seulement le chauvinisme français fut satisfait, non seulement l'Empire fut progressivement ramené à ses frontières de 1801, mais la France apparut à nouveau comme la puissance spécifiquement éclairée et libératrice des peuples, et Louis-Napoléon comme le protecteur des nationalités opprimées.

Alors toute la bourgeoisie éclairée et enthousiaste de nationalités (parce que vivement intéressée par la suppression de tout ce qui pouvait gêner les affaires sur le marché mondial), acclama unanimement cet esprit de libération universelle.

On commença en Italie<sup>1</sup>. Depuis 1849, l'Autriche y dominait absolument et l'Autriche était alors le bouc émissaire de toute l'Europe. Les maigres résultats de la guerre de Crimée ne furent pas imputés à l'indécision des puissances occidentales qui n'avaient voulu qu'une guerre de parade, mais à la position indécise de l'Autriche, de qui personne n'était plus responsable que les puissances occidentales elles-mêmes. Mais la Russie avait été si offensée de la marche des Autrichiens sur le Pruth — remerciement de l'aide russe en Hongrie (bien que cette marche sur le Pruth ait précisément sauvé la Russie), qu'elle voyait toutes les attaques contre l'Autriche avec plaisir. La Prusse ne comptait plus, elle fut déjà traitée « en canaille »<sup>2</sup> au congrès de paix de Paris. Ainsi, la guerre de libération de l'Italie « jusqu'à l'Adriatique » fut engagée au printemps de 1859 avec la collaboration de la Russie, et fut terminée dès l'été sur le Mincio. L'Autriche n'était pas rejetée de l'Italie, l'Italie n'était pas « libre jusqu'à l'Adriatique » et n'était pas unifiée, la Sardaigne s'était agrandie;

1. En marge : « Orsini », note qui rappelle l'attentat avertisseur du 14 janvier 1858. (N.R.)

2. En français dans le texte.



mais la France avait obtenu Nice et la Savoie, elle avait ainsi du côté de l'Italie ses frontières de 1801.

Mais les Italiens n'en étaient pas satisfaits. C'était alors la manufacture proprement dite qui dominait en Italie, la grande industrie était encore dans les langes. La classe ouvrière n'était pas encore, et de loin, généralement expropriée et prolétarisée; dans les villes, elle possédait encore ses propres moyens de production, à la campagne le travail industriel était un profit secondaire pour de petits propriétaires terriens ou des fermiers. Par conséquent, l'énergie de la bourgeoisie n'était pas encore brisée par l'antagonisme d'un prolétariat moderne conscient. Et puisqu'il n'y avait division en Italie que par la domination étrangère de l'Autriche, sous la protection de laquelle les princes poussaient à l'extrême leur mauvais gouvernement, les nobles grands propriétaires fonciers, et les masses populaires des villes étaient du côté des bourgeois, champions de l'indépendance nationale. Mais en 1859, on avait secoué la domination étrangère, excepté à Venise; la France et la Russie empêchaient à l'avenir toute ingérence de l'étranger; personne ne la craignait plus. Et l'Italie avait en Garibaldi un héros de caractère antique, qui pouvait faire et qui fit des prodiges. Il renversa le royaume de Naples tout entier avec ses mille francs-tireurs, il fit en fait l'unité italienne, il déchira le tissu artificiel de la politique de Bonaparte. L'Italie était libre, elle était concrètement unifiée — non par les intrigues de Louis-Napoléon, mais par la révolution.

Depuis la guerre d'Italie, la politique extérieure du second Empire français n'était plus un secret pour personne. Les vainqueurs du grand Napoléon devaient être châtiés — mais « l'un après l'autre ». La Russie et l'Autriche avaient eu leur part, le prochain était la Prusse. Et la Prusse était plus méprisée que jamais; sa politique au cours de la guerre d'Italie avait été lâche et pitoyable, comme au temps de la paix de Bâle, en 1795. Avec la politique des « mains libres », elle en était venue à être isolée en Europe, à ce que ses voisins grands et petits se réjouissaient à l'idée du spectacle de la Prusse battue à plate couture, à ce que ses mains n'étaient plus libres que pour abandonner à la France la rive gauche du Rhin.

En fait, au cours des premières années qui suivirent 1859, la conviction s'était répandue partout, et nulle part plus que dans la région rhénane elle-même, que la rive gauche du Rhin devrait irrévocablement échoir en partage à la France. C'est une chose que l'on ne souhaitait pas précisément, mais on la voyait venir comme une inévitable fatalité, et il faut dire — faisons honneur à la vérité

— on ne la craignait pas beaucoup non plus. Chez les paysans et chez les petits bourgeois revivaient les vieux souvenirs du temps français, qui avaient réellement apporté la liberté. Dans la bourgeoisie, l'aristocratie de la finance, surtout à Cologne, était déjà profondément engagée dans les tricheries du Crédit mobilier de Paris et d'autres compagnies d'escroquerie bonapartistes, et elle criait bien haut pour avoir l'annexion<sup>1</sup>.

Et la perte de la rive gauche du Rhin, c'était l'affaiblissement non seulement de la Prusse, mais aussi de l'Allemagne. Et l'Allemagne était plus divisée que jamais. L'Autriche et la Prusse plus étrangère l'une à l'autre que jamais à cause de la neutralité prussienne dans la guerre d'Italie, la petite engeance des princes à demi craignant Louis-Napoléon, louchant de son côté et le désirant à demi comme protecteur d'une nouvelle ligue rhénane, — telle était alors la situation de l'Allemagne officielle. Et cela à un moment où seules les forces conjuguées de la nation tout entière étaient en mesure de prévenir le démembrement du pays.

Mais comment unir les forces de toute la nation ? Trois voies restaient ouvertes, après l'échec des tentatives presque toutes nébuleuses de 1848, échec qui avait précisément dissipé beaucoup de nuages.

La première de ces voies était l'unification réelle du pays, réalisée en supprimant tous les Etats particuliers, la voie ouvertement révolutionnaire par conséquent. En Italie, cette voie venait de conduire au but ; la dynastie de Savoie s'était rangée du côté de la révolution, et ainsi elle avait mis la couronne d'Italie dans sa poche. Mais nos Savoies Allemands, les Hohenzollern, et même leurs Cavours à la Bismarck les plus audacieux étaient absolument incapables d'un acte de cette hardiesse. Le peuple aurait tout eu à faire lui-même, et dans une guerre pour la rive gauche du Rhin, il eût été bien en mesure de faire le nécessaire. L'inévitable retraite des Prussiens sur le Rhin, la guerre aux places fortes rhénanes, la trahison, alors certaine, des princes de l'Allemagne du Sud, pouvaient réussir à faire partir un mouvement national devant lequel tout le pouvoir des dynastes se fût évanoui. Et alors Louis-Napoléon eut été le premier à rengainer l'épée. Le second Empire ne pouvait avoir pour adversaire que des Etats réac-

1. Que cela ait été autrefois l'état d'esprit général en Rhénanie, Marx et moi nous nous en sommes suffisamment convaincus sur les lieux mêmes. Des industriels de la rive gauche rhénane me demandaient comment serait leur industrie sous le tarif douanier français, entre autres choses.

tionnaires, en face desquels il apparût en continuateur de la Révolution française, en libérateur des peuples. Contre un peuple lui-même en révolution, il était impuissant; la révolution allemande victorieuse pouvait même donner une impulsion à la suite de laquelle l'Empire français tout entier s'écroulât. C'était là le cas le plus favorable; dans le cas le plus défavorable, si les dynastes se rendaient maîtres du mouvement, on céda temporairement la rive gauche du Rhin à la France, on montrait à tout le monde la trahison active ou passive des dynastes et on créait une crise dans la quelle il ne resterait pas d'autre issue à l'Allemagne que de faire la révolution, de chasser tous les princes, d'instituer la République allemande unique.

Où les choses en étaient, cette voie vers l'unification de l'Allemagne ne pouvait être suivie que si Louis-Napoléon commençait la guerre pour la frontière du Rhin. Cependant, cette guerre n'eut pas lieu, pour des raisons que nous exposerons bientôt. Mais ainsi la question de l'unification nationale cessa d'être une question urgente et vitale, qui devait être résolue du jour au lendemain, sous peine de ruine. Provisoirement, la nation pouvait attendre.

La deuxième voie était l'unification sous l'hégémonie de l'Autriche. En 1815, l'Autriche avait pleinement conservé la situation que lui avaient imposée les guerres napoléoniennes, celle d'un territoire compact et arondi. Elle ne prétendait plus à ses possessions de l'Allemagne du Sud, autrefois détachées d'elle; elle se contenta de l'adjonction de territoires anciens et nouveaux qui se laissaient ajuster géographiquement et stratégiquement au noyau restant de la monarchie. La séparation de l'Autriche du reste de l'Allemagne, commencée par les barrières douanières de Joseph II, aggravée par l'administration policière italienne de François I<sup>er</sup> et parvenue au maximum par la dissolution de l'Empire d'Allemagne et de la Ligue rhénane, demeura encore en fait en vigueur en 1815. Metternich entoura son Etat du côté allemand d'une muraille de Chine véritable. Les douanes empêchaient d'entrer les produits matériels de l'Allemagne, la censure empêchait d'entrer ses produits spirituels, les chicanes de passeports les plus innombrables limitaient au minimum le plus nécessaire les rapports personnels. A l'intérieur, un arbitraire absolutiste, unique même en Allemagne assurait contre tout mouvement politique, même le plus faible. Ainsi, l'Autriche avait été absolument étrangère à tout le mouvement bourgeois libéral de l'Allemagne. Avec 1848, le mur de séparation moral tomba, en grande partie du moins; mais les événements de cette année et leurs conséquences étaient peu propres à rapprocher l'Au-

triche du reste de l'Allemagne ; au contraire, l'Autriche se prévalait de plus en plus de sa position indépendante de grande puissance. Et ainsi, il arriva que, bien que les soldats autrichiens fussent aimés dans les forteresses fédérales alors que les Prussiens y étaient haïs et tournés en ridicule, bien que l'Autriche devînt de plus en plus populaire et de mieux en mieux vue dans tout le sud et l'Ouest catholiques, personne ne pensait sérieusement à une unification de l'Allemagne sous la domination de l'Autriche, en dehors de quelques princes allemands petits ou moyens.

Comment aurait-il pu en être autrement ? L'Autriche elle-même n'avait rien voulu d'autre, bien qu'elle nourrit à l'écart des rêves impériaux romantiques. La frontière douanière autrichienne était, avec le temps, demeurée la seule séparation à l'intérieur de l'Allemagne et en était d'autant plus sensible. La politique indépendante de grande puissance était privée de sens si elle ne signifiait pas l'abandon des intérêts allemands en faveur des intérêts spécifiquement autrichiens, c'est-à-dire italiens, hongrois, etc... Après la révolution comme avant, l'Autriche demeurait l'Etat le plus réactionnaire de l'Allemagne, celui qui suivait le courant moderne le plus à contre-cœur et, en même temps..., la dernière grande puissance spécifiquement catholique. Plus le gouvernement de Mars tentait de restaurer l'ancien pouvoir des curés et des jésuites, plus l'hégémonie lui devenait impossible sur un pays aux deux tiers protestant. Et, finalement, une unification de l'Allemagne sous la domination autrichienne ne pouvait se faire qu'en démembrant la Prusse. Chose qui, en elle-même, ne serait pas un malheur pour l'Allemagne ; mais le démembrement de la Prusse par l'Autriche eût été tout aussi funeste que le serait le démembrement de l'Autriche par la Prusse avant le triomphe imminent de la révolution en Russie (après lequel il est superflu de démembrer l'Autriche : dès lors inutile, elle doit s'écrouler d'elle-même).

En bref, l'unité allemande sous l'aile de l'Autriche était un rêve romantique et elle se révéla comme telle lorsque les princes allemands petits et moyens se réunirent à Francfort en 1863 pour proclamer l'empereur Joseph d'Autriche empereur d'Allemagne. Le roi de Prusse se borna à ne pas venir et la comédie impériale tomba misérablement à l'eau.

Restait la troisième voie : l'unification sous la direction de la Prusse. Et celle-ci, puisqu'on l'a suivie en fait, nous fait redescendre du domaine de la spéculation sur le terrain plus solide, bien qu'assez sordide, de la politique pratique, de la « politique réaliste ».

## II

# LA « MISSION ALLEMANDE » DE LA PRUSSE LA LIGUE NATIONALE ET BISMARCK

Depuis Frédéric II, la Prusse vît dans l'Allemagne comme dans la Pologne un simple territoire de conquête, duquel on prend ce dont on peut s'emparer, mais duquel il va aussi de soi que l'on doit le partager avec d'autres. Le partage de l'Allemagne avec l'étranger — avec la France d'abord, — telle avait été la « mission allemande » de la Prusse depuis 1740. « Je vais, je crois, jouer votre jeu; si les as me viennent, nous partagerons »<sup>1</sup> telles étaient les paroles que prononça Frédéric en prenant congé des diplomates français lorsqu'il s'engagea dans sa première guerre. Fidèle à cette « mission allemande », la Prusse trahit l'Allemagne en 1795 à la paix de Bâle, elle consentit d'avance (traité du 24 août 1796), contre l'assurance d'un accroissement de territoire, à céder la rive gauche du Rhin à la France et elle encaissa aussi réellement, par la *Reichsdeputationshauptschluss*<sup>2</sup>, édictée par la Russie et par la France, le salaire de la trahison de l'Empire. En 1805, elle trahit encore ses alliées, la Russie et l'Autriche, dès que Napoléon eut tendu le Hanovre — l'appât dans lequel elle mordait chaque fois, — mais elle se prit à sa propre et stupide ruse, de

---

1. En français dans le texte (N.R.)

2. Voir note page 43 (N.R.)

telle sorte qu'elle ne s'en mit pas moins en guerre contre Napoléon et reçut à l'éna le châtiement qu'elle méritait. Frédéric-Guillaume III, se ressentant encore de ces coups, voulut renoncer, même après les victoires de 1813 et 1814, à toutes les places extérieures de l'Ouest, se limiter à la possession de l'Allemagne du Nord et, comme l'Autriche, se retirer le plus possible de l'Allemagne, ce qui aurait fait de toute l'Allemagne occidentale une nouvelle Ligue rhénane sous la domination protectrice de la Russie ou de la France. Le plan ne résista pas; tout à fait contre la volonté du roi, la Westphalie et la Rhénanie lui furent imposées et il en résulta une nouvelle « mission allemande ».

C'en était maintenant provisoirement fini avec les annexions — l'achat de minimes lambeaux de territoire excepté. A l'intérieur reflorissait progressivement la vieille administration des junkers et des bureaucrates; les promesses de Constitution, faites au peuple dans l'amère nécessité, furent brisées avec fermeté.

Mais, dans tout cela, la bourgeoisie s'élevait sans cesse, même en Prusse, car sans industrie et sans commerce, l'arrogant Etat prussien lui-même était condamné à rester zéro. On dut faire des concessions économiques à la bourgeoisie, lentement, avec une résistance opiniâtre, à des doses homéopathiques. Et, d'un côté, ces concessions offraient la perspective d'étayer la « mission allemande » de la Prusse: de telle sorte que la Prusse, pour supprimer les frontières douanières étrangères entre ses deux moitiés, invita les Etats allemands limitrophes à l'union douanière. Ainsi naquit le *Zollverein*, à l'état de pieux désir jusqu'à 1830 (seule la *Hesse-Darmstadt* y était entrée), mais qui ensuite, le mouvement économique et politique s'étant accéléré, annexa bientôt économiquement à la Prusse la plus grande partie de l'Allemagne de l'intérieur. Les pays non-prussiens du littoral demeurèrent en dehors jusqu'après 1848.

Le *Zollverein* était un grand succès pour la Prusse. Qu'il signifiât une victoire sur l'influence autrichienne, c'était là encore le moins. L'essentiel était qu'il mettait du côté de la Prusse toute la bourgeoisie des moyens et des petits Etats. La Saxe exceptée, il n'y avait pas un Etat allemand dont l'industrie s'était développée, même d'une manière approchante, autant que l'industrie prussienne; et cela n'était pas dû seulement à des conditions naturelles et historiques, mais aussi à l'élargissement des frontières douanières et à l'extension consécutive du marché intérieur. Plus le *Zollverein* s'étendait et plus il admettait les petits Etats sur ce marché intérieur, plus les bourgeois nouveaux de ces Etats s'ac-

coutumaient à regarder du côté de la Prusse ; comme vers leur suzeraine économique qui serait peut-être un jour leur suzeraine politique.

Et les professeurs sifflaient comme les bourgeois chantaient. A Heidelberg, les élèves de Schlosser, Hässer et Gervinus, démontraient historiquement ce que les hégéliens construisaient philosophiquement à Berlin : que la Prusse était appelée à se mettre à la tête de l'Allemagne. On supposait naturellement que la Prusse transformerait tout son système politique, qu'elle satisferrait aux prétentions des idéologues de la bourgeoisie<sup>1</sup>.

Mais cela ne se fit pas en vertu de préférences spéciales pour l'Etat prussien, comme lorsque les bourgeois italiens acceptèrent le Piémont comme Etat directeur, après qu'il se fut ouvertement mis à la tête du mouvement national et constitutionnel. Non, cela se fit à contre-cœur, les bourgeois prirent la Prusse comme un moindre mal parce que l'Autriche les excluait de son marché, et parce que la Prusse, comparée à l'Autriche, conservait malgré tout un certain caractère bourgeois, ne fut-ce qu'à cause de sa laderie financière. La Prusse avait sur d'autres grands Etats l'avantage de deux bonnes institutions : le service militaire obligatoire, et l'instruction obligatoire. Elle les avait introduites en des temps de misère désespérée et s'était contentée, pendant les jours meilleurs, de les débarrasser de ce qu'elles pouvaient avoir de dangereux le cas échéant, en les appliquant avec négligence et en les défigurant à dessein. Mais ces institutions continuaient à exister sur le papier, et ainsi, la Prusse se réservait la possibilité de développer un jour l'énergie potentielle qui sommeille dans la masse du peuple à un degré qu'on ne pourrait atteindre nulle part, à égalité numérique de population. La bourgeoisie s'accommodait de ces deux institutions ; le service militaire de ceux qui ne faisaient qu'un an, donc des fils de bourgeois, était, aux environs de 1840, aisé à supporter, et il était assez facile de le tourner par la corruption, d'autant plus que dans l'armée elle-même, l'on n'attachait alors que peu de valeur aux officiers du *landwehr* recrutés dans les milieux de commerçants et d'industriels. Et le

---

1. La *Gazette rhénane* discuta de ce point de vue la question de l'hégémonie prussienne. Gervinus me disait déjà dans l'été de 1843 à Ostende : La Prusse doit se mettre à la tête de l'Allemagne ; pour cela, il faut cependant trois choses : la Prusse doit donner une Constitution, elle doit donner la liberté de la presse, elle doit adopter une politique extérieure qui ait du relief.

grand nombre de gens possédant une certaine somme de connaissances élémentaires qu'il y avait incontestablement en Prusse, souvenir du temps de l'école obligatoire <sup>1</sup>, était au plus haut point utile à la bourgeoisie; il finit même par devenir insuffisant avec les progrès de la grande industrie <sup>2</sup>. On se plaignait, dans la petite bourgeoisie, du goût élevé de ces deux institutions, qui se traduisait par de forts impôts; la bourgeoisie montante supportait que le prix, il est vrai fâcheux mais inévitable, qu'il faudrait mettre pour devenir une grande puissance, serait largement compensé par l'augmentation des profits.

Bref, les bourgeois allemands ne se faisaient aucune illusion sur l'amour dont la Prusse était digne. Si, depuis 1840, l'hégémonie prussienne jouissait auprès d'eux d'une estime de plus en plus grande, c'était seulement parce que dans la mesure où la bourgeoisie prussienne, par suite de son développement économique plus rapide, se mettait à la tête de la bourgeoisie allemande, économiquement et politiquement; c'était parce que et dans la mesure où les Rotteck et les Welcker du Sud constitutionnel étaient éclipsés par les Camphausen, les Hansernann et les Milde du Nord prussien; parce que les avocats et les professeurs étaient éclipsés par les commerçants et par les industriels. Et, en fait, on sentait chez les libéraux prussiens des années qui précédaient 1848 et surtout chez les libéraux rhénans, un tout autre souffle révolutionnaire que chez les libéraux de sous-préfecture du sud. C'est alors que l'on composa les deux chants populaires politiques les meilleurs depuis le seizième siècle, le chant du bourgmestre Tschech et celui de la baronne de Droste-Vischering, de la témérité desquels s'effraient aujourd'hui sur leurs vieux jours les mêmes gens qui chantaient en 1846 d'un air dégagé :

*Hatte je ein Mensch so'n Pech  
Wie der Bürgermeister Tschech.*

1. Dans la marge du manuscrit de Engels, c. lit les mots : « *Mittelschuler für die Bourgeoisie* » : écoles moyennes pour la bourgeoisie. (N.R.)

2. A l'époque du *Kulturkampf* des industriels rhénans se plaignaient encore à moi de ce qu'ils ne pouvaient faire d'excellents ouvriers des contre-maîtres, faute de connaissances générales suffisantes. Cela était surtout le cas dans les régions qui étaient catholiques.



*Dass er diesen dicken Mann  
Auf zwei Schritt nicht treffen kann !<sup>1</sup>.*

Mais tout cela devait bientôt changer. Vinrent la révolution de Février, les journées de Mars à Vienne et la révolution du 18 mars à Berlin. La bourgeoisie avait vaincu sans combattre sérieusement, elle n'avait même pas voulu le combat sérieux lorsqu'il se présenta. Car elle, qui peu avant avait encore flirté avec le socialisme et avec le communisme de ce temps (en Rhénanie surtout), s'apercevait soudain maintenant qu'elle n'avait pas élevé seulement des travailleurs isolés, mais une classe travailleuse, un prolétariat encore à demi-prisonnier du rêve, mais s'éveillant cependant progressivement, et révolutionnaire selon sa nature la plus intime. Et ce prolétariat, qui s'était battu partout pour la victoire de la bourgeoisie, posait déjà, en France surtout, des revendications qui étaient incompatibles avec l'existence de l'ordre bourgeois tout entier; la première lutte grave entre ces deux classes se produisit à Paris le 23 juin 1848; après quatre jours de bataille, le prolétariat eut le dessous. A partir de ce moment-là, la masse de la bourgeoisie se rangea dans toute l'Europe du côté de la réaction; elle s'allia avec les bureaucrates, les féodaux et les curés absolutistes qu'elle venait de renverser avec l'aide des travailleurs, contre les ennemis de la société — les mêmes ouvriers, précisément.

En Prusse, cela se produisit sous la forme suivante: la bourgeoisie laissa tomber les défenseurs qu'elle s'était choisis, et elle les vit disperser par le gouvernement, en novembre 1848, avec une joie manifeste ou secrète. Le ministère junker-bureaucrate, qui, de ce moment-là, se pavana en Prusse dans les dix années, dut sans doute gouverner sous une forme constitutionnelle, mais il s'en vengea par un système de chicanes et de vexations mesquines, inouïes jusqu'ici même en Prusse, sous lequel personne ne devait souffrir plus que la bourgeoisie. Mais celle-ci, repentante, était rentrée en elle-même, elle supportait humblement les coups de poing et les coups de pied qui pleuvaient, comme la punition de ses appétits révolutionnaires d'autrefois, elle appre-

1. *A-t-on déjà vu déveine pareille  
A celle de monsieur le Maire Tschech  
Ce gros homme ventru, quelle déveine  
Il ne peut l'atteindre à deux pas !*  
(N.R.)

nait maintenant petit à petit à penser ce qu'elle exprima plus tard : « Et puis vraiment, nous sommes des chiens ! »

Vint la régence. Pour prouver sa fidélité royaliste, Manteuffel avait fait entourer d'espions l'héritier du trône, comme aujourd'hui Puttkamer la rédaction du Sozialdemokrat. Lorsque l'héritier devint régent, Manteuffel fut naturellement écarté aussitôt d'un coup de pied et l'ère nouvelle commença. Ce ne fut qu'un changement de décor. Le prince régent daigna permettre aux bourgeois de redevenir libéraux. Les bourgeois tout contents profitèrent de cette permission, mais ils s'imaginèrent qu'ils tenaient désormais le gouvernail, que l'Etat prussien allait danser au son de leur fifre. Mais ce n'était pas du tout l'intention des « cercles compétents », comme on dit en style officieux. La réorganisation de l'armée devait être le prix duquel les bourgeois libéraux paieraient l'ère nouvelle. Le gouvernement n'exigeait là que l'exécution du service militaire obligatoire jusqu'au degré où il avait été en usage aux environs de 1816. Du point de vue de l'opposition libérale, on ne pouvait absolument rien dire là-contre qui n'eût heurté de front ses propres phrases sur la puissance de la Prusse et sur la mission allemande. Mais l'opposition libérale subordonnait son acceptation à la condition suivante : le temps de service légal de deux ans au maximum. En soi, cela était tout à fait rationnel, la question était de savoir si cette condition, on allait pouvoir l'extorquer au gouvernement, si la bourgeoisie libérale du pays était prête à en répondre jusqu'au bout, sur ses biens et sur son sang. Le gouvernement était inflexible sur la question du service de trois ans, la Chambre voulait le service de deux ans ; le conflit éclata. Et, avec le conflit sur la question militaire, la politique extérieure joua encore une fois un rôle décisif dans la politique intérieure<sup>1</sup>.

.....

Nous avons vu comment la Prusse, par son attitude dans la guerre de Crimée et dans la guerre d'Italie, avait perdu tout ce qui lui restait de considération. Cette politique lamentable trouvait une excuse partielle dans le mauvais état de l'armée. Comme, avant 1848 déjà, on ne pouvait ni lever de nouveaux impôts ni

---

1. Ici, Engels a laissé la place nécessaire pour une intercalation qui ne fut pas faite. (N.R.)

contracter d'emprunts sans consentement des Etats, mais aussi comme on ne voulait pas convoquer les Etats pour cela, il n'y avait jamais assez d'argent pour l'armée et celle-ci tombait complètement en ruines sous des lésineries sans fin. L'esprit de parade et de discipline exagérée introduit sous Frédéric-Guillaume III fit le reste. On peut lire dans Waldersee à quel point cette armée de parade se montra impuissante sur les champs de bataille danois en 1848. La mobilisation de 1850 fut un fiasco complet; il manquait de tout et ce qu'il y avait n'était la plupart du temps bon à rien. On y avait remédié maintenant, la Chambre ayant consenti des crédits; l'armée avait secoué la routine ancienne, le service en campagne remplaçait, en grande partie du moins, l'esprit de parade. Mais la force de l'armée était la même qu'en 1820, tandis que les autres grandes puissances, la France surtout dont, précisément, le danger menaçait, avaient augmenté considérablement leur puissance militaire. Il existait pourtant en Prusse le service obligatoire; tout Prussien était soldat sur le papier: cependant la population était passée de 10 millions 1/2 en 1817 à 17 millions 3/4 en 1858, et les cadres de l'armée ne suffisaient pas à incorporer et à former plus d'un tiers de ceux qui étaient bons pour le service. Le gouvernement exigeait maintenant un renforcement de l'armée qui correspondît presque exactement à l'augmentation de la population depuis 1817. Mais les mêmes députés libéraux qui exigeaient continuellement du gouvernement qu'il se mît à la tête de l'Allemagne, qu'il défendît la puissance de l'Allemagne à l'extérieur et lui rendît son prestige parmi les autres nations — les mêmes gens lésinaient, calculaient et ne voulaient rien consentir, si ce n'était sur la base du service de deux ans. Avaient-ils la force de faire exécuter leur volonté, à laquelle ils tenaient si opiniâtrement? Avaient-ils derrière eux le peuple, ou même seulement la bourgeoisie, prête à commencer l'attaque?

Au contraire. La bourgeoisie applaudissait à leurs joutes oratoires contre Bismarck, mais, en réalité, elle organisait un mouvement qui était dirigé, en fait, bien qu'inconsciemment, contre la politique de la majorité prussienne. Les empiétements du Danemark dans la Constitution du Holstein, les violentes tentatives de danisation dans le Schleswig indignaient le bourgeois allemand; être tracassé par les grandes puissances, cela, il en avait l'habitude; mais recevoir des coups de pied du petit Danemark, voilà qui enflammait sa colère. On créa la Ligue nationale; ce fut justement la bourgeoisie, celle des petits Etats qui constitua

le gros de ses forces. Et la Ligue nationale toute libérale qu'elle était, exigea avant tout l'unification de la nation sous la direction de la Prusse, d'une Prusse autant que possible libérale, de n'importe quelle au besoin. Qu'enfin l'on aille de l'avant, que l'on remédie à la position misérable des Allemands traités sur le marché mondial comme des hommes de seconde classe, que l'on châtie le Danemark, que l'on montre les dents aux grandes puissances dans le Schleswig-Holstein, c'était là ce que la Ligue nationale exigeait avant tout. Et ainsi, on pouvait exiger maintenant la direction prussienne sans les obscurités, sans les rêveries qui s'y attachaient encore jusqu'en 1850. On savait très bien que la direction prussienne signifiait que l'on rejetait l'Autriche de l'Allemagne, que l'on abolissait, en fait, la souveraineté des petits Etats et que l'on ne pouvait obtenir ces deux choses sans la guerre civile et sans la division de l'Allemagne. Mais on ne craignait plus la guerre civile, et la division n'était rien autre que le bilan de la fermeture de la frontière douanière avec l'Autriche. L'industrie et le commerce de l'Allemagne avaient atteint un sommet, le réseau des maisons de commerce allemandes s'était si étendu, il était devenu si dense que l'on ne pouvait plus supporter le provincialisme à l'intérieur, l'absence de droit et de protection à l'extérieur. Et tandis que l'organisation politique la plus forte que la bourgeoisie eût jamais possédée leur votait en fait la défiance, les députés de Berlin marchandaient sur le temps de service !

Telle était la situation lorsque Bismarck entreprit d'intervenir activement dans la politique extérieure.

Bismarck, c'est Louis-Napoléon, c'est l'aventurier français prétendant au trône traduit en junker prussien et en étudiant de corporation allemand. Tout à fait comme Louis-Napoléon, Bismarck est un homme qui a beaucoup d'esprit pratique et beaucoup de ruse, un homme d'affaires né et roué qui, en d'autres circonstances, eût disputé la place aux Vanderbilt et aux Jay Gould à la Bourse de New-York, ainsi qu'il a bel et bien su mettre de côté ses petits profits personnels. Mais cet esprit très développé dans le domaine de la vie pratique s'accompagne souvent d'un horizon borné et en cela Bismarck l'emporte sur son prédécesseur français. Car celui-ci, malgré tout, s'était forgé lui-même ses « idées napoléoniennes » au cours de sa période de vagabondage — elles valaient ce qu'elles valaient — tandis que Bismarck, comme nous le verrons, ne réalisa jamais même la trace d'une idée politique à lui, il ne fit que combiner comme il faut les idées

des autres. Mais cet horizon borné fut justement sa chance. Sans cela, il n'aurait jamais pu se représenter toute l'histoire universelle d'un point de vue spécifiquement prussien; et s'il y avait eu un trou à cette sienne conception du monde purement prussienne, par où la lumière du jour eût pu pénétrer, il manquait à toute sa mission et c'en était fait de sa gloire. Il est vrai que lorsqu'il eut rempli à sa manière sa mission particulière, qui lui était prescrite de l'intérieur, il se trouva au bout de son latin; nous verrons à quels égarements le réduisirent son manque absolu d'idées rationnelles et l'incapacité dans laquelle il était de comprendre la situation historique qu'il avait engendrée lui-même.

Si par son passé, Louis-Napoléon s'était accoutumé à ne pas observer beaucoup d'égards dans le choix de ses moyens, Bismarck apprit de l'histoire de la politique prussienne, de celle du grand électeur et de Frédéric II surtout, à procéder avec moins de scrupules encore; il pouvait ce faisant conserver la noble conscience de rester fidèle à la tradition nationale. Son esprit des affaires lui apprit à repousser ses velléités de junker quand il le fallait; lorsque cela ne paraissait plus nécessaire, elles ressortaient d'une manière aiguë; mais c'était là un signe de décadence. Sa méthode politique était celle de l'étudiant de corporation; à la Chambre, il appliquait sans façons à la Constitution prussienne l'interprétation littéraire et burlesque du *Bierkomment*<sup>1</sup> par lequel, à la corporation, on se tire d'affaire en buvant; toutes les innovations qu'il a introduites dans la diplomatie sont empruntées aux corporations d'étudiants.

Mais s'il arriva souvent à Napoléon, en des moments décisifs, de n'être pas sûr de lui, comme au moment du coup d'Etat, où Morny dut lui faire positivement violence pour qu'il continuât ce qu'il avait commencé, ou, comme à la veille de la guerre de 1870, où son incertitude lui gâta toute la situation, on doit dire à la louange de Bismarck que cela ne lui est jamais arrivé. Sa force de volonté ne l'a jamais laissé en mauvaise posture; mais plutôt, elle se transformait en franche brutalité. Et c'est ici avant tout qu'est le secret de ses succès. Les derniers vestiges d'énergie qu'elles avaient encore se sont si bien perdus dans les classes au pouvoir en Allemagne, chez les junkers comme chez les bourgeois, ne pas avoir de volonté est si bien passé dans les mœurs de l'Allemagne « cultivée » que le seul d'entre eux qui eût vraiment en-

1. Rite traditionnel selon lequel se déroulent les beuveries des étudiants allemands. (N.R.)

core une volonté est devenu, par cela même, leur plus grand homme, le tyran qui règne sur eux tous, devant lequel « ils font le beau », comme ils disent eux-mêmes, en toute connaissance de cause et avec beaucoup d'empressement. Il est vrai qu'en Allemagne « non cultivée », on n'est pas encore là; le peuple des travailleurs a montré qu'il avait une volonté de laquelle même la forte volonté de Bismarck n'a pas raison.

Notre junker de la Vieille Marche avait devant lui une brillante carrière, s'il avait seulement le courage et l'esprit d'entreprendre. Louis-Napoléon n'était-il pas devenu l'idole de la bourgeoisie justement parce qu'il avait dispersé son Parlement, mais augmenté ses profits? Et Bismarck n'avait-il pas les mêmes talents d'homme d'affaires que les bourgeois admiraient tant chez le faux Bonaparte? Ne se sentait-il pas attiré vers son Bleichröder comme Louis-Napoléon vers son Fould? N'y avait-il pas en 1864 en Allemagne une contradiction entre les députés bourgeois à la Chambre, qui voulaient lésiner sur le temps de service, et les bourgeois de la Ligue nationale à l'extérieur, qui voulaient à tout prix des actes nationaux, des actes pour lesquels on a besoin de force militaire? Contradiction toute semblable à celle qu'il y avait en France en 1851 entre les bourgeois de la Chambre, qui voulaient tenir en bride le pouvoir du président, et les bourgeois qui, en dehors d'elle, voulaient la tranquillité et un gouvernement fort, qui voulaient la tranquillité à tout prix — contradiction que Louis-Napoléon avait résolue en dispersant les querelleurs du Parlement et en donnant la tranquillité à la masse des bourgeois? En Allemagne, les choses n'offraient-elles pas plus de certitude pour un coup de main hardi? La bourgeoisie n'avait-elle pas donné le plan de réorganisation tout prêt, et n'exigeait-elle pas elle-même bien haut un homme d'Etat prussien énergique, qui devait mener son plan à bien, exclure l'Autriche de l'Allemagne, unifier les petits Etats sous l'hégémonie de la Prusse? Et si l'on devait malmener la Constitution prussienne, si l'on devait écarter les idéologues comme ils le méritaient, à la Chambre et en dehors, ne pouvait-on pas, comme Louis-Bonaparte, s'appuyer sur le suffrage universel? Que pouvait-il y avoir de plus démocratique que d'introduire le suffrage universel? Louis-Napoléon n'avait-il pas démontré — en le traitant comme il fallait, — qu'il était absolument sans dangers? Et le suffrage universel n'offrait-il pas justement le moyen d'en appeler aux grandes masses populaires, de flirter un peu avec le mouvement social renaissant, pour le cas où la bourgeoisie se montrerait récalcitrante?

Il s'agissait d'entreprendre : Bismarck entreprit. Il fallait renouveler le coup d'Etat de Louis-Napoléon, expliquer et rendre palpables à la bourgeoisie allemande les rapports de forces concrets, dissiper par la force ses illusions libérales, mais accomplir celles de ses exigences nationales qui coïncidaient avec les désirs de la Prusse. Ce fut d'abord le Schleswig-Holstein qui donna prise à l'affaire. Le terrain de la politique extérieure était préparé. Le tsar était acquis par le métier de bourreau qu'avait fait Bismarck à son service, en 1863, contre les Polonais insurgés; Louis-Napoléon de même avait été travaillé et pouvait excuser par son cher « principe des nationalités » sa neutralité, sinon sa protection tacite à l'égard des plans de Bismarck; en Angleterre, Palmerston était Premier Ministre, mais il n'avait mis le petit lord Russell aux Affaires étrangères que pour qu'il s'y rendît ridicule. L'Autriche cependant était la concurrente de la Prusse pour l'hégémonie en Allemagne et, dans cette affaire, elle devait d'autant moins se laisser damer le pion par la Prusse que, en 1850 et en 1851, elle s'était conduite en fait, en Schleswig-Holstein, en huis-sier de l'empereur Nicolas, plus vulgairement encore que la Prusse elle-même. La situation était donc extrêmement favorable. Bismarck haïssait l'Autriche, et l'Autriche en revanche eût volontiers passé sa colère sur la Prusse, mais à la mort de Frédéric VII, ils ne pouvaient plus rien faire d'autre que de faire campagne ensemble contre le Danemark — avec la permission tacite de la Russie et de la France. Le succès était assuré d'avance, si l'Europe demeurait neutre; ce fut le cas, les duchés furent conquis et cédés à la paix.

Dans cette guerre, la Prusse avait réalisé un objectif de second ordre, elle avait expérimenté devant l'ennemi son armée, qui avait été constituée depuis 1850 selon des principes nouveaux, qui avait été réorganisée et renforcée en 1860. Cette armée avait confirmé sa valeur au delà de toute attente, et cela dans les situations de guerre les plus différentes. Le combat de Lyngby, dans le Jutland, où quatre-vingts Prussiens postés derrière une haie avaient mis en fuite, par la rapidité de leur feu, un nombre trois fois supérieur de Danois, prouva que le fusil à aiguille était très supérieur au fusil se chargeant par la bouche et que l'on savait comment s'en servir. En même temps, on eut l'occasion de remarquer que de la guerre d'Italie et de la manière de combattre des Français, les Autrichiens n'avaient retiré que cet enseignement : il ne sert à rien de tirer, le vrai soldat doit aussitôt charger l'ennemi à la baïonnette; on en prit note, car on ne pouvait souhaiter

de tactique ennemie plus à propos devant les bouches des fusils à chargement par la culasse. Et pour mettre les Autrichiens en mesure de s'en convaincre pratiquement aussitôt que possible, on mit en temps de paix les duchés sous la souveraineté commune de l'Autriche et de la Prusse, on créa, par conséquent, une situation purement provisoire qui devait engendrer conflit sur conflit, et faisait dépendre de Bismarck le moment où il voudrait utiliser l'un de ces conflits pour sa grande lutte contre l'Autriche. Etant donné la coutume de la politique prussienne, qui consiste, comme le dit M. Von Sybel, à « exploiter sans scrupules jusqu'à l'extrême » une situation favorable, il était naturel qu'on annexât 200.000 Danois du Schleswig du Nord sous prétexte de libérer des Allemands de l'oppression danoise. Mais celui qui s'en alla les mains vides, ce fut le candidat des petits Etats et de la bourgeoisie allemande au trône de Schleswig-Holstein, le duc d'Augustenburg.

Ainsi, dans les duchés, Bismarck avait fait ce que voulait la bourgeoisie allemande contre la volonté de la bourgeoisie allemande. Il avait chassé les Danois, il avait bravé l'étranger et l'étranger n'avait pas bougé. Mais, aussitôt libérés, les duchés furent traités en pays conquis; on ne leur demanda pas leur volonté, ils furent provisoirement partagés entre l'Autriche et la Prusse sans autre forme de procès. La Prusse était redevenue une grande puissance, elle n'était plus la cinquième roue du char européen. L'accomplissement des souhaits nationaux de la bourgeoisie était dans la meilleure voie, mais la voie choisie n'était pas la voie libérale de la bourgeoisie. Le conflit militaire prussien continua donc, et il devint même toujours plus insoluble.

Le deuxième acte de l'action politique de Bismarck devait commencer.

La guerre du Danemark avait accompli une partie des aspirations nationales. Le Schleswig-Holstein était « libéré », le protocole de Varsovie et de Londres, dans lequel les grandes puissances avaient ratifié l'humiliation de l'Allemagne devant le Danemark avait été déchiré; on l'avait déchiré et on leur en avait jeté les morceaux aux pieds, et elles n'avaient pas bronché. L'Autriche et la Prusse étaient à nouveau ensemble, les troupes des deux puissances avaient vaincu les unes à côté des autres, et aucun potentat ne pensait plus à toucher au territoire allemand. Les convoitises rhénanes de Louis-Napoléon, jusqu'ici repoussées à l'arrière-plan par d'autres occupations — la révolution italienne, le soulèvement polonais, les complications danoises, et, enfin, l'expédition de Mexico, — n'avaient plus maintenant aucune



chance de succès. Pour un homme d'Etat conservateur prussien, la situation mondiale était donc, à l'extérieur, tout à fait à souhait. Mais, jusqu'en 1871 et alors moins que jamais, Bismarck ne se montra jamais conservateur, et la bourgeoisie allemande ne fut pas du tout satisfaite.

Après comme avant, la bourgeoisie allemande se trouvait dans la contradiction habituelle. D'une part, elle exigeait le pouvoir politique exclusif pour elle-même, c'est-à-dire pour un ministère choisi dans la majorité libérale; et un tel ministère aurait eu à mener une lutte de dix ans contre l'ancien système soutenu par la couronne jusqu'à ce que sa nouvelle puissance fut reconnue définitivement. Dix années par conséquent d'affaiblissement intérieur. Mais elle exigeait, d'autre part, une transformation révolutionnaire de l'Allemagne, qui ne pouvait être accomplie que par la violence, donc par une dictature effective. Et depuis 1848, à chaque moment décisif, la bourgeoisie avait coup sur coup donné la preuve qu'elle ne possédait pas même l'ombre de l'énergie nécessaire pour réaliser l'une ou l'autre chose, et encore moins les deux. En politique, il n'y a que deux puissances décisives : la force organisée de l'Etat, l'armée, et la force inorganisée, la force élémentaire des masses populaires. En 1848, la bourgeoisie avait oublié d'en appeler aux masses; elle les craignait plus encore que l'absolutisme. Mais l'armée n'était nullement à sa disposition. Mais bien à la disposition de Bismarck.

Dans le conflit au sujet de la Constitution, qui n'était pas terminé, Bismarck avait combattu jusqu'à l'extrême les exigences parlementaires de la bourgeoisie. Mais il brûlait du désir de donner satisfaction à ses exigences nationales; c'est qu'elles correspondaient aux souhaits les plus secrets de la politique prussienne. S'il faisait encore une fois la volonté de la bourgeoisie elle-même, s'il réalisait l'unification de l'Allemagne, telle que la bourgeoisie l'avait formulée, le conflit était écarté de lui-même et Bismarck devait devenir l'idole des bourgeois, autant que Louis-Napoléon, son modèle.

La bourgeoisie lui fournissait le but, Louis-Napoléon la voie; l'exécution seule restait l'œuvre de Bismarck.

Pour mettre la Prusse à la tête de l'Allemagne, on ne devait pas seulement chasser violemment l'Autriche de la Ligue allemande, on devait soumettre aussi les petits Etats. La guerre fraîche et joyeuse des Allemands contre les Allemands, tel avait été de tout temps dans la politique prussienne le meilleur procédé pour agrandir son territoire; un brave Prussien n'avait pas à trembler

là-devant. Le second procédé de prédilection de la politique prussienne, l'alliance avec l'étranger contre les Allemands, ne pouvait pas éveiller plus de scrupules. On avait dans sa poche le sentimental Alexandre de Russie. Louis-Napoléon n'avait jamais méconnu la mission piémontaise de la Prusse en Allemagne, et il était tout prêt à faire une petite affaire avec Bismarck. Quand il pouvait obtenir ce dont il avait besoin par une voie pacifique, sous forme de compensations, il le préférait. Il n'avait pas besoin non plus d'avoir la rive gauche du Rhin en une seule fois; si on la lui donnait au détail, un morceau à chaque progrès nouveau de la Prusse, cela était moins choquant, et n'en conduisait pas moins au but. Aux yeux du chauvin français, un kilomètre carré sur le Rhin équivalait à Nice et à la Savoie. On négocia donc avec Louis-Napoléon, on obtint qu'il permit l'agrandissement de la Prusse et la constitution d'une Ligue de l'Allemagne du Nord. Il est hors de doute qu'on lui offrit pour cela un morceau de territoire allemand sur le Rhin; pendant les pourparlers avec Govone, Bismarck parla de la Bavière et de la Hesse rhénane. Il l'a certes démenti plus tard. Mais un diplomate, prussien surtout, a ses propres idées sur les limites entre lesquelles on est autorisé et même obligé à faire à la vérité une douce violence. La vérité est demoiselle, elle doit aimer tout à fait ça, pense le junker. Louis-Napoléon n'était pas bête au point de permettre l'agrandissement de la Prusse sans que la Prusse ne lui promît de compensation; Bleichröder eût plutôt prêté de l'argent sans intérêts. Mais il ne connaissait pas assez ses Prussiens et il finit par être dupe. Bref, après qu'on se fut assuré de lui, on s'allia avec l'Italie pour le « coup au cœur ».

Le philistin de divers pays s'est profondément indigné de cette expression. Tout à fait à tort, « à la guerre comme à la guerre ». Cette expression prouve simplement que Bismarck reconnaissait la guerre civile allemande de 1866 pour ce qu'elle était, c'est-à-dire pour une *révolution*, et qu'il était prêt à mener cette révolution à bonne fin par des moyens révolutionnaires. Et c'est ce qu'il fit. Sa manière d'agir contre la Diète fédérale était révolutionnaire. Au lieu de se soumettre à la décision constitutionnelle des magistrats de la Diète, il leur reprocha d'avoir violé la Ligue — par subterfuge, — il brisa celle-ci, proclama une Constitution nouvelle avec un Reichstag élu au suffrage universel révolutionnaire, il chassa enfin la Diète de Francfort. En Haute-Silésie, il organisa une légion hongroise sous le commandement du général Klapka et d'autres officiers de la révolution, dont les troupes,

composées de déserteurs hongrois et de prisonniers de guerre, durent faire la guerre à leurs généraux légitimes<sup>1</sup>. Après la conquête de la Bohême, Bismarck adressa une proclamation « Aux habitants du glorieux royaume de Bohême », dont le contenu frappait rudement à la face les traditions légitimistes. A la paix, il s'empara pour la Prusse de toutes les possessions de trois princes fédéraux allemands et d'une ville libre, sans que cette expulsion des princes, qui n'étaient pas moins de « droit divin » que le roi de Prusse, incommodât sa conscience chrétienne et légitimiste. Bref, ce fut une révolution complète, accomplie avec des moyens révolutionnaires. Nous sommes naturellement les derniers à lui en faire un reproche. Ce que nous lui reprochons, c'est au contraire de n'avoir pas été assez révolutionnaire, de n'avoir été qu'un révolutionnaire prussien voulant faire la révolution par en haut, d'avoir commencé toute sa révolution sur une plate-forme sur laquelle il ne pouvait faire qu'une demi-révolution, de s'être contenté, une fois sur le chemin des annexions, de quatre misérables petits Etats.

Mais, maintenant, Napoléon-le-Petit arrivait en clopinant et il réclamait sa récompense. Pendant la guerre, il aurait pu prendre ce qui lui plaisait sur le Rhin; non seulement le pays, mais aussi les places fortes étaient découverts. Il temporisa; il attendait une guerre de longue durée, qui eût affaibli les deux parties — et voilà qu'arrivaient ces coups rapides, la défaite de l'Autriche en moins de huit jours. Il exigea d'abord, — ce que Bismarck avait désigné au général Covone comme territoire possible de compensation — la Bavière et la Hesse rhénane avec Mayence. Mais cela, Bismarck ne pouvait plus le donner maintenant, même quand il l'eût voulu. Les puissants succès de la guerre lui avaient imposé d'autres obligations. A l'instant où la Prusse se posait en appui et en protectrice de l'Allemagne, elle ne pouvait plus vendre à l'étranger la clef du Rhin moyen, Mayence. Bismarck refusa. Louis-Napoléon consentit à traiter; il ne réclama plus que Luxembourg, Landau, Sarrelouis et le bassin houiller de Sarrebruck. Mais cela non plus, Bismarck ne pouvait pas le céder, d'autant moins qu'on réclamait, ici aussi, du territoire prussien. Pourquoi Louis-Napoléon ne s'en était-il pas emparé lui-même, au bon

1. Dans la marge du manuscrit, on lit le mot : « *Eid* », serment : Engels a sans doute voulu ajouter que, à l'instigation de Bismarck, on avait incité les déserteurs à violer leur serment au drapeau autrichien. (N.R.)

moment, lorsque les Prussiens étaient engagés en Bohême ? Bref, il ne restait rien des compensations de la France. Bismarck savait que cela signifiait une guerre ultérieure avec la France ; mais c'était justement ce qu'il voulait.

A la conclusion de la paix, la Prusse utilisa cette fois la situation favorable avec plus de scrupules qu'elle le faisait d'habitude en cas de succès. Et pour de bonnes raisons. La Saxe et la Hesse-Darmstadt furent intégrées à la nouvelle Confédération de l'Allemagne du Nord, et furent épargnées, pour cette raison déjà. La Bavière, le Wurtemberg et le grand-duché de Bade devaient être traités avec modération, car Bismarck devait conclure avec eux des accords défensifs et offensifs. Et l'Autriche — Bismarck ne lui avait-il pas rendu service en tranchant les complications traditionnelles qui la liaient à l'Allemagne et à l'Italie ? Ne lui avait-il pas procuré maintenant la position de grande puissance indépendante qu'elle désirait depuis si longtemps ? N'avait-il pas en fait mieux su que l'Autriche elle-même ce qui la servait lorsqu'il la vainquit en Bohême ? L'Autriche ne devait-elle pas comprendre, si l'on s'y prenait bien, que la situation géographique, la limitation réciproque des deux pays faisaient de l'Allemagne unifiée sous la direction de la Prusse son alliée nécessaire et naturelle ?

Il advint ainsi que la Prusse, pour la première fois depuis qu'elle existe, put s'entourer de l'éclat de la générosité, ayant, à la foire diplomatique, décroché le jambon à coups de saucisses.

## LA REALISATION : 1870-71

L'Autriche ne fut pas seule à être battue sur les champs de bataille de Bohême, la bourgeoisie allemande le fut aussi. Bismarck lui avait démontré qu'il savait mieux qu'elle-même ce qui lui était profitable. Il ne fallait pas penser à continuer le conflit du côté de la Chambre. Les prétentions libérales de la bourgeoisie étaient enterrées depuis longtemps, mais ses exigences nationales s'accomplissaient chaque jour de plus en plus. Bismarck réalisait son programme national avec une rapidité et avec une précision qui l'étonnaient elle-même. Et, après lui avoir démontré palpablement, *in corpore vili*, dans son corps pitoyable, sa veulerie, son manque d'énergie et ainsi son incapacité totale à remplir son propre programme, il faisait le généreux avec elle aussi et il venait devant la Chambre, effectivement désarmée maintenant, pour demander un bill d'indemnité pour le gouvernement de conflit, qui avait procédé anticonstitutionnellement. Touché jusqu'aux larmes, le Parti progressiste, désormais inoffensif, l'accorda.

Cependant, on rappelait quand même à la bourgeoisie qu'elle aussi avait été vaincue à Sadowa. La Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord fut taillée sur le patron de la Constitution prussienne authentiquement interprétée par le conflit. Il fut interdit de refuser l'impôt. Le chancelier fédéral et ses ministres furent nommés par le roi de Prusse, indépendamment de toute majorité parlementaire. L'indépendance de l'armée à l'égard du Parlement, assurée par le conflit, fut retenue devant le Reichstag. Mais, au moins, les députés de ce Reichstag avaient la haute conscience d'avoir été élus par le suffrage universel. Chose qui leur était rappelée encore, d'une manière désagréable certes, par la vue de deux socialistes qui siégeaient parmi eux. Ce fut la

première fois qu'apparurent dans une assemblée parlementaire des députés socialistes, représentants du prolétariat. C'était un menaçant présage de malheurs.

Tout cela ne prêtait pas immédiatement à conséquence. Il s'agissait maintenant d'achever et d'exploiter la nouvelle unité de l'Empire, dans l'intérêt de la bourgeoisie, du moins celle du Nord, et d'attirer aussi par là dans la Confédération nouvelle les bourgeois de l'Allemagne du Sud eux aussi. La Constitution de la Confédération soustrayait les rapports économiques les plus importants à la législation des petits Etats et en assignait la réglementation à la Confédération : droit civil commun et liberté de circulation sur tout le territoire de la Confédération, droit de domicile, législation sur les métiers, sur le commerce, les douanes, la navigation, la monnaie, les poids et mesures, les chemins de fer, les canaux, les postes et télégraphes, les patentes, les banques; toute la politique extérieure, les consulats, la protection du commerce à l'étranger, la police médicale, le droit pénal, la procédure, etc. La plupart de ces choses furent désormais rapidement réglées, par des lois, et d'une manière toute libérale. Et ainsi les pires abus du provincialisme furent enfin écartés (enfin !), ces excès qui encombraient plus que n'importe quoi la route de l'évolution capitaliste d'une part, et des appétits de domination prussiens d'autre part. Mais cela n'était pas une conquête historique, comme le claironnait le bourgeois qui maintenant devenait chauvin; c'était une imitation très, très tardive et très incomplète de ce qu'avait déjà fait la Révolution française soixante-dix ans auparavant, et de ce que tous les autres Etats civilisés avaient adopté chez eux depuis longtemps. Au lieu de s'en vanter, on aurait dû avoir honte de ce que l'Allemagne « très cultivée » y arrivait la toute dernière.

Pendant toute cette période de la Confédération de l'Allemagne du Nord, Bismarck alla de bon cœur au-devant de la bourgeoisie sur le terrain économique, et, lorsqu'on envisagea les questions de pouvoirs parlementaires, il ne montra sa main de fer que sous un gant de velours. Ce fut sa meilleure période; on put douter par-ci par-là de son étroitesse d'esprit spécifiquement prussienne, de son incapacité à comprendre qu'il y a, dans l'histoire universelle, encore d'autres puissances, plus fortes, que les armées et les intrigues de diplomates qui s'appuient sur elles.

Que la paix avec l'Autriche portât en elle la guerre avec la France, non seulement Bismarck le savait, mais aussi, il le voulait. Cette guerre devait justement offrir le moyen de réaliser l'Empire

prusso-allemand dont la bourgeoisie d'Allemagne lui donnait l'idée<sup>1</sup>. Les tentatives faites pour transformer progressivement le Parlement douanier en Reichstag et pour incorporer ainsi peu à peu les Etats du Sud à la Confédération du Nord, échouèrent lorsque les députés de ces Etats crièrent bien haut : « Pas d'extension de compétence. » L'état d'esprit des gouvernements qui venaient d'être vaincus sur le champ de bataille n'était pas plus favorable. Seule, une preuve nouvelle, palpable, de ce que la Prusse était trop puissante pour eux, mais qu'elle était assez puissante aussi pour les protéger — seule, par conséquent, une guerre nouvelle, une guerre allemande faite par toute l'Allemagne, pouvait amener rapidement le moment de la capitulation. Et puis la ligne de séparation du Main, qui avait été secrètement convenue auparavant entre Bismarck et Louis-Napoléon, parut cependant être imposée à la Prusse par ce dernier après la victoire; l'unification avec l'Allemagne du Sud, constituait donc une violation du droit reconnu cette fois formellement à la France de diviser l'Allemagne, c'était un cas de guerre.

Entre temps, Louis-Napoléon était obligé de chercher s'il ne trouverait pas un morceau de territoire quelque part à la frontière allemande, qu'il empocherait en compensation de Sadowa. A la réorganisation de la Confédération de l'Allemagne du Nord, on avait laissé de côté le Luxembourg; c'était maintenant un Etat qui entretenait des rapports personnels avec la Hollande, mais qui, autrement, était complètement indépendant. Au surplus, il était à peu près aussi francisé que l'Alsace, et il inclinait décidément beaucoup plus vers la France que vers la Prusse, qu'il haïssait positivement.

Le Luxembourg est un exemple frappant de ce que la misère politique de l'Allemagne depuis le moyen âge a fait des régions frontières franco-allemandes, exemple d'autant plus frappant que,

---

1. Avant la guerre autrichienne déjà, interpellé par un ministre d'Etat moyen sur sa politique allemande démagogique, Bismarck lui répondit que, en dépit de tous les discours, il rejetterait l'Autriche de l'Allemagne et briserait la Confédération : — Et les Etats moyens, croyez-vous qu'ils y assisteront tranquillement ? — Vous, les Etats moyens, vous ne ferez rien du tout. — Et que feront les Allemands ? — Je les mène ensuite à Paris et là, je les unis. (Raconté à Paris avant la guerre d'Autriche par le ministre dont il est question et publié au cours de cette guerre dans le *Manchester Guardian* par sa correspondante parisienne Mrs Crawford).

jusqu'en 1866, le Luxembourg a appartenu nominalement à l'Allemagne. Composé jusqu'en 1830 d'une partie allemande et d'une partie française, tôt déjà, la partie allemande avait subi l'influence de la supériorité de la civilisation française. Les empereurs allemands de la maison de Luxembourg étaient français de langue et d'éducation. Depuis son incorporation au duché de Bourgogne (1440), le Luxembourg ne demeurait, comme le reste des Pays-Bas, qu'en rapport nominal avec l'Allemagne; son admission dans la Fédération allemande en 1815 n'y changea rien non plus. Après 1830, la partie française et un beau morceau de la partie allemande échurent à la Belgique. Mais dans le reste du Luxembourg allemand tout demeurait sur un pied français: les tribunaux, les magistrats, la Chambre, tout le monde traitait en français, tous les actes publics et privés, tous les livres de commerce étaient rédigés en français, toutes les écoles moyennes enseignaient en français, la langue cultivée était et demeurait le français — naturellement un français qui geignait et haletait sous le fardeau de la prononciation haute-allemande. Bref, on parlait deux langues au Luxembourg: un dialecte populaire rhénan et le français; mais le haut-allemand demeurait un langage étranger. La garnison prussienne de la capitale aggravait plutôt la situation qu'elle l'améliorait. C'est assez humiliant pour l'Allemagne, mais c'est vrai. Et cette francisation consentie du Luxembourg met sous leur vrai jour les mêmes processus en Alsace et en Lorraine allemande.

Le roi de Hollande, duc souverain de Luxembourg, savait très bien faire valoir son argent et il se montrait disposé à vendre le duché à Louis-Napoléon. Les Luxembourgeois eussent consenti sans réserve à être incorporés à la France — témoin leur attitude dans la guerre de 1870. Du point de vue du droit international, la Prusse ne pouvait rien y objecter, puisqu'elle avait provoqué elle-même l'exclusion du Luxembourg de l'Allemagne. Ses troupes séjournèrent dans la capitale comme garnison d'une place forte fédérale allemande; dès que Luxembourg cessa d'être une place forte fédérale, elles n'eurent plus raison de s'y trouver. Mais pourquoi ne rentrèrent-elles pas dans leurs foyers, pourquoi Bismarck ne put-il consentir à l'annexion?

Simplement parce que les contradictions en lesquelles il s'était embrouillé apparaissaient à la lumière du jour. Avant 1866, l'Allemagne était encore pour la Prusse un pur territoire d'annexion que l'on devait se partager avec l'étranger. Après 1866, l'Allemagne était devenue un protectorat prussien, que l'on devait défendre des griffes de l'étranger. Il est vrai qu'on avait, pour des



raisons prussiennes, exclu de la nouvelle Allemagne des parties entières de l'Allemagne. Mais le droit de la nation allemande à l'intégralité de son propre territoire imposait maintenant à la couronne de Prusse le devoir d'empêcher l'incorporation de ces territoires de l'ancienne Ligue à des Etats étrangers, de leur laisser ouvert, pour l'avenir, l'*Anschluss* avec le nouvel Etat prusso-allemand. C'est pour cette raison que l'Italie était arrêtée à la frontière tyrolienne, c'est pour cette raison que le Luxembourg ne devait plus passer maintenant à Louis-Napoléon. Un gouvernement réellement révolutionnaire pouvait le proclamer ouvertement. Non point cependant le révolutionnaire prussien à la royale, qui avait fini par réussir à transformer l'Allemagne en un « concept géographique » à la Metternich. Du point de vue du droit international, il s'était mis lui-même dans son tort et il ne pouvait s'en sortir que par sa chère interprétation de taverne d'étudiants du droit international.

S'il n'en fut pas carrément couvert de ridicule, ce fut seulement parce que Louis-Napoléon, au printemps de 1867, n'était pas encore prêt pour une grande guerre. On se mit d'accord à la conférence de Londres. Les Prussiens évacuèrent le Luxembourg; la place forte fut démolie, le duché fut déclaré neutre. La guerre fut encore ajournée <sup>1</sup>.

.....)

Louis-Napoléon ne pouvait pas ne pas s'en inquiéter. L'accroissement de puissance de la Prusse, il l'accepterait très volontiers dès qu'il obtiendrait sur le Rhin les compensations correspondantes. Il voulait se contenter de peu; il avait encore rabattu sur ces modestes prétentions, mais il n'avait rien obtenu du tout, il était complètement dupé. Mais un Empire bonapartiste n'était possible en France que s'il repoussait progressivement la frontière jusqu'au Rhin et si la France demeurait — en réalité ou même en imagination — l'arbitre de l'Europe. On n'avait pas réussi à élargir la frontière, la position d'arbitre de la France était déjà menacée, la presse bonapartiste criait à la revanche de Sadowa; si Louis-Napoléon voulait assurer son trône, il devait rester fidèle à son rôle et prendre par la violence ce qu'il n'avait obtenu par la douceur, malgré tous les services qu'il avait rendus.

---

1. Place laissée libre par Engels pour une intercalation qui ne fut pas faite (N.R.)

Des deux côtés, par conséquent, active préparation à la guerre, tant diplomatique que militaire. Et c'est alors que se produisit l'événement diplomatique suivant :

L'Espagne cherchait un candidat au trône. En mars (1869), Bénédicti, ambassadeur de France à Berlin, entend dire que le prince Léopold de Hohenzollern sollicite le trône ; Paris le charge de faire une enquête. Le sous-secrétaire d'Etat von Thile lui assure sur l'honneur que le gouvernement prussien n'en sait rien. Au cours d'une visite à Paris, Bénédicti apprend le point de vue de l'empereur : « Cette candidature est essentiellement antinationale, le pays n'y consentira pas, il faut l'empêcher. »

Soit dit en passant, Louis-Napoléon prouvait ici qu'il était déjà très bas. En fait, pouvait-il y avoir une plus belle « vengeance de Sadowa » que le règne d'un prince prussien en Espagne, les désagréments qui devaient inévitablement en résulter, l'embarras de la Prusse dans les rapports internes des partis espagnols, peut-être bien une guerre, une défaite de la petite flotte prussienne, en tout cas la Prusse mise devant l'Europe dans une position extrêmement grotesque ? Mais Louis-Bonaparte ne pouvait plus se permettre ce spectacle. Son crédit était déjà si ébranlé qu'il s'en tenait au point de vue traditionnel, selon lequel un prince allemand sur le trône d'Espagne mettrait la France entre deux feux et ne pouvait donc être toléré — point de vue enfantin depuis 1830.

Bénédicti alla trouver Bismarck pour obtenir d'autres explications et exposer le point de vue de la France (11 mai 1869). Il n'apprit de Bismarck rien de particulièrement précis. Mais Bismarck apprit de lui ce qu'il voulait savoir : que la candidature de Léopold signifiait la guerre immédiate avec la France. Ainsi Bismarck avait dans sa main le pouvoir de faire éclater la guerre quand il lui plairait.

En fait, la candidature de Léopold surgit à nouveau en juillet 1870 et elle conduit aussitôt à la guerre, tant cette hypothèse hérissait Louis-Napoléon. Il ne vit même pas qu'il était tombé dans un piège. Il savait aussi qu'il s'agissait de son Empire ; il avait peu confiance en la vérité de ce que lui disaient ses vauriens bonapartistes, qui lui assuraient que tout était prêt jusqu'au dernier bouton de capote ; il avait moins confiance encore en leur capacité militaire et administrative. Mais les conséquences logiques de son propre passé le poussaient à la ruine ; son hésitation elle-même accélérât sa chute.

Bismarck, au contraire, n'était pas seulement militairement prêt

la bataille, mais cette fois, il avait en fait le peuple derrière lui, qui, à travers les mensonges diplomatiques des deux partis, ne voyait que cette chose : qu'il s'agissait ici non seulement d'une guerre pour le Rhin, mais d'une guerre pour son existence nationale. Pour la première fois depuis 1813, les réserves et la landwehr affluèrent en masse sous les drapeaux, empressés et combattifs. La manière dont tout cela s'était produit, quelle partie de l'héritage national deux fois séculaire Bismarck avait promis de sa propre main ou n'avait pas promis à Louis-Napoléon, tout cela était indifférent ; il fallait apprendre une fois pour toutes à l'étranger qu'il n'avait pas à se mêler des affaires intérieures de l'Allemagne et que l'Allemagne n'était pas destinée à soutenir le trône chancelant de Louis-Napoléon en lui cédant du territoire allemand. Et, devant cet élan national, toutes les différences de classe disparurent, toutes les convoitises rhénanes des cours de l'Allemagne du Sud, toutes les tentatives de restaurations de princes bannis s'anéantirent.

Les deux parties s'étaient cherché des alliances. Louis-Napoléon était sûr de l'Autriche et du Danemark, assez sûr de l'Italie. Bismarck avait avec lui la Russie. Mais comme toujours, l'Autriche n'était pas prête, elle ne put intervenir effectivement avant le 2 septembre — et le 2 septembre, Louis-Napoléon était prisonnier des Allemands ; la Russie avait prévenu l'Autriche qu'elle l'attaquerait dès que celle-ci attaquerait la Prusse. En Italie cependant, la fourbe politique de Louis-Napoléon portait ses fruits ; il avait voulu mettre en train l'unité nationale, mais il avait aussi voulu protéger le pape de cette même unité nationale ; il avait occupé Rome avec des troupes dont il avait maintenant besoin chez lui et qu'il ne pouvait cependant pas retirer sans obliger l'Italie à respecter Rome et la souveraineté du pape, ce qui, de l'autre côté, empêchait l'Italie de lui prêter assistance. Enfin, le Danemark reçut de la Russie l'ordre de se tenir tranquille.

Mais les coups rapides des armes allemandes, de Spickeren et Woerth à Sedan agirent sur la localisation de la guerre d'une manière plus décisive que toutes les négociations diplomatiques. L'armée de Louis-Napoléon fut battue à chaque combat et finalement les trois quarts en entrèrent prisonniers en Allemagne. Ce n'était pas la faute des soldats, qui s'étaient battus assez courageusement, mais bien celle du chef et du régime. Mais lorsqu'on a érigé son Empire, comme Louis-Napoléon, en s'appuyant sur une bande de canailles, lorsqu'on n'a maintenu cet Empire, dix-huit ans durant, qu'en livrant la France à leur exploitation, lors-

qu'on a occupé tous les postes importants de l'Etat avec ces gens et toutes les places subalternes avec leurs complices, il ne faut pas entreprendre de lutte pour la vie ou la mort si l'on ne veut pas être abandonné. En moins de cinq semaines, tout l'édifice de l'Empire dont les philistins européens s'étaient étonnés des années durant s'écroula; la révolution du 4 septembre ne fit que déblayer les décombres; et Bismarck, qui était parti en guerre pour fonder la *petite Allemagne* se trouva un beau matin fondateur d'une République française.

Selon la propre proclamation de Bismarck, la guerre n'avait pas été dirigée contre le peuple français, mais contre Louis-Napoléon. Avec sa chute, tout motif de guerre disparaissait. C'était ce que s'imaginait aussi le gouvernement du 4 Septembre — pas si naïf par ailleurs — et il fut très surpris lorsque soudain Bismarck montra le junker prussien qui était en lui.

Personne au monde ne hait autant les Français que le junker prussien. Car, non seulement, les junkers, jusque-là exempts d'impôts, avaient durement souffert, entre 1806 et 1813, du châtiement que les Français leur avaient infligé, et que leur propre vanité avait attiré; mais ces athées de Français avaient troublé les têtes par leur criminelle révolution, ce qui était bien pire, de telle sorte que l'ancien pouvoir des hobereaux avait été presque complètement enterré, même dans la vieille Prusse; que les pauvres junkers devaient mener sans cesse un rude combat pour ce qui restait de leur magnificence, et un grand nombre d'entre eux étaient déjà tombés au rang d'une pitoyable noblesse de parasites. On devait s'en venger sur la France, et les officiers junkers de l'armée, sous la direction de Bismarck, s'en chargèrent bien. On s'était fait des listes des contributions de guerre françaises en Prusse, et on estima d'après elles les impositions qu'on devait lever en France dans les villes et dans les départements — en tenant compte naturellement de la richesse beaucoup plus grande de la France. On réquisitionna des vivres, du fourrage, des vêtements, des chaussures, etc. avec un sans-gêne impitoyable. Un maire des Ardennes, qui déclara ne pouvoir faire la livraison exigée, reçut vingt-cinq coups de bâton sans autre forme de procès; le gouvernement de Paris en a publié la preuve officielle. Les francs-tireurs, qui procédaient selon le décret de 1813 sur la *Landsturm* prussienne aussi exactement que s'ils en avaient expressément étudié les dispositions, furent fusillés sans pitié là où on les prenait. Même les histoires de pendules envoyées en Allemagne sont vraies, le *Journal de Cologne* lui-même en a parlé.

Seulement, d'après les conceptions prussiennes, ces pendules n'étaient pas volées; elles étaient des biens sans possesseurs découverts dans les maisons de campagnes abandonnées des environs de Paris et on les annexait pour les êtres chers restés dans la patrie. Et c'est ainsi que les junkers, sous la direction de Bismarck, prirent soin de ce que, malgré l'attitude irréprochable tant des hommes que d'une grande partie des officiers, le caractère spécifiquement prussien de la guerre fût conservé et rendu inoubliable aux Français et que ceux-ci rendissent responsable l'armée tout entière de l'odieuse mesquinerie des junkers.

Et cependant, il était réservé à ces junkers de rendre au peuple français un honneur qui n'a pas son pareil dans l'histoire tout entière. Lorsque toutes les tentatives pour débloquer Paris eurent échoué, lorsque toutes les armées françaises furent repoussées, lorsque la dernière grande offensive de Boubaki sur la ligne de liaison des Allemands eut été mise en échec, lorsque la France fut abandonnée à son sort par toute la diplomatie d'Europe sans que celle-ci eût bougé un seul doigt, Paris, affamé, dut capituler. Et les cœurs des junkers battirent encore plus fort lorsqu'ils purent enfin faire leur entrée triomphale dans le foyer impie et se venger pleinement des archirebelles parisiens, en tirer cette vengeance complète qui leur avait été interdite en 1814 par le tsar Alexandre et en 1815 par Wellington; ils pouvaient maintenant châtier à cœur joie le foyer et la patrie de la révolution.

Paris capitula; il paya 200 millions de contribution de guerre; les forts furent rendus aux Prussiens; la garnison abaissa les armes devant les vainqueurs et livra son artillerie de campagne; les canons des fortifications furent démontés de leurs affûts; tous les moyens de résistance que possédait l'Etat furent livrés pièce par pièce mais on ne toucha pas aux véritables défenseurs de Paris, la garde nationale, le peuple parisien en armes. Personne n'exigea leurs armes, ni leurs fusils, ni leurs canons<sup>1</sup>; et, ainsi, pour qu'il fût annoncé au monde entier que la victorieuse armée allemande s'était respectueusement arrêtée devant le peuple de Paris en armes, les vainqueurs n'entrèrent pas dans la ville, ils se contentèrent d'occuper pendant trois jours les Champs-Élysées, — un jardin public, — gardés, surveillés, bloqués par les sentinelles

1. Ce furent ces canons, appartenant à la garde nationale et non à l'Etat, — c'est pourquoi on ne les avait pas livrés aux Prussiens —, que, le 18 mars 1871, Thiers donna l'ordre de voler aux Parisiens: il provoqua ainsi l'insurrection dont sortit la Commune.

des Parisiens ! Pas un soldat allemand ne mit les pieds à l'hôtel de ville, pas un seul ne foula les boulevards et les rares qui furent admis au Louvre pour y admirer les œuvres d'art avaient dû en demander la permission ; c'était en dehors de la capitulation. La France était abattue, Paris était affamé, mais le peuple parisien s'était assuré ce respect par son passé glorieux ; aucun vainqueur n'osait exiger ses armes, n'avait le courage d'aller le trouver chez lui, et de profaner ces rues, champ de bataille de tant de révolutions, par une marche triomphale. Ce fut comme si l'empereur allemand frais émoulu avait tiré son chapeau devant les révolutionnaires vivants de Paris, comme autrefois son frère devant les morts des combattants de Mars de Berlin, comme si l'armée allemande tout entière, derrière lui, présentait les armes.

Mais ce fut le seul sacrifice que s'imposa Bismarck. Sous prétexte qu'il n'y avait pas de gouvernement en France qui pût signer la paix avec lui — ce qui était exactement aussi vrai et aussi faux au 4 septembre qu'au 20 janvier — il avait exploité ses succès d'une manière vraiment prussienne, jusqu'à la dernière goutte, et il ne s'était déclaré disposé à la paix qu'après l'écrasement complet de la France. A nouveau, à la conclusion de la paix elle-même, la « situation favorable fut exploitée sans scrupules », comme on dit en bon vieux prussien. Non seulement on extorqua la somme inouïe de cinq milliards d'indemnité, mais on arracha deux provinces à la France, l'Alsace et la Lorraine allemande avec Metz et Strasbourg et on les incorpora à l'Allemagne. Par cette annexion, Bismarck intervient pour la première fois en politicien indépendant ; il ne réalise plus à sa manière un programme qui lui est dicté du dehors, mais il traduit dans les faits les produits de son propre cerveau : c'est ainsi qu'il commet sa première gaffe colossale...<sup>1</sup>

---

1. Il y a en cet endroit du manuscrit une place laissée libre pour une addition qui n'a pas été faite. (N.R.)

## L'ANNEXION DE L'ALSACE-LORRAINE

L'Alsace avait été conquise par la France, pour l'essentiel, pendant la guerre de Trente ans. Richelieu avait oublié en cela le solide principe d'Henry IV : « Que la langue espagnole soit à l'Espagnol, l'allemande à l'Allemand; mais où l'on parle français, c'est mon lot »; Richelieu s'appuya sur le principe de la frontière naturelle du Rhin, de la frontière historique de la Gaule ancienne. C'était de la folie; mais l'Empire romain germanique, qui comprenait les domaines linguistiques français de Lorraine, de Belgique et même de Franche-Comté, n'avait pas le droit de reprocher à la France l'annexion de pays de langue allemande. Et si Louis XIV, en 1681, s'était emparé de Strasbourg en pleine paix, avec l'aide d'un parti d'inspiration française dans la ville, la Prusse était mal venue de s'en indigner, après qu'elle eut de même fait violence, sans succès toutefois, à la ville libre de Nuremberg en 1796, sans être appelée, bien entendu, par un parti prussien<sup>1</sup>.

La Lorraine fut vendue à la France par l'Autriche en 1735 à la paix de Vienne et devint finalement possession française en 1766. Depuis des siècles, elle n'avait appartenu que nominale-ment à l'Empire germanique, ses princes étaient Français sous tous les rapports et presque toujours, ils avaient été alliés à la France.

---

1. On reproche à Louis XIV d'avoir lâché, en pleine paix, ses chambres de réunion sur un territoire allemand qui ne lui appartenait pas. Même la jalousie la plus malveillante ne peut reprocher la même chose aux Prussiens. Au contraire. Après avoir, en 1795, fait une paix séparée avec la France en violant directement la Constitution d'Empire, après avoir rassemblé autour d'eux leurs petits voisins, également infidèles, au delà de la ligne de démarcation dans la première Confédération de l'Allemagne du

Il y eut dans les Vosges jusqu'à la Révolution française une quantité de petites seigneuries qui se comportaient à l'égard de l'Allemagne comme Etats d'Empire immédiats, mais en ce qui concerne la France, ils en avaient reconnu la souveraineté; elles tiraient profit de cette situation hybride et puisque l'Empire germanique tolérait cela, au lieu de demander des comptes aux seigneurs dynastes, il ne pouvait se plaindre lorsque la France, en vertu de sa souveraineté, prenait sous sa protection contre ces seigneurs expulsés, les habitants de ces domaines.

Au total, ce pays allemand, jusqu'à la Révolution, ne fut pour ainsi dire pas francisé. L'allemand demeura la langue d'enseignement et la langue d'administration pour les relations intérieures, du moins en Alsace. Le gouvernement français favorisait les provinces allemandes qui désormais, depuis le début du dix-huitième siècle, après de longues années de guerres dévastatrices, ne voyaient plus d'ennemis chez elles. L'Empire allemand, déchiré par d'éternelles guerres intérieures, n'était vraiment pas fait pour attirer les Alsaciens à rentrer dans le sein de la mère patrie; on avait du moins le calme et la paix, on savait où l'on en était, et ainsi, les philistins qui donnaient le ton étaient familiers des décrets impénétrables de la Providence. A vrai dire, le sort des Alsaciens n'était pas sans exemple, les habitants du Holstein étaient aussi sous la domination étrangère du Danemark.

Vint la Révolution française. Ce que l'Alsace et la Lorraine n'avaient jamais osé espérer de l'Allemagne, la France le leur donna. Les liens féodaux furent brisés. Le paysan taillable et

---

Nord, ils mirent à profit la situation difficile dans laquelle se trouvaient des Etats du sud de l'Allemagne, qui désormais poursuivaient seuls la guerre en même temps que l'Autriche, pour des tentatives d'annexion en Franconie. Ils formèrent à Anspach et à Bayreuth, qui étaient prussiennes alors, des chambres de réunion sur le modèle de celles de Louis XIV; ils prétendirent à une série de territoires voisins; prétentions en face desquelles les prétextes de Louis XIV semblaient lumineusement convaincants. Et lorsque les Allemands furent battus, lorsque les Français entrèrent en Franconie, les Prussiens sauveurs occupèrent Nuremberg y compris les faubourgs jusqu'aux murs d'enceinte, et ils obtinrent des notables de Nuremberg, tremblants de peur, un traité (2 septembre 1796), par lequel la ville se soumettait à la souveraineté prussienne, sous la condition que... les Juifs ne seraient jamais admis dans la ville. Mais là-dessus, l'archiduc Charles avança, il battit les Français à Wurzburg les 3 et 4 septembre 1796, et ainsi s'envola en fumée bleue cette tentative de faire comprendre de force aux Nurembergeois la mission allemande de la Prusse.



corvéable devint un homme libre dans bien des cas propriétaire de sa ferme et de son champ. Dans les villes, le pouvoir des patriciens et les privilèges de corporations disparurent. On chassa la noblesse. Et dans les domaines des petits princes et des petits seigneurs, les paysans suivirent l'exemple de leurs voisins; ils chassèrent les dynastes, les Chambres de gouvernement et la noblesse, ils se déclarèrent libres citoyens français. Nulle part en France, le peuple ne se rallia à la Révolution avec plus d'enthousiasme que dans les régions de langue allemande. Et alors, lorsque l'Empire germanique déclara la guerre à la Révolution, lorsque les Allemands, qui portaient encore leurs chaînes avec obéissance, se prêtèrent de plus à imposer à nouveau aux Français leur servitude ancienne, et aux paysans alsaciens les seigneurs féodaux qu'ils venaient de chasser, c'en fut fini du germanisme de l'Alsace et de la Lorraine; elles se mirent à haïr les Allemands. C'est alors que la *Marseillaise* fut composée à Strasbourg et ce furent des Alsaciens qui la chantèrent les premiers; les Franco-Allemands, malgré leur langue et leur passé, sur cent champs de bataille, ne firent qu'un seul peuple avec les nationaux français dans la lutte pour la Révolution.

La grande Révolution n'a-t-elle pas fait le même prodige avec les Flamands de Dunkerque, avec les Celtes de Bretagne, avec les Italiens de Corse? Et lorsque nous déplorons que cela soit arrivé à des Allemands, avons-nous donc oublié toute notre histoire, qui l'a permis? Avons-nous oublié que toute la rive gauche du Rhin, qui cependant participa passivement à la Révolution, était française d'esprit lorsque les Allemands y revinrent en 1814? qu'elle demeura française d'esprit jusqu'en 1848, où la Révolution réhabilita les Allemands aux yeux des Rhénans? Que l'enthousiasme de Heine pour les Français, et même son bonapartisme, n'étaient pas autre chose que l'écho de l'état d'esprit de tout le peuple sur la rive gauche du Rhin?

Lorsque les coalisés entrèrent en France en 1814, c'est justement en Alsace et en Lorraine qu'ils trouvèrent les ennemis les plus décidés, la résistance la plus rude, dans le peuple lui-même; car on sentait, dans le peuple, le danger qu'il y avait à devoir redevenir allemand. Et cependant, en Alsace-Lorraine, on parlait alors presque exclusivement l'allemand. Mais lorsque ces provinces ne coururent plus le danger d'être soustraites à la France, lorsque l'on eut mis fin aux désirs d'annexion des chauvins romantiques allemands, on comprit qu'il était nécessaire de s'unir de plus en plus à la France, également du point de vue linguistique;

et depuis ce moment-là on fit comme avaient fait chez eux les Luxembourgeois, on procéda à la francisation des écoles. Et cependant le processus de transformation alla très lentement; seule la génération bourgeoise d'aujourd'hui est réellement francisée, alors que les paysans et les ouvriers parlent allemand. La situation est à peu près la même qu'au Luxembourg: l'allemand littéraire céda la place au français (excepté en chaire), mais le patois allemand n'a perdu du terrain qu'à la frontière linguistique et on l'emploie beaucoup plus comme langage familier que dans la plupart des campagnes d'Allemagne.

Tel est le pays que Bismarck et les junkers prussiens, soutenus, comme il semble, par la réminiscence d'un romantisme chauvin inséparable de toutes les questions allemandes, entreprirent de faire redevenir allemand. Il était aussi absurde de vouloir rendre à l'Allemagne Strasbourg, patrie de la *Marseillaise*, que de faire de Nice, patrie de Garibaldi, une ville française. A Nice, cependant, Louis-Napoléon garda les convenances, il fit plébisciter l'annexion et la manœuvre réussit. Indépendamment du fait que les Prussiens détestaient de telles mesures révolutionnaires pour de très bonnes raisons — il n'est jamais arrivé, où que ce soit, que la masse du peuple désirât l'annexion à la Prusse — on ne savait que trop bien que, en Alsace-Lorraine précisément, la population était plus unanime à tenir à la France que les nationaux français eux-mêmes. Ainsi donc on ne fit ce coup de main que par la violence. Ce fut une sorte de vengeance sur la Révolution française; on arrachait l'un des morceaux qui, justement, avaient été fondus dans la France par la Révolution.

Militairement, l'annexion avait sans doute un objectif. Avec Metz et Strasbourg, l'Allemagne obtenait un front de défense d'une force prodigieuse. Tant que la Belgique et la Suisse demeurent neutres, une offensive française ne peut porter nulle part ailleurs que sur l'étroite bande de territoire qui se trouve entre Metz et les Vosges, et contre cette offensive, Coblenze, Metz, Strasbourg et Mayence constituent le quadrilatère de places fortes le plus puissant et le plus grand du monde. Mais aussi, ce quadrilatère de places fortes, comme celui de l'Autriche en Lombardie, se trouve pour la moitié en territoire ennemi et il y constitue des citadelles pouvant servir à réprimer la population. Plus encore: pour le compléter, il fallut empiéter en dehors du domaine linguistique allemand, il fallut annexer environ deux cent cinquante mille nationaux français.

Le grand avantage stratégique est donc le seul point qui peut

excuser l'annexion. Mais y a-t-il une proportion quelconque entre cet avantage et le préjudice que l'on s'est porté par là ?

Pour ce qui est l'immense tort moral dans lequel le jeune Empire allemand s'est mis en posant comme son principe fondamental, ouvertement et aux yeux de tous, la violence brutale — le junker prussien n'a pas d'oreilles. Au contraire, il lui faut des sujets récalcitrants, maintenus par la violence; ils sont des preuves de l'accroissement de la puissance prussienne; et au fond, il n'en a jamais eu d'autres. Mais ce à quoi il eut dû prendre garde, c'étaient aux conséquences politiques de l'annexion. Et celles-ci étaient évidentes. Avant encore que l'annexion eût force de loi, Marx les criait au monde dans une circulaire de l'Internationale: « *L'annexion de l'Alsace-Lorraine fait de la Russie l'arbitre de l'Europe.* » Et les sociaux-démocrates<sup>1</sup> l'ont souvent répété à la tribune du Reichstag, jusqu'à ce que cette vérité fût reconnue finalement par Bismarck lui-même, dans son discours parlementaire du 6 février 1888, gémissant devant le tsar tout-puissant, maître de la guerre et de la paix.

Cela était pourtant clair comme le jour. En arrachant à la France deux de ses provinces les plus fanatiquement patriotes, on la poussait dans les bras de celui qui lui faisait espérer leur retour, on se faisait de la France un ennemi éternel. Sans doute, Bismarck, qui, en l'occurrence, représente dignement et consciencieusement les philistins allemands, exige-t-il des Français qu'ils renoncent à l'Alsace-Lorraine, moralement et non seulement juridiquement, qu'en outre ils se réjouissent comme il faut, étant donné que ces deux morceaux de la France de la Révolution « sont rendus à la mère patrie », ce dont ils ne veulent absolument rien savoir. Mais, malheureusement, les Français ne le font pas plus que les Allemands ne renoncèrent moralement à la rive gauche du Rhin pendant les guerres napoléoniennes, encore qu'à cette époque celle-ci ne désirât pas leur revenir. Tant que les Alsaciens et les Lorrains réclameront le retour à la France, la France doit s'efforcer et s'efforcera de les recouvrer, elle devra chercher les moyens de le faire, et entre autres elle devra rechercher des alliés. Et contre l'Allemagne, l'allié naturel est la Russie.

Si les deux nations les plus grandes et les plus fortes du continent occidental se neutralisent réciproquement par leur hostilité, s'il y a même entre elles un éternel sujet de discorde, qui les

---

J. Bebel et W. Liebknecht. (N.R.)

excite à se combattre, l'avantage n'en revient... qu'à la Russie, dont les mains n'en sont alors que plus libres; la Russie qui, dans ses appétits de conquête, peut être d'autant moins empêchée par l'Allemagne, qu'elle peut attendre de la France un appui sans conditions. Et Bismarck n'a-t-il pas mis la France en position de mendier l'alliance russe, d'être obligée d'abandonner de plein gré Constantinople à la Russie, si la Russie lui promet seulement ses provinces perdues? Et si, malgré cela, la paix a été maintenue dix-sept années durant, faut-il l'attribuer à un autre fait que celui-ci: le système de réserve inauguré en France et en Russie demande seize ans, et même vingt-cinq ans, depuis les récents perfectionnements allemands, pour fournir le nombre suffisant de classes exercées. Et après avoir été durant seize années déjà le fait dominant de toute la politique de l'Europe, l'annexion n'est-elle pas à l'heure actuelle la cause profonde de toute la crise qui menace de guerre le continent? Otez ce fait seul et unique, et la paix est assurée.

Avec son français qu'il prononce avec un accent ultra-allemand, le bourgeois alsacien, ce vaniteux hybride, qui se donne la contenance de n'importe quel Français pur sang, qui regarde Goethe de haut en bas et s'enthousiasme pour Racine, qui ne s'en trouve pas quitte de la mauvaise conscience de ce qu'il a de secrètement allemand et doit pour cela blaguer dédaigneusement tout ce qui est germanique, de telle sorte qu'il ne peut pas même servir de médiateur entre l'Allemagne et la France — ce bourgeois alsacien est bien sûr un individu méprisable, qu'il soit industriel à Mulhouse ou journaliste à Paris. Mais qui l'a fait ce qu'il est, sinon l'histoire de l'Allemagne des trois siècles passés? Et jusqu'à il y a peu de temps encore, presque tous les Allemands à l'étranger, surtout les commerçants, n'étaient-ils pas de véritables Alsaciens qui reniaient leur qualité d'Allemand, qui se tourmentaient pour s'assimiler la nationalité étrangère de leur nouvelle patrie avec une vraie « cruauté envers les animaux » exercée à leur endroit, et se rendaient ainsi, de leur propre gré au moins aussi ridicules que ceux des Alsaciens qui s'y trouvent cependant plus ou moins contraints par les circonstances? En Angleterre, par exemple, toute la société commerçante allemande immigrée entre 1815 et 1840 était anglicisée presque sans exception; on s'y exprimait presque exclusivement en anglais, et, aujourd'hui encore, à la Bourse de Manchester par exemple, évoluent quelques vieux philistins allemands qui donneraient la moitié de leur fortune pour pouvoir passer pour de vrais Anglais. C'est

seulement depuis 1848 que quelque chose y a été changé, et depuis 1870, même le lieutenant de réserve venant en Angleterre et Berlin y envoyant son contingent, la façon rampante d'autrefois cède le pas à une arrogance prussienne qui ne nous rend pas moins ridicules à l'étranger.

Et depuis 1871, la réunion à l'Allemagne a-t-elle été plus accommodée au goût des Alsaciens ? Au contraire. On les a mis sous un régime de dictature, tandis qu'à côté, en France, la République régnait. On a introduit chez eux le système prussien des Landrath, pédantesque et importun, à côté de laquelle l'ingérence de l'administration préfectorale française — rigoureusement réglée par la loi — si discréditée, paraît d'or. On supprima rapidement tout vestige de la liberté de la presse, du droit de réunion et d'association, on prononça la dissolution des conseils municipaux récalcitrants et on installa dans les fonctions de maires des bureaucrates allemands. Mais, par contre, on flatta les « notables », c'est-à-dire les nobles et les bourgeois complètement francisés, on les protégea dans leur exploitation des ouvriers et des paysans, qui s'ils n'étaient pas Allemands de mentalité n'en parlaient pas moins l'allemand et représentaient le seul élément sur lequel une tentative de réconciliation eût pu s'appuyer. Et qu'en a-t-on retiré ? Qu'en février 1887, alors que l'Allemagne tout entière se laissait intimider et envoyait au Reichstag le cartel bismarckien, l'Alsace-Lorraine n'élut que des Français décidés, et écarta tout ceux qui étaient suspects des moindres sympathies allemandes.

Ainsi, si les Alsaciens sont ce qu'ils sont, avons-nous le droit de nous en irriter ? Nullement. Leur antipathie à l'égard de l'annexion est un fait historique qui ne saurait être aboli, mais réclame une explication. Et là, nous devons nous demander : combien de fautes historiques énormes, l'Allemagne a-t-elle dû commettre en Alsace pour que cet état d'esprit y fût possible ? Et quel aspect notre nouvel Empire allemand doit-il avoir, vu de l'extérieur, si, après dix-sept ans de tentative de regermanisation, les Alsaciens sont unanimes à nous crier : faites-nous en grâce ? Avons-nous le droit de nous imaginer que deux campagnes heureuses et dix-sept années de dictature bismarckienne suffisent pour effacer tous les effets de la honteuse histoire de trois siècles ?

## EDIFICATION ET STRUCTURE DU NOUVEL EMPIRE ALLEMAND

Bismarck avait atteint son but. Son nouvel Empire prusso-allemand avait été proclamé à Versailles, dans la salle d'apparat de Louis XIV. La France était à ses pieds, désarmée. L'insolent Paris, auquel même lui n'avait pas osé toucher, avait été poussé par Thiers à l'insurrection de la Commune, puis abattu par les soldats de l'ex-armée impériale rentrant de captivité. Tous les philistins d'Europe admiraient Bismarck comme ils en avaient admiré le modèle, Louis-Bonaparte, dans les années cinquante. Avec l'appui de la Russie, l'Allemagne était devenue la première puissance d'Europe, et toute la puissance de l'Allemagne était entre les mains du dictateur Bismarck. Il s'agissait maintenant de savoir ce qu'il saurait faire de cette puissance. Si jusque-là il avait réalisé les plans d'unité des bourgeois, sans toutefois recourir aux moyens de la bourgeoisie, mais à des moyens bonapartistes, ce thème était maintenant passablement épuisé, il lui fallait faire des plans personnels, il lui fallait montrer les idées qu'il était capable de tirer de son propre fonds. Et cela devait se manifester par l'édification intérieure du nouvel Empire.

La société allemande se compose de grands propriétaires fonciers, de paysans, de bourgeois, de classes moyennes et de travailleurs, qui se groupent à leur tour en trois classes principales.

La *grande propriété foncière* est entre les mains d'un petit nombre de magnats (en Silésie surtout) et d'un grand nombre de propriétaires moyens dont la densité est la plus élevée dans les provinces de la vieille Prusse, à l'est de l'Elbe. Ce sont donc ces junkers prussiens qui dominent plus ou moins toute cette classe.

Ils sont eux-mêmes agriculteurs dans la mesure où ils font en majeure partie exploiter leurs biens par des gérants, et, à côté, ils sont souvent possesseurs de distilleries et de sucreries. Leur propriété, là où cela a pu se faire, est attachée à la famille sous forme de majorat. Les fils cadets entrent à l'armée ou dans l'administration civile; ainsi, de cette petite noblesse foncière, dépend une noblesse plus petite encore d'officiers et d'employés, qui, en outre, s'accroît encore par l'anoblissement à outrance des officiers supérieurs et des hauts employés bourgeois. A la limite inférieure de toute cette clique noble se forme, tout naturellement, une noblesse de parasites, un prolétariat de nobles pique-assiettes qui vit de dettes, de jeu louche, d'indiscrétions, de mendicité et d'espionnage politique. L'ensemble de cette société constitue le monde des junkers prussiens, et elle est l'un des meilleurs appuis du vieil Etat de Prusse. Mais le noyau propriétaire foncier de ce monde de junkers repose quant à lui sur une faible base. L'obligation dans laquelle ils se trouvent de garder leur rang est chaque jour plus dispendieuse; pour entretenir les fils cadets jusqu'à ce qu'ils obtiennent le grade de lieutenant ou le poste d'assesseur, pour caser les filles, il faut de l'argent; et, puisque ce sont là des obligations devant la satisfaction desquelles toutes les autres considérations doivent faire silence, il n'est pas étonnant que les revenus ne suffisent pas, que l'on doive signer des lettres de change ou même prendre des hypothèques. Bref le monde des junkers tout entier est continuellement au bord de l'abîme; toute catastrophe, guerre, mauvaise récolte ou crise commerciale, menace de l'y précipiter; rien d'étonnant donc que depuis un bon siècle, il n'ait été sauvé de la ruine que par des secours de toute sorte venant de l'Etat, et qu'il ne continue à exister que par ces secours. Cette classe, conservée uniquement par des artifices, est vouée à la ruine; il n'y a pas de secours d'Etat qui puisse la maintenir en vie d'une manière durable. Mais, avec elle, c'est aussi tout le vieil Etat prussien qui disparaît.

Le *paysan* est, politiquement, un élément peu actif. Quand il est lui-même propriétaire, il se ruine de plus en plus à cause des conditions de production défavorables des parcelles prises aux anciennes marks ou aux anciens pâturages communs, sans lesquels il ne peut y avoir élevage de bétail. Quand il est fermier, les conditions sont plus mauvaises encore. La petite exploitation paysanne suppose surtout l'économie naturelle, elle se ruine

dans l'économie monétaire. De là : endettement croissant, expropriations massives par les créanciers, recours à l'industrie familiale, uniquement pour ne pas être complètement chassé de la glèbe. Politiquement, la paysannerie est le plus souvent indifférente ou réactionnaire : ultramontaine en Rhénanie par suite d'une vieille haine de la Prusse, dans d'autres régions elle est particulariste ou protestante conservatrice. Dans cette classe, le sentiment religieux sert encore d'expression à des intérêts sociaux ou politiques.

De la *bourgeoisie*, nous avons déjà traité. Depuis 1848, elle a été emportée dans un essor économique inouï. Au développement colossal de l'industrie qui suivit la crise commerciale de 1847, développement déterminé par l'établissement d'une ligne de navigation à vapeur transocéanique qui eut lieu à cette époque, par l'énorme extension des chemins de fer et par les mines d'or de Californie et d'Australie, l'Allemagne avait largement pris part. C'est l'effort de la bourgeoisie pour écarter les obstacles provinciaux au commerce et pour obtenir sur le marché mondial une situation égale à celle de ses concurrents étrangers qui avait mis en branle la révolution bismarckienne. Maintenant que les milliards français submergeaient l'Allemagne, une nouvelle période d'industrie fiévreuse s'ouvrait à la bourgeoisie, au cours de laquelle elle se révéla pour la première fois grande nation industrielle par un krach national allemand. Elle était déjà alors économiquement la classe la plus puissante de la population; l'Etat devait obéir à ses intérêts économiques; la révolution de 1848 avait donné à l'Etat une forme constitutionnelle extérieure dans laquelle la bourgeoisie pouvait aussi dominer politiquement et s'habituer à l'exercice du pouvoir. Cependant, elle était encore fort éloignée du véritable pouvoir politique. Elle n'avait pas été victorieuse dans le conflit contre Bismarck; le conflit avait été écarté par la révolution effectuée par en haut; cela lui avait appris que, provisoirement, le pouvoir exécutif ne dépendait d'elle que d'une manière très indirecte encore, qu'elle ne pouvait ni destituer ni imposer de ministres, ni disposer de l'armée. Avec cela, en face d'un pouvoir exécutif énergique, elle était lâche et veule, mais les junkers l'étaient aussi, et elle était plus excusable qu'eux, à cause de son opposition économique directe à la classe ouvrière industrielle révolutionnaire. Mais il était certain qu'elle devait petit à petit anéantir



économiquement les junkers, il était certain que, parmi les classes possédantes, elle était la seule qui eût encore des perspectives d'avenir.

La classe moyenne, la *petite bourgeoisie* se composait en premier lieu de résidus de l'artisanat médiéval, qui, dans l'Allemagne longtemps retardataire, étaient représentés en plus grand nombre que dans le reste de l'Europe occidentale, en second lieu de bourgeois ruinés, en troisième lieu d'éléments de la population non-possédante qui s'étaient élevés au petit commerce. Avec le développement de la grande industrie, l'existence de la petite bourgeoisie tout entière perdait tout ce qui lui restait de stabilité; changement de métier et faillite périodique étaient la règle. Cette classe auparavant si stable, cette classe qui avait été la meilleure troupe de la philistinerie allemande, s'enfonçait, tombait de son bien-être, de sa domesticité, de sa servilité, de sa piété et de son honorabilité anciennes dans la confusion et dans le mécontentement du destin que Dieu lui avait donné en partage. Ce qui restait de l'artisanat appelait à grands cris la restauration des privilèges de corporation; et pour ce qui est des autres, tantôt ils devenaient doucement démocrates progressistes, tantôt ils allaient jusqu'à se rapprocher de la social-démocratie, et ils se ralliaient directement par endroits au mouvement ouvrier.

Enfin les *ouvriers*. Pour ce qui est des travailleurs de la campagne, ceux de l'Est tout au moins étaient encore dans un demi-servage, et n'étaient pas capables de discernement. Au contraire, parmi les travailleurs des villes, la social-démocratie avait fait des progrès rapides, elle grandissait dans la mesure où la grande industrie prolétarisait les masses populaires et ainsi mettait au comble l'opposition de classe entre capitalistes et travailleurs. Si les travailleurs sociaux-démocrates étaient encore divisés provisoirement en deux partis rivaux, depuis la parution du *Capital* de Marx, leur opposition de principe avait cependant pour ainsi dire disparu. Le lassallisme de stricte observance, se bornant à réclamer des « coopératives de production subventionnées par l'Etat », s'endormait petit à petit et se révélait de plus en plus impropre à donner le noyau d'un parti ouvrier bonapartiste et socialiste étatique. Les fautes que certains chefs avaient com-  
mises à ce point de vue, le sens non corrompu des masses les avait réparées. L'unité des deux tendances social-démocrates,

cf. Gotha

qui n'était plus retardée que par des questions de personne, était assurée pour un avenir proche. Mais, déjà à l'époque de la scission, et malgré elle, le mouvement était assez puissant pour inspirer de la terreur à la bourgeoisie industrielle et pour la paralyser dans sa lutte contre le gouvernement, encore indépendant d'elle; d'ailleurs, la bourgeoisie allemande, depuis 1848, ne s'était pas débarrassée du spectre rouge.

Cette répartition des classes était à la base de la répartition des partis au Parlement et dans les landtags. La grande propriété foncière et une partie de la paysannerie formaient la masse des conservateurs; la bourgeoisie industrielle donnait l'aile droite du libéralisme bourgeois; les nationaux libéraux, l'aile gauche — le Parti démocrate affaibli ou Parti progressiste — venait des petits bourgeois, soutenus par une partie de la bourgeoisie et des travailleurs. Enfin les travailleurs avaient leur parti à eux, auquel appartenaient également des petits bourgeois, la social-démocratie.

Un homme dans la position de Bismarck et avec le passé de Bismarck devait se dire, avec quelque compréhension de l'état de choses, que, tels qu'ils étaient, les junkers ne représentaient pas une classe viable; que seule la bourgeoisie, de toutes les classes possédantes, pouvait prétendre à un avenir, et que par conséquent (abstraction faite de la classe ouvrière, dont nous ne voulons pas demander de lui qu'il en comprenne la mission historique) son nouvel Empire promettait d'avoir une existence d'autant plus assurée qu'il le préparerait progressivement à se transformer en un Etat bourgeois moderne. N'exigeons pas de lui ce qui dans ces circonstances lui était impossible. Il n'était ni possible ni même à propos à l'époque de passer immédiatement à la forme de gouvernement parlementaire, avec un Reichstag muni du pouvoir décisif (comme dans la Chambre des communes en Angleterre); la dictature exercée selon des formes parlementaires devait paraître encore nécessaire pour l'instant à Bismarck lui-même; nous ne lui reprochons pas du tout d'avoir commencé par la conserver, nous posons simplement la question de savoir à quoi elle devait être employée. Et là, il est difficile de douter que la seule voie sur laquelle on avait chance d'assurer au nouvel Empire un fondement solide et une calme évolution interne consistait à préparer un Etat qui correspondît à la Constitution anglaise. En abandonnant à la ruine imminente la plus grande

partie des junkers, d'ailleurs impossible à sauver, il paraissait toujours possible de laisser se former avec le reste, et avec des éléments nouveaux, une classe de grands propriétaires fonciers indépendants, classe qui ne serait elle-même que la flèche ornementale de la bourgeoisie; une classe à laquelle la bourgeoisie, elle-même en pleine jouissance de son pouvoir, devrait abandonner la représentation dans l'Etat, et ainsi les postes les plus gras et une très grande influence. En faisant à la bourgeoisie les concessions politiques dont à la longue on ne pouvait la priver (c'est ainsi au moins qu'on devait juger du point de vue des classes possédantes), en lui faisant petit à petit ces concessions, même à faibles doses et rares, on engageait du moins le nouvel Empire dans la voie sur laquelle il lui était possible de rejoindre les autres Etats occidentaux politiquement fort en avance sur lui; où il secouerait les derniers vestiges de féodalisme, de même que la tradition philistine qui dominait fortement encore la bureaucratie; et on le rendait capable, avant tout, de se tenir sur ses propres pieds le jour où ses fondateurs, qui n'étaient plus jeunes du tout, rendraient leur âme à Dieu.

Et puis cela n'était même pas difficile. Ni les junkers ni les bourgeois n'avaient d'énergie, même moyenne. Les junkers l'avaient montré depuis soixante ans, l'Etat ayant toujours fait de son mieux pour leur propre bien, contre l'opposition de ces don Quichottes. La bourgeoisie, qu'une longue préhistoire avait de même rendue docile, se ressentait encore durement du conflit; depuis, les succès de Bismarck brisèrent plus encore sa force de résistance, et la crainte du mouvement ouvrier croissant d'une manière menaçante fit le reste. Dans ces conditions, il ne pouvait pas être difficile à l'homme qui avait exaucé les aspirations nationales de la bourgeoisie de mettre le temps qu'il voudrait à réaliser ses aspirations politiques, encore très modestes dans l'ensemble. Il ne lui fallait que voir clairement son but.

Du point de vue des classes possédantes, c'était là la seule façon rationnelle d'agir. Du point de vue de la classe ouvrière, il se révèle, il est vrai, qu'il était déjà trop tard pour établir un pouvoir bourgeois durable. La grande industrie, et avec elle bourgeoisie et prolétariat, se constituèrent en Allemagne à une époque où, presque en même temps que la bourgeoisie, le prolétariat pouvait entrer tout seul sur la scène politique; où, par conséquent, la lutte entre les deux classes commence déjà avant que la bourgeoisie ait fait la conquête du pouvoir politique exclusif ou prédominant. Mais si en Allemagne il est trop tard pour un pouvoir

solide et tranquille de la bourgeoisie, la meilleure politique était cependant en 1870, dans l'intérêt des classes possédantes en général, de s'engager vers un pouvoir bourgeois. Car c'est seulement par là que l'on pouvait mettre un terme aux nombreuses survivances du temps du féodalisme en décomposition, qui pullulaient encore dans la législation et dans l'administration; c'est par là seulement qu'il était possible d'acclimater progressivement en Allemagne l'ensemble des résultats de la grande Révolution française, bref, de couper la vieille queue chinoise que l'Allemagne traînait encore derrière elle; de la conduire consciemment et définitivement sur la voie de l'évolution moderne, d'adapter ses conditions politiques à ses conditions industrielles. Si, finalement, la lutte inévitable entre la bourgeoisie et le prolétariat se produisait, elle aurait lieu du moins dans des conditions normales, dans lesquelles chacun pourrait voir de quoi il est question, et non dans la confusion, l'obscurité, les chevauchements d'intérêts et la perplexité que nous avons connus en Allemagne en 1848. Avec cette différence seulement que cette fois la perplexité sera exclusivement du côté des possédants; car la classe ouvrière sait ce qu'elle veut.

Telles que les choses se trouvaient en Allemagne en 1871, un homme comme Bismarck était réduit en fait à une politique luttant entre les deux classes. Et là on ne peut rien lui reprocher. Il s'agit seulement de savoir vers quel objectif cette politique était dirigée. Si elle allait, peu importe le temps qu'elle y mettrait, à condition d'y aller consciemment et résolument, vers le pouvoir final de la bourgeoisie, elle était d'accord avec l'évolution historique, dans la mesure où elle pouvait l'être du point de vue des classes possédantes en général. Si elle allait vers le maintien du vieil Etat prussien, vers la prussification progressive de l'Allemagne, elle était réactionnaire et condamnée à un échec final. Si elle allait vers le simple maintien du pouvoir de Bismarck, elle était bonapartiste et devait finir comme tout bonapartisme.

La tâche suivante était la Constitution de l'Empire. Comme matériel, il y avait d'une part la Constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord; d'autre part, les traités avec les Etats allemands du Sud. Les facteurs à l'aide desquels Bismarck devait appeler la Constitution de l'Empire à la vie étaient d'un côté les dynasties représentées au Conseil fédéral, de l'autre le peuple représenté au Reichstag. Dans la Constitution de l'Allemagne du Nord et dans les traités, une limite avait été posée aux

prétentions des dynasties. Le peuple, au contraire, pouvait prétendre à une participation considérablement plus étendue au pouvoir politique. Il avait conquis sur le champ de bataille l'indépendance à l'égard de l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures et l'unité de l'Allemagne — autant qu'il en pouvait être question; il était également appelé, en tout premier plan, à décider de ce que l'on ferait de cette indépendance, de la manière dont cette unité devait être accomplie et mise en valeur dans le détail. Et même si le peuple reconnaissait les bases de droit incluses déjà dans la Constitution de l'Allemagne du Nord et dans les traités, cela n'empêchait pas qu'il pût obtenir, dans la Constitution nouvelle, une participation au pouvoir plus importante que dans les précédentes. Le Reichstag était le seul corps qui représentât dans la réalité l'« unité » nouvelle. Plus la voix du Reichstag avait de poids, plus la Constitution était libre envers les Constitutions particulières des pays, plus l'Empire devait avoir de cohésion, plus le Bavaois, le Saxon, le Prussien devaient se fusionner dans l'Allemand.

Pour qui voyait plus loin que le bout de son nez, cela devait être évident. Mais l'opinion de Bismarck n'était pas du tout celle-là. Au contraire, il se servit de l'ivresse patriotique qui se répandit après la guerre précisément pour amener la majorité du Reichstag à renoncer non seulement à toute extension, mais même à toute détermination précise des droits du peuple, et à se limiter à restituer simplement dans la Constitution de l'Empire la base juridique de la Constitution de l'Allemagne du Nord et des traités. Toutes les tentatives des petits partis pour exprimer dans la Constitution les droits du peuple à la liberté furent rejetées, même la proposition du Centre catholique demandant d'insérer les articles de la Constitution prussienne relatifs à la garantie de la liberté de la presse, de la liberté de réunion et d'association, de même que de l'indépendance de l'Eglise. La Constitution prussienne, châtée deux ou trois fois comme elle l'était, restait donc plus libérale encore que la Constitution de l'Empire. Les contributions ne furent pas votées annuellement, mais fixées une fois pour toutes « par la loi » : ainsi le Reichstag ne peut refuser l'impôt. On appliqua par là à l'Allemagne la doctrine prussienne, incompréhensible au monde constitutionnel non-allemand, selon laquelle les représentants du peuple n'ont que le droit de refuser les dépenses sur le papier, tandis que le gouvernement met dans son sac les recettes en espèces sonnantes. Mais tandis que le Reichstag est spolié des meilleurs instruments de pouvoir, et se

trouve abaissé à l'humble position de la Chambre prussienne brisée par les revisions de 1849 et de 1850, par la clique de Manteuffel, par le conflit et par Sadowa, le Conseil fédéral jouit pour l'essentiel de tous les pleins pouvoirs que l'ancienne Diète fédérale possédait nominalement; et il en jouit réellement, car il est délivré des entraves qui paralysaient la Diète. A côté du Reichstag, le conseil fédéral n'a pas seulement un avis décisif dans la législation, il est aussi la plus haute instance administrative. — c'est lui qui publie les décrets d'application des lois de l'Empire —, et il décide en outre des « insuffisances qui apparaissent lors de l'application des lois impériales », c'est-à-dire des insuffisances auxquelles seule, dans les autres pays civilisés, une nouvelle loi peut remédier. (Voir art. 7, § 3 très semblable à un cas de conflit juridique).

Ainsi, Bismarck n'a pas cherché à s'appuyer surtout sur le Reichstag, qui représentait l'unité nationale, mais sur le Conseil fédéral, qui représentait la dispersion particulariste. Il n'a pas eu le courage — lui qui jouait au représentant de l'idée nationale — de se mettre réellement à la tête de la nation ou de ses représentants; la démocratie devait le servir, mais lui ne devait pas servir la démocratie; plutôt que de se fier au peuple, il se fia à des chemins tortueux de derrière les coulisses, à la possibilité qu'il avait de se fabriquer au Conseil fédéral, par des moyens diplomatiques, par la carotte et la cravache, une majorité même récalcitrante. La mesquinerie de la conception, la bassesse du point de vue qui se révèlent ici à nous, correspondent tout à fait au caractère du monsieur, tel que nous avons appris à le connaître jusqu'ici. Cependant, nous pouvons nous étonner que ses succès ne lui aient pas permis de s'élever au-dessus de lui-même ne fût-ce qu'un moment.

Quoi qu'il en soit, toute la question fut de donner à la Constitution tout entière une seule pierre angulaire, c'est-à-dire le chancelier d'Empire. Le Conseil fédéral devait obtenir une position qui rendit impossible un pouvoir exécutif autre que celui du chancelier d'Empire, et exclut par là la possibilité d'admettre des ministres responsables. En fait, toute tentative d'organisation de l'administration de l'Empire par la constitution d'un ministère responsable se heurta, empiétant sur les droits du Conseil fédéral, à une résistance invincible. Comme on s'en aperçut bientôt, la Constitution était « faite sur mesure » pour Bismarck. Elle

était un pas de plus sur la voie de son pouvoir dictatorial, par la balance des partis au Reichstag et des États particuliers au Conseil fédéral, — un pas de plus sur la voie du bonapartisme.

Du reste, on ne peut pas dire que — les quelques concessions faites à la Bavière et au Wurtemberg mises à part — la nouvelle Constitution détermine une régression directe. Mais cela, c'est ce que l'on peut en dire de mieux. Les besoins économiques de la bourgeoisie furent satisfaits pour l'essentiel, ses prétentions politiques — pour autant qu'elle en émettait encore — rencontrèrent le même obstacle qu'à l'époque du conflit.

Pour autant qu'elle avait encore des prétentions politiques. Car il est incontestable que ces prétentions étaient réduites, entre les mains des nationaux-libéraux, à une très modeste mesure, et qu'elles se réduisirent plus encore de jour en jour. Ces messieurs très éloignés de prétendre que Bismarck leur donnât les facilités de collaborer avec lui, aspiraient plutôt à faire sa volonté, là où cela convenait et souvent même, là où cela ne convenait pas, ou ne devait pas convenir. Bismarck les méprisait, qui pouvait l'en blâmer ? — mais ses junkers étaient-ils donc un grain meilleurs et plus virils ?

Le premier domaine dans lequel l'unité de l'Empire restait à faire, l'argent, fut organisé par les lois promulguées de 1873 à 1875 sur la monnaie et sur les banques. L'établissement de l'éta-lon-or fut un grand progrès ; mais on ne l'introduisit qu'avec beaucoup d'hésitations et de flottement, et aujourd'hui, en 1888, il n'est pas encore établi sur une base tout à fait ferme. Le système monétaire que l'on adopta — avec pour unité le tiers de thaler, le mark, avec une division décimale — était celui proposé par Sœtbeer un peu avant 1840. L'unité effective était les vingt marks-or. On pouvait, par un changement de valeur presque insignifiant, le rendre absolument équivalent soit au souverain-or, soit aux vingt-cinq francs-or ou aux cinq dollars-or américains, et obtenir ainsi une liaison avec l'un des trois grands systèmes monétaires du marché mondial. On préféra créer un système monétaire à part, et entraver ainsi inutilement le commerce et les calculs du cours des changes. Les lois sur la monnaie de papier et sur les banques limitèrent l'escroquerie au papier des petits États et des banques des petits États, et furent, en considération du krach qui s'était produit entre temps, d'une certaine timidité, qui convenait à l'Allemagne, dans ce domaine encore inexpérimentée. Ici encore, on assura en gros comme il convenait les intérêts économiques de la bourgeoisie.

Enfin, venait encore la fixation de lois civiles et pénales uniformes. La résistance des Etats moyens à l'extension de la compétence de l'Empire au droit civil matériel fut également surmontée; mais le code civil est encore en élaboration, alors que la loi pénale, la procédure pénale et civile, le droit commercial, la législation sur les faillites et l'organisation judiciaire sont réglés sur un modèle uniforme. La suppression des normes juridiques matérielles et formelles bariolées des petits Etats était déjà, en elle-même, un besoin pressant de l'évolution bourgeoise progressive, et cette suppression constitue aussi le principal mérite des lois nouvelles beaucoup plus que leur contenu.

Le juriste anglais s'appuie sur un passé juridique qui a sauvé, par-dessus le moyen âge, une bonne partie de la liberté germanique ancienne, qui ignore l'Etat policier, étouffé dans l'œuf au cours des deux révolutions du XVII<sup>e</sup> siècle, et atteint son apogée en deux siècles d'évolution continue de la liberté bourgeoise. Le juriste français s'appuie sur la grande Révolution qui, après avoir anéanti totalement le féodalisme et l'arbitraire policier absolutiste, traduit les conditions de vie économiques de la société moderne nouvellement constituée dans le langage des normes juridiques, dans son code classique proclamé par Napoléon. Quelle est, par contre, la base historique de nos juristes allemands? Rien d'autre que le processus de décomposition séculaire et passif des vestiges, du moyen âge, la plupart du temps produit par des coups venus de l'extérieur, et qui, jusqu'aujourd'hui, n'est pas encore achevé; une société économiquement arriérée, dans laquelle le junker féodal et le maître de corporation reviennent comme des fantômes cherchant un nouveau corps; une situation juridique à laquelle l'arbitraire policier — la justice de cabinet étant disparue en 1848 — fait encore chaque jour accroissement. C'est de ces écoles, les pires de toutes, que sont sortis les pères des nouveaux codes de l'Empire, et l'ouvrage est conforme au style de la maison. Abstraction faite du côté purement juridique, la liberté politique est passablement prise à partie dans ces codes. Si les tribunaux d'échevins donnent à la grande et à la petite bourgeoisie un moyen de travailler de concert à mettre en échec la classe ouvrière, l'Etat se couvre cependant autant que possible contre le danger d'une opposition bourgeoise renouvelée en limitant les tribunaux de jurés. Les paragraphes politiques du code pénal sont assez souvent d'une indétermination et d'une élasticité qui font penser souvent qu'ils sont taillés à la mesure du tribunal d'Empire, et celui-ci sur eux. Il va sans dire que ces



nouveaux codes constituent un progrès par rapport au droit civil prussien — aujourd'hui, Stöcker lui-même ne fabriquerait plus une chose aussi sinistre que ce code prussien, même s'il se fait châtrer. Mais les provinces qui ont connu jusqu'ici le droit français ne ressentent que trop la différence de la copie contrefaite et de l'original classique. Ce fut la défection des nationaux-libéraux à leur programme qui permit ce renforcement du pouvoir étatique aux dépens de la liberté civile, cette première régression positive.

Il faut encore mentionner la loi d'Empire sur la presse. Le code pénal avait déjà réglé pour l'essentiel le droit matériel dont il peut être question dans cet ordre de choses; ce furent donc l'établissement de dispositions formelles identiques pour tout l'Empire, la suppression des cautions et des droits de timbre qui subsistaient encore ici et là, qui constituèrent le principal contenu de cette loi et, en même temps, le seul progrès effectué par là.

Pour que la Prusse s'avérât encore une fois Etat modèle, on introduisit ce que l'on appelle la gestion directe. Il s'agissait de supprimer les plus choquants vestiges de féodalisme et de tout laisser cependant autant que possible, quant au fond, à l'état ancien. C'est à cela que servit l'organisation des cercles. Le pouvoir de police seigneuriale de messieurs les junkers était devenu un anachronisme. On le supprima quant à la désignation — comme privilège féodal — mais on le restaura quant au fond en créant des districts fonciers autonomes à l'intérieur desquels ou bien le propriétaire est lui-même régisseur de son bien avec les compétences d'un prévôt de commune rural, ou bien nomme ce régisseur; on le restaura quant au fond également en reportant en outre toute l'autorité policière et la juridiction de simple police d'un district administratif à un *Amtsvorsteher* qui, à la campagne, fut presque sans exceptions un grand propriétaire foncier, qui tint ainsi sous sa férule les communes rurales elles aussi. Le privilège féodal des particuliers leur fut retiré, mais on donna à la classe tout entière les pleins pouvoirs qui s'y rattachaient. C'est par un escamotage semblable que les grands propriétaires fonciers anglais se transformèrent en juges de paix, en seigneurs et maîtres de l'administration rurale, de la police et des juridictions inférieures, et s'assurèrent ainsi sous un titre nouveau, modernisé, la jouissance de tous les postes de pouvoirs essentiels

qui ne pouvaient plus subsister sous une forme féodale. Mais c'est aussi la seule similitude entre la « gestion directe » anglaise et la gestion directe allemande. Je voudrais bien voir le ministre anglais qui oserait proposer au Parlement la sanction par le gouvernement des fonctionnaires communaux élus, et leur remplacement en cas de vote d'opposition, par les suppléants imposés par l'Etat; d'introduire des fonctionnaires d'Etat ayant les compétences des Landraths, des administrations de district et des premiers présidents prussiens; de proposer l'ingérence de l'administration de l'Etat, prévue dans les dispositions d'organisation des cercles, dans les affaires des communes, des cantons, des arrondissements, de proposer la suppression du droit de recours aux tribunaux, telle qu'on la trouve presque à chaque page dans l'organisation de cercles, et qui est inconnue dans les pays de langue anglaise et de droit anglais. Et, tandis qu'aussi bien les assemblées de cercles que les assemblées provinciales sont toujours composées, à la manière féodale ancienne, de représentants des trois états : grands propriétaires fonciers, villes, et communes rurales, en Angleterre, même un ministre très conservateur dépose un bill qui transfère toute l'administration des comtés à des magistrats élus à un suffrage presque universel.

Le projet d'organisation des cercles pour les six provinces orientales (1871) fut le premier indice qui montra que Bismarck ne pensait pas à fondre la Prusse dans l'Allemagne, mais, au contraire, à renforcer plus encore la solide citadelle du vieux prussianisme, que sont précisément ces provinces. Les junkers conservèrent, sous d'autres noms, tous les pouvoirs essentiels; les pilotes de l'Allemagne, les travailleurs ruraux de ces régions — domestiques et journaliers — demeurèrent dans la servitude de fait dans laquelle ils s'étaient trouvés jusqu'ici, admis seulement à deux fonctions publiques : à être soldats, et à servir aux junkers de bétail à voter pendant les élections au Reichstag. Le service que Bismarck a rendu par là au parti révolutionnaire socialiste est inexprimable et mérite tous les remerciements.

Mais que dire de la stupidité de messieurs les junkers, qui firent des pieds et des mains, comme des enfants mal élevés, contre cette organisation de cercles qui était faite uniquement dans leur intérêt; qui était faite pour maintenir plus longtemps leurs privilèges féodaux, dissimulés seulement par des noms quelque peu modernisés? La Chambre prussienne des seigneurs, ou plutôt la Chambre des junkers, commença par rejeter le projet

qui traîna pendant toute une année, et elle ne l'accepta qu'après qu'une « fournée » de 24 nouveaux « seigneurs » eut été créée. Par là, les junkers prussiens se révélèrent une fois de plus être des réactionnaires mesquins, entêtés, incurables, incapables de former le noyau d'un grand parti indépendant qui aurait une mission historique dans la vie de la nation, comme le font en réalité les grands propriétaires terriens anglais. Ils avaient confirmé par là leur absence totale de discernement; Bismarck n'eut plus qu'à montrer à tout le monde leur absence de caractère tout aussi absolue, et une petite pression employée à bon escient les transforma en un parti Bismarck « sans phrases ».

C'est à cela que le *Kulturkampf* devait servir.

L'exécution du plan impérial prusso-allemand devait avoir pour contre-coup la réunion en un seul parti de tous les éléments anti-prussiens reposant sur un développement à part. Ces éléments de toutes teintes trouvèrent un drapeau commun dans l'ultramontanisme. La révolte de la saine raison humaine — même chez les innombrables catholiques orthodoxes — contre le nouveau dogme de l'infailibilité du pape d'une part, l'anéantissement des Etats de l'Eglise et la prétendue captivité du pape à Rome, d'autre part, obligèrent à un rassemblement plus étroit de toutes les forces militantes du catholicisme. C'est ainsi que se constitua au Landtag prussien, au cours même de la guerre — en automne 1870 — le parti spécifiquement catholique du Centre; lorsqu'il entra au premier Reichstag allemand en 1871, ce parti n'eut que 57 représentants; mais il se renforça à chaque élection, et il eut jusqu'à 100 représentants et plus. Il était composé d'éléments très divers. En Prusse, ses forces principales étaient les petits paysans rhénans, qui se considéraient encore comme « Prussiens par force »; ensuite les grands propriétaires fonciers, les paysans catholiques des évêchés westphaliens de Munster et de Paderborn, et les catholiques de Silésie. Le deuxième contingent important était représenté par les catholiques du Sud, les Bava-rois surtout. Mais la puissance du Centre était moins dans la religion catholique que dans le fait qu'il représentait les antipathies des masses populaires à l'égard du prussianisme, qui prétendait maintenant à la maîtrise de l'Allemagne. Ces antipathies étaient particulièrement vives dans les régions catholiques; on trouvait à côté des sympathies pour l'Autriche qui était maintenant rejetée de l'Allemagne. En accord avec ces deux courants populaires, le Centre était résolument particulariste et fédéraliste.

Ce caractère essentiellement antiprussien du Centre fut aussi-

tôt reconnu par les autres petites fractions du Reichstag qui, pour des raisons locales — et non pas, comme les sociaux-démocrates, pour des raisons d'ordre national et général — étaient contre la Prusse. Non seulement les Polonais catholiques et les Alsaciens, mais même les guelfes protestants se sont étroitement alliés au Centre. Et, bien que les fractions bourgeoises libérales ne comprissent jamais le caractère véritable des ultramontains, elles trahirent cependant qu'elles soupçonnaient le caractère de l'état de chose réel, en donnant au Centre le titre de « sans-patrie » et d' « ennemi de l'Empire ».

## FAITS ET DATES

*Le manuscrit s'interrompt ici. Les notes suivantes, également publiées par E. Bernstein pour la première fois, montrent comment Engels envisageait la suite de son travail.*

**1871.** 3 mars. — Elections au Reichstag. 57 élus du Centre seulement. Le Centre demande que les six articles de la Constitution prussienne sur la liberté de la presse, la liberté d'association et de réunion, et sur l'indépendance de l'Eglise soient reçus. Rejeté.

**1871.** — Bismarck fait demander au pape si la position d' « ennemi du Reich » que prend le Centre correspond aux intentions pontificales. Quelles à ce propos. Pas de résultats pour Bismarck.

**1872.** 14 mai. — Le cardinal Hohenlohe n'est pas accepté par le pape comme ambassadeur. Bismarck : « *Nous n'irons pas à Canossa !* »

4 juillet. — Loi contre les jésuites. Limites de séjour pour les jésuites allemands.

**1873.** *Lois de mai.* — La Chambre prussienne apporte au gouvernement des additions à l'article de la Constitution qui protège l'Eglise ! *Contre :* de nombreux conservateurs, le Centre, et une *fraction* du Parti progressiste. A la Chambre des seigneurs, Bismarck très violemment pour les lois de mai contre les conservateurs.

11 mai. — Mise en vigueur (des lois de mai). Virchow et les conservateurs déclarent maintenant qu'ils soutiendront le gouvernement dans ce *Kulturkampf*.

En même temps, échec misérable des vieux catholiques et des catholiques d'Etat. Résistance des évêques. Impossibilité de garnir les postes vacants, d'où :

- 1874.** — Lois sur les évêchés, le gouvernement en est pour sa peine,  
 15 avril. — *Loi d'expatriation*, adoptée par le Reichstag contre prêtres internés récalcitrants. *Même des progressistes étaient pour !*
- 13 juin. — Kullmann enlève à Bismarck ce qui lui reste de bon sens.  
 Chicanes policières contre les associations, la presse, etc. Malgré cela, délégués pontificaux secrets dans les diocèses abandonnés ; tout le monde leur obéit. Les évêques refusent les amendes ; ils ne paient pas.
- 1875.** — Loi prussienne prohibitive contre les prêtres récalcitrants. Bismarck déclare qu'il n'y a que deux partis : celui qui accepte l'Etat ; celui qui ne l'accepte pas.  
 La suppression des paragraphes 15, 16, 18 de la Constitution prussienne est acceptée. Par là, les Eglises protestantes cèdent devant l'Etat ; elles seulement : les autres se défendent.
- 31 mai. — La loi sur la dissolution des ordres est promulguée. Ce qui achève l'instrument. A partir de ce moment-là, Bismarck est sur la défensive.  
 Plusieurs évêchés vacants sont pauvres ; les catholiques tiennent bon, le gouvernement doit très souvent fermer les yeux.
- 1875. Eté.** — *Marpingen.*
- 1877.** — Falk devient chancelant. Mais Virchow est toujours pour le *Kulturkampf*. Dans les synodes protestants, la tendance piétiste orthodoxe prédomine ; elle est soutenue par Guillaume ; même parmi les conservateurs, figurent des ennemis du *Kulturkampf*.
- 1879.** — Le Centre dans la majorité gouvernementale. — Falk tombe à la fin du mois de juin. — En 1878, le pape est mort, Léon, son successeur, est plus pacifique ; on traite ; en juillet 1878, le nonce apostolique Marsella a une entrevue avec Bismarck à Kissingen ; mais la lutte se poursuit entre le Centre et Falk : le Centre serait un parti *politique* avec des *principes politiques*. Vient l'alliance de protection douanière ; Falk tombe. A sa place, Putty ; une autre politique commence. En automne 1879, négociations entre Bismarck et Giacobini ; sans succès. Mais Putty continue sa politique de douceur ; il l'adoucit encore.
- Réélection du Landtag en octobre 1879. Fort déplacement de partis. Les libéraux perdent 88 sièges sur les conservateurs.
- 1880. 24 février.** — Le pape cède sur un point de détail à propos du « devoir de notification » ; par contre, le gouvernement demande au Landtag la permission de ne pas appliquer les lois de mai...
- 1881. Automne.** — Nouvelles concessions du gouvernement pour préparer les élections au Reichstag.

1881. *Nov.* — Au nouveau Reichstag, un homme du Centre passe comme premier vice-président contre des libéraux. Bismarck s'appuie sur le Centre et flatte à nouveau le Vatican.

1882. *Janvier.* — Landtag prussien. Nouvelles propositions de désarmement du gouvernement... Suppression des prêtres d'Etat (c'est vulgaire) et de l'examen de culte.

1883. *Eté.* — Nouvelle concession du gouvernement. Après n'avoir rien pu obtenir de la curie, le gouvernement se fait mettre en minorité, à cause de sa loi sur l'Eglise, par le Centre et par les conservateurs ; il déclare que si Rome ne s'en contente pas, on rejettera complètement le « devoir de notification ».

Par contre, le pape autorise les évêques à demander pour leurs nouveaux prêtres la dispense du gouvernement relative à leur préparation.

En automne... Les garanties d'Etat rétablies à Cologne ; ainsi la loi n'est plus appliquée qu'en Posnanie. Il ne reste du *Kulturkampf* que des persécutions contre les Polonais<sup>1</sup> ».

---

1. Les notes s'interrompent ici. Bernstein a édité de plus l'esquisse de plan de Engels qui suit, destinée sans doute au dernier chapitre.

## PLAN

### I. — TROIS CLASSES

Deux classes pouilleuses dont l'une en décadence et l'autre prospère, et la classe ouvrière, qui ne veut que le *fairplay* bourgeois. Par conséquent, louvoyer entre ces deux dernières classes... mais non!

Politique :

1. Renforcer le pouvoir d'Etat et surtout le rendre financièrement indépendant (nationalisation des chemins de fer monopoles) ; de même pour la police d'Etat et la justice de droit civil.

Etre « libéral » et « national », la double nature de 1848, passe aussi dans l'Allemagne de 70/80.

Bismarck devait s'appuyer sur le Reichstag et sur le peuple ; pour cela nécessité de l'entière liberté de presse, de parole, de réunion et association, ne fût-ce que pour l'orientation.

### II

1. Edification.

a) Du point de vue économique, déjà une mauvaise loi monétaire.

b) Du point de vue politique. Rétablissement de l'Etat policier et lois de justice anti-civiles, mauvaises copies des lois françaises. Indéterminations dans le domaine du droit civil. La Cour de justice d'Empire en est l'achèvement.

2. Manque d'idées prouvé par des enfantillages dans le *Kulturkampf*. Le curé catholique placé sous l'autorité du gendarme et du policier, et offense à Bismarck. Allégresse de la bourgeoisie — désespoir. — Vers Canossa. Parti Bismarck sans phrase.

Seul résultat raisonnable : le mariage civil !



3. Escroquerie et krach. Sa participation. Pouillerie des junkers conservateurs, aussi infâmes que les bourgeois.

4. Il se transforme complètement en junker.

a) Douane de protection. Condition des bourgeois et des junkers ; ceux-ci ont la part du lion.

b) Tentatives de faire un monopole du tabac.

c) Escroquerie coloniale.

5. Politique sociale à la Bonaparte.

a) Loi contre les socialistes ; les associations et les caisses ouvrières écrasées.

b) Petites réformes sociales.

### III

6. Politique extérieure.

Danger de guerre. Effet des annexions. Augmentation des effectifs de l'armée. Service de sept ans. Une fois le temps fini, retour aux classes d'avant 70 pour assurer la supériorité quelques années encore.

### IV. — RÉSULTAT :

a) Une situation qui se termine avec la mort de deux hommes : pas d'Empire sans empereur ! Le prolétariat poussé à la révolution. Expansion de la social-démocratie, comme jamais auparavant, une fois la loi sur les socialistes supprimée. — Le chaos.

b) Une paix pire que la guerre, comme résultat de tout cela... dans le meilleur cas, ou encore une guerre mondiale.

## TABLE DES MATIÈRES

NOTE DE L'ÉDITEUR .....	3
-------------------------	---

### LE ROLE DE LA VIOLENCE DANS L'HISTOIRE

Chapitre premier .....	9
Chapitre II .....	17
Chapitre III .....	26

### VIOLENCE ET ECONOMIE DANS L'ETABLISSEMENT DU NOUVEL EMPIRE ALLEMAND

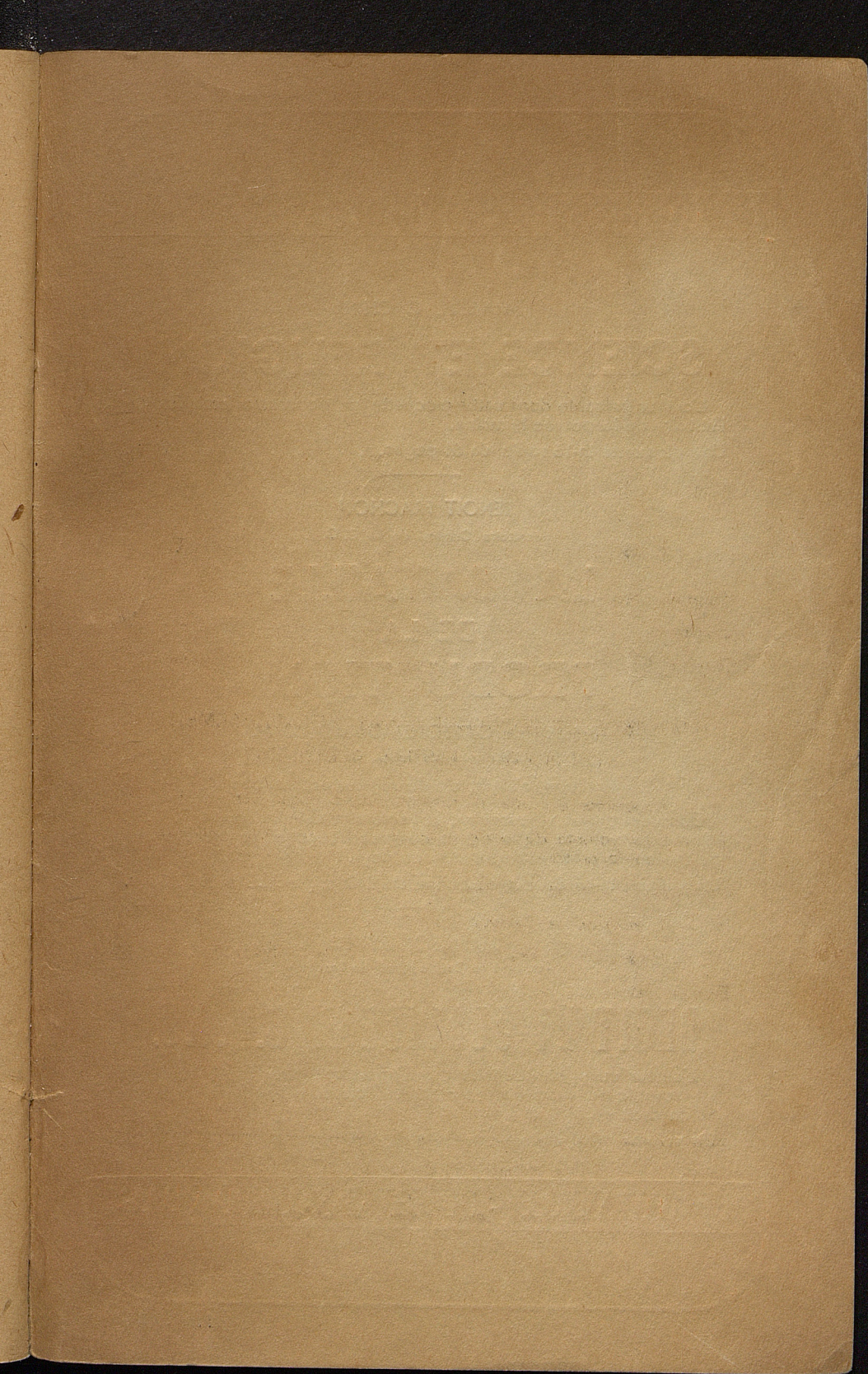
I. — Aspirations à l'unité et chances d'unité jusque vers 1860..	38
II. — La « mission allemande » de la Prusse, la Ligue nationale et Bismarck .....	51
III. — La réalisation : 1870-71 .....	67
IV. — L'annexion de l'Alsace-Lorraine .....	77
V. — Edification et structure du nouvel Empire allemand.....	84
Faits et dates .....	99
Plan .....	102

---

Office professionnel du Livre : N° 11.0312.

Numéro d'éditeur : 43

Imprimerie Comte-Jacquet. — Bar-le-Duc.



## DERNIERES PUBLICATIONS

MARCEL CACHIN

### SCIENCE ET RELIGION

L'auteur présente dans cette plaquette un panorama lumineux de l'histoire de la pensée humaine.

Une plaquette in-16 raisin de 64 pages..... 21 fr.

BENOIT FRACHON

Secrétaire Général de la C. G. T.

### LA BATAILLE DE LA PRODUCTION

Préface de GASTON MONMOUSSEAU

Secrétaire de la C. G. T.

« Produire, c'est la clé du relèvement français »

Dans ces pages vigoureuses, le Secrétaire Général de la C. G. T. affirme la volonté de la classe ouvrière française de prendre une part décisive à la reconstruction du pays.

Un volume in-16 double-couronne de 240 pages..... 80 fr.

JEAN FONTEYNE

Avocat à la Cour d'Appel de Bruxelles

### DROIT ET JUSTICE EN U. R. S. S.

L'auteur qui a une connaissance approfondie de la vie et de la loi soviétiques expose avec clarté les bases du système juridique et du droit en U. R. S. S.

Un volume in-16 double-couronne de 104 pages..... 40 fr.

67, BD. AUGUSTE BLANQUI, PARIS

2.— NF